

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 19. Septembre-octobre 2005. Prix : 1 €. Prix de soutien : 1,50 €.

***IL FAUT EN FINIR AVEC CHIRAC, SON GOUVERNEMENT,
SON ASSEMBLÉE !
IL FAUT EN FINIR AVEC L'ALTERNANCE DROITE/GAUCHE
PLURIELLE !
IL FAUT UN REGROUPEMENT DES FORCES
ANTICAPITALISTES ET UN PROGRAMME COMMUN
D'ACTION !***

À BAS LES ORDONNANCES!

***UNITÉ IMMÉDIATE ET SANS PRÉALABLE DES
ORGANISATIONS!
AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS À TOUS LES
NIVEAUX!***

BOLIVIE : PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électorale* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.

Tirage du n° 18 (mai-juin 2005) : 210 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant [d'habitude... mais non pour ce n° 19 de 44 p. !

Merci à nos lecteurs de le soutenir !). En outre, 520 personnes et groupes (français et étrangers) reçoivent ce journal par internet.

Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — **Site internet :** <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

UN GIGANTESQUE PARADOXE

En cette rentrée, la situation sociale et politique reste marquée par le gigantesque paradoxe qui a caractérisé tout le mois de juin. D'une part, la bourgeoisie (c'est-à-dire Chirac, le gouvernement, la « majorité » UMP-UDF, les dirigeants du PS et des Verts, les grands médias aux ordres, les patrons du MEDEF et leurs laquais parmi les cadres...) a subi une incontestable défaite le 29 mai, qui est manifestement de portée historique, tant au niveau européen que national.

Mais, d'autre part, cette défaite est restée purement électorale et, comme si rien ne s'était passé, le « nouveau » gouvernement de Chirac, fondé sur le tandem Villepin-Sarkozy, a pu se mettre en place tranquillement et poursuivre au pas de charge durant tout l'été, sans être le moins du monde inquiété, la politique destructrice des acquis sociaux et des services publics menée par son prédécesseur Raffarin (sans parler ici de tous les gouvernements précédents).

Comment expliquer un tel paradoxe ? Comment faire pour que, maintenant, la victoire purement électorale du prolétariat et des classes populaires le 29 mai, se transforme en véritable victoire politique ?

Après le 29 mai, la situation était incertaine : la bourgeoisie se demandait avec une certaine inquiétude si la victoire électorale du prolétariat, entraînant la majorité du peuple, allait ou non se poursuivre par une offensive sur le terrain de la lutte de classe directe. Elle le craignait d'autant plus que les grèves et les manifestations s'étaient multipliées depuis le début de l'année, rassemblant jusqu'à 1,5 million de travailleurs du public et du privé dans la rue le 10 mars.

Mais les dirigeants des forces politiques qui avaient fait campagne pour le Non de gauche et d'extrême gauche (courants de la gauche du PS, PCF, ATTAC, collectifs pour le Non, LCR, LO, PT...) et les dirigeants des syndicats (CGT, FO, FSU, SUD...) ont tous refusé de passer à l'offensive, d'appeler à la mobilisation générale pour chasser Chirac, ses ministres et son Assemblée.

La situation n'était-elle pas mûre pour cela ? Était-il inévitable de laisser Chirac, complètement discrédité, reprendre tranquillement la main ? Était-il inévitable d'assister, impuissants, à la mise en place du « nouveau » gouvernement Villepin-

Sarkozy et à l'élaboration de nouvelles mesures contre les travailleurs ? L'absence de toute mobilisation spontanée des travailleurs en juin prouve-t-elle qu'ils n'étaient pas prêts à en découdre, comme le prétendent non seulement de fieffés bureaucrates, mais encore certains militants ?

C'est à ces questions cruciales que le Groupe CRI se propose de contribuer à répondre, en discussion avec les militants et les travailleurs qui cherchent la voie d'une alternative politique conforme à leurs revendications et aspirations. Seule une claire compréhension de la situation ouverte le 29 mai, et de ce qui s'est passé en juin, peut permettre de surmonter les obstacles auxquels se heurtent le prolétariat et les classes populaires qui veulent en finir avec la politique de régression sociale subie depuis trop longtemps. Une analyse du rapport de forces entre les classes et des prises de position des uns et des autres depuis le référendum est donc indispensable pour aborder les tâches adéquates à la situation présente, c'est-à-dire pour définir les objectifs et les moyens du combat contre Chirac-Villepin-Sarkozy.

DISCRÉDIT ET BLOCAGE DE L'UNION EUROPÉENNE

Dès le lendemain du référendum, Chirac a réaffirmé, et prouvé par la politique qu'il a continué de mener, que « la France » n'avait nulle intention de renoncer à ses « responsabilités » européennes, c'est-à-dire notamment à sa politique de destruction des conquêtes sociales et de baisse acharnée du « coût du travail ». De fait, les traités antérieurs continuent de s'appliquer, alors que, intégrés dans le projet de « Constitution », ils ont formellement été rejetés en même temps que lui. Par ailleurs, tout l'axe des dirigeants français et européens a été de dire que le processus de ratification devait se poursuivre dans les autres pays, quitte à consulter de nouveau les Français et les Néerlandais plus tard, après peut-être quelques amendements minimes.

Rejet croissant de l'Union européenne et des gouvernements

Mais les chefs de l'Union européenne et de tous les pays membres mesurent bien que la victoire du Non ouvrier et populaire en France et aux Pays-Bas ne fait qu'exprimer le rejet grandissant de cette « Europe » capitaliste et des gouvernements nationaux par les prolétariats et les classes populaires dans un nombre croissant de pays. Cette victoire, en effet, n'intervient pas par hasard après la défaite de Berlusconi aux municipales italiennes, le net recul de Blair aux dernières législatives britanniques et surtout l'effondrement du SPD en Rhénanie du Nord-Westphalie (région industrielle et bastion de ce parti), effet différé de la mobilisation contre le plan Hartz et la politique de Schröder l'an passé¹...

Cela prouve que, s'il n'y a pas à ce jour de peuple européen, faute d'un véritable État européen, ni de

prolétariat européen, en l'absence d'organisations de classe européennes, il y a néanmoins une forte interdépendance, une nette contemporanéité entre les évolutions sociales et politiques que connaissent les différents pays de l'UE. Dans cette situation, la victoire du Oui dans le riche, mais très petit « Grand-Duché » du Luxembourg (malgré, là encore, un fort Non ouvrier), ne pèse évidemment pas lourd et ne saurait suffire à redonner de l'élan à la « construction européenne » bourgeoise... C'est ainsi que Blair a renoncé à organiser un référendum au Royaume-Uni, que la date des référendums a été reculée au Portugal, au Danemark, en République tchèque, en Irlande et en Pologne, et que, au niveau de l'UE, la date-limite de ratification a été reportée d'un an, à 2007, pour éviter la multiplication des Non ouvriers et populaires...

¹ Cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 15 de nov.-déc. 2004.

Le premier effet de la victoire du Non aux référendums français et néerlandais a été l'échec du sommet européen de Bruxelles des 16-17 juin. On a en effet assisté à une résurgence des antagonismes nationaux, notamment à l'occasion de la discussion sur le budget de l'UE pour la période 2007-2013. Bien sûr, de telles discussions budgétaires sont toujours tendues ; mais cette fois la tension a été amplifiée par la situation politique générale. Blair a lancé l'offensive contre la PAC, dont la Grande-Bretagne ne bénéficie que très peu, en s'arc-boutant sur la « ristourne » obtenue par son pays dans les années 1980 pour cette raison même. De son côté, Chirac, en refusant que la PAC soit mise en cause, s'est fait le défenseur inflexible des gros agriculteurs français, c'est-à-dire en fait avant tout des grandes banques françaises qui tiennent ces agriculteurs sous leur coupe, quand elles ne sont pas elles-mêmes propriétaires fonciers. Ce sommet européen a ainsi montré que, affaibli par un rejet ouvrier et populaire massif de sa politique et confronté aux dangers d'une recrudescence de la lutte de classe directe, le gouvernement français, en particulier, n'avait pas la force suffisante pour accepter les compromis indispensables au renforcement politique de l'Union européenne dont il est pourtant, avec Schröder mais contre Blair, l'un des principaux partisans.

Cela ne signifie certes pas que l'UE elle-même soit en crise, dans le sens où son cadre et sa politique seraient remis en cause : de plus en plus rejetée par le prolétariat, elle n'est aucunement menacée par les bourgeoisies nationales, pour qui l'ensemble de ses « acquis » (marché commun, Traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, monnaie unique, directives européennes...) sont irremplaçables. Ils sont en effet indispensables tant pour les aider à mener de brutales attaques contre leurs prolétariats respectifs, que pour leur permettre de limiter les dégâts face à la concurrence internationale dominée par les États-Unis et avivée notamment par la croissance et les exportations chinoises. C'est pourquoi les chefs d'État et de gouvernement réunis à Bruxelles ont approuvé à l'unanimité les « lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi 2005-2008 » élaborées par la Commission européenne, et ils sont tombés tout aussi d'accord pour

prendre des mesures de répression policière et judiciaire concertées.

Mais, d'autre part, il est indéniable que la victoire du Non en France et aux Pays-Bas, ajoutée au rejet grandissant des gouvernements en place, et exprimée par l'échec du sommet de Bruxelles, ouvre une situation de *blocage* en ce qui concerne le renforcement politique de l'Union européenne. Toute la question est de savoir si elle sera capable d'être autre chose qu'un espace économique et monétaire, c'est-à-dire de surmonter les oppositions nationales pour devenir une force impérialiste unifiée, apte dans un premier temps à assister les États-Unis dans le maintien de l'ordre mondial mieux que ne le font actuellement les puissances impérialistes européennes encore trop souvent divisées, et capable dans un second temps, à plus long terme, de s'imposer comme un pôle impérialiste réellement concurrent de ces mêmes États-Unis sur la scène internationale. À cet égard, la situation actuelle de blocage signifie indéniablement une fragilisation politique des bourgeoisies européennes, aussi bien sur le plan international que dans chaque pays. Dans un tel contexte, les organisations ouvrières et populaires auraient pu et dû, si elles l'avaient voulu, profiter de cette situation pour passer à l'offensive contre l'ennemi blessé, c'est-à-dire infliger de véritables reculs aux bourgeoisies. Cela est tout particulièrement vrai dans le cas de la France.

Soumission à l'Union européenne des forces du « Non de gauche »

Or, dès le soir du 29 mai, la plupart des forces qui avaient contribué à la victoire du Non ouvrier et populaire ont tout au contraire volé au secours de l'Union européenne capitaliste.

Les responsables du PCF, d'ATTAC, des courants de gauche du PS, des syndicats CGT, FO et FSU (suivis de manière opportuniste par la LCR), se sont tous répandus en déclarations disant leur attachement indéfectible à « l'Europe » et à la « construction européenne », alors que celle-ci est si évidemment capitaliste et venait d'être si massivement rejetée par le prolétariat et les classes populaires. Ces gens-là ont tous voulu faire croire que la signification majeure du référendum aurait été la nécessité de poursuivre la construction de l'Union européenne capitaliste, mais en y injectant du « social » et en rompant avec le « libéralisme ». Ils

nous ont donc expliqué les uns que l'urgence était de « renégocier le traité », les autres qu'il fallait proposer un « processus constituant » pour aboutir à un nouveau texte, aucun n'exigeant l'abrogation des traités antérieurs.

Ce faisant, les dirigeants de ces organisations ont confirmé que toute l'orientation réformiste qui avait été la leur pendant la campagne consistait bien à *empêcher le prolétariat et les classes populaires de rompre avec l'Union européenne capitaliste en tant que telle*. Ils ont confirmé que leur rôle politique dans la société actuelle est de diffuser dans la conscience des masses, en lieu et place du véritable anti-capitalisme, qui ne saurait être que révolutionnaire, l'illusion « altermondialiste » et le vain « anti-libéralisme », lequel est en fait le rêve d'un retour impossible au bon vieux capitalisme « keynésien ». Ces réformistes ont donc exprimé leur rôle de « lieutenants de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier », comme disait Lénine, c'est-à-dire leur soumission aux intérêts généraux de la bourgeoisie française, qui aujourd'hui ne s'allie avec d'autres dans l'Union européenne que pour garder une place au sein du système impérialiste mondial.

Même la LCR s'est mise à défendre la perspective d'un « processus constituant européen ». Michel Husson a ainsi expliqué qu'il fallait s'atteler à « *la construction de la Constitution idéale* », car « *les luttes sociales (...) ont besoin d'une perspective institutionnelle* » (Rouge, 23 juin 2005, p. 3). Mais quelle « perspective institutionnelle » est-elle possible pour la lutte de classe, si l'on ne rompt pas avec le *capitalisme* ? De son côté, Christian Picquet croit et fait croire qu'il serait possible d'engager « *un processus constituant véritablement démocratique, c'est-à-dire pris en charge par les peuples eux-mêmes, à travers par exemple l'élection d'une assemblée chargée d'élaborer des propositions que les citoyens auraient ensuite, partout, à débattre et à ratifier* ». (Ibid., p. 4.) Quelle blague ! Quel formalisme vide de contenu ! Comment peut-on croire sérieusement que les gouvernements bourgeois d'Europe, qu'ils soient de droite et de gauche, puissent se décider soudain à permettre aux « peuples » — c'est-à-dire en fait avant tout au prolétariat et aux travailleurs exploités et opprimés — de prendre en main leur propre destin, quand bien même une « *grande conférence pour une autre Europe* » le leur demanderait ?

Les États bourgeois et leurs gouvernements ne sont là *que* pour assurer la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat et les classes populaires, quels que soient les acquis démocratiques et sociaux imposés par la lutte de classe antérieure ; ils peuvent évidemment céder un certain nombre de réformes sous la pression de la lutte de classe, mais ils ne céderont *jamais* aux peuples le pouvoir d'État lui-même : ce serait se saborder eux-mêmes, ce qui ne s'est jamais vu dans l'histoire !

En d'autres termes, seuls des gouvernements des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs donneraient la parole aux peuples, à la majorité laborieuse, et pourraient imposer un véritable « processus constituant » ; mais il s'agirait alors de la Constitution d'un État *socialiste* et d'une Europe *socialiste*. Se donner comme objectif politique de changer la forme de l'État bourgeois, et comme moyen pour ce faire la voie électorale, cela n'a rien à voir avec du « communisme révolutionnaire » dont la LCR est censée se revendiquer ; cela s'appelle tout simplement du *réformisme* et du *parlementarisme* (fussent-ils « radicaux », « 100 % à gauche », etc.), lesquels sont aux mieux une illusion lamentable, au pire une trahison des intérêts du prolétariat, comme le montre toute l'histoire de la social-démocratie et du stalinisme.

Cette ligne de capitulation opportuniste face aux réformistes, dans les colonnes mêmes du journal de la LCR, n'est pas seulement le fait de

ses dirigeants les plus droitiers, qui se taillent certes toujours la part du lion dans *Rouge* (et le feront tant qu'on les laisser faire) ; mais c'est bien l'orientation de la majorité de la direction et de la plupart des militants : c'est ce que prouve la rencontre nationale des collectifs pour le Non qui s'est tenue à Nanterre le 25 juin, dans laquelle la LCR a joué un rôle très important (nous y reviendrons). Or, au lieu de se battre pour que soit adoptée une orientation réellement *anti-capitaliste*, la LCR est allée jusqu'à *co-élaborer*, au nom du « consensus », la « Déclaration » censée être issue de cette réunion. Or ce texte se contente de dénoncer « l'Europe libérale et antidémocratique », dont il énumère un certain nombre de mesures à combattre, mais il se contente de lui opposer une bien vague « autre Europe », « définie » seulement comme une « Europe démocratique et solidaire ». L'amendement d'un participant a certes permis d'ajouter au texte initial qu'il fallait « une remise en cause des traités antérieurs et des politiques menées », mais l'abrogation pure et simple de ces traités n'est pas demandée et surtout l'Union européenne *capitaliste* en tant que telle n'est pas condamnée : tout au contraire, le texte revendique de s'inscrire dans le processus de « construction européenne », qui ne pourra pourtant cesser d'être bourgeoise sans révolution socialiste. Les collectifs sont dès lors appelés à constituer désormais « une force de

proposition pour une Europe alternative », afin de « contribuer à donner de nouveaux fondements politiques et sociaux et à élaborer une nouvelle charte fondamentale pour l'Europe » ; dès lors, « une nouvelle discussion doit s'ouvrir au grand jour et sous l'autorité des peuples sur les politiques économiques et sociales et sur les institutions de l'Europe ».

C'est donc une orientation seulement anti-libérale, c'est-à-dire réformiste et par conséquent pro-capitaliste (car il n'y a pas de demi-mesure entre le capitalisme et le socialisme) que la LCR a co-élaborée pour les collectifs. Or une chose est de s'unir avec des forces réformistes (y compris en faisant d'inévitables compromis selon le rapport de force) en vue de combattre (ou d'exiger) « tous ensemble » des mesures précises : c'est la *tactique* du « front unique ouvrier », destinée à la *mobilisation* des masses par et dans la *lutte de classe* contre le patronat et le gouvernement ; tout autre chose est de *renoncer* à défendre les positions révolutionnaires *programmatisées* (sous prétexte que les réformistes ne sont pas d'accord !), et de se vautrer dès lors purement et simplement dans le *programme politique* et l'*idéologie* du réformisme. Tout l'opportunisme droitier des dirigeants de la LCR consiste à faire croire à ses militants que la *tactique* du front unique, indispensable pour et dans l'*action*, justifierait leur propre *capitulation programmatique et idéologique*.

COMMENT ET POURQUOI LES DIRECTIONS DES FORCES PARTISANES DU NON ET DES SYNDICATS ONT REFUSÉ DE CHASSER CHIRAC

En votant majoritairement Non au référendum, le prolétariat et les classes populaires ne se sont pas contentés d'exprimer leur rejet d'un texte précis, comme ont tenté de le faire croire à la fois la bourgeoisie en tant que telle et les forces partisans du Non. En votant Non le 29 mai, le prolétariat et la majorité du peuple ont avant tout manifesté leur rejet de toute la politique menée depuis des années par les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou de « gauche ». Et ils ont exprimé tout particulièrement leur colère contre le gouvernement Chirac-Raffarin, combattu par la grève et les manifestations massives en mai-juin 2003 et déjà sanctionné électoralement en 2004. Le sens du vote Non a donc été indissociablement

le rejet d'un projet de « Constitution » perçu à juste titre comme une arme juridique et politique pour briser les acquis sociaux et les services publics, et le rejet de Chirac, de son gouvernement et de son Assemblée.

Dès lors, le prolétariat et les classes populaires étaient en droit d'attendre de la part des syndicats ouvriers (CGT, FO, FSU et SUD), qui avaient condamné le projet de traité constitutionnel (tout en refusant d'appeler à voter Non), et des forces politiques qui s'étaient battues pour la victoire du Non en référence aux intérêts des travailleurs, qu'ils n'en restent pas à cette victoire purement électorale, mais qu'ils transforment l'essai, c'est-à-dire qu'ils passent immédiatement à l'offensive pour en

finir avec Chirac, son Assemblée et toute la politique de régression sociale subie depuis des années. Ces syndicats et ces forces politiques avaient une responsabilité majeure : leur prestige était renforcé par la victoire du Non, des millions de travailleurs et de jeunes voyaient en eux les principaux artisans de cette victoire, quelles que soient les critiques que l'on puisse et que l'on doive adresser aux prises de position des uns et des autres tout au long de la campagne¹. De fait, toutes ces forces qui, d'une manière ou d'une autre, ont porté la voix du Non de gauche et d'extrême gauche, se sont retrouvées au soir du 29 mai

¹ Cf. sur ce point notamment Le CRI des travailleurs n° 15, nov.-déc. 2004.

représentatives de la majorité de la population laborieuse ; majorité relative si l'on tient compte du fait que le Non a été aussi en partie de droite et d'extrême droite, mais majorité tout de même et en tout cas majorité absolue des travailleurs salariés.

Front unique... derrière Chirac

Or les dirigeants de ces organisations syndicales et politiques ont refusé, dès le 30 mai et tout au long du mois de juin, de profiter de la défaite de Chirac et du gouvernement pour engager une offensive sur le terrain de la lutte de classe, pour en finir avec eux. Des millions de travailleurs pensent généralement que ces organisations veulent défendre leurs intérêts, mais qu'elles ont bien du mal à le faire, parce qu'elles sont trop faibles par rapport au patronat, au gouvernement, à la mondialisation... Mais, le 29 mai, elles ont montré qu'elles étaient capables d'aider le prolétariat et les classes populaires à emporter une victoire, elles ont montré tout au long de la campagne qu'elles avaient la capacité militante d'informer, d'influencer et de mobiliser des centaines de milliers de travailleurs et plus.

Certes, les travailleurs ne se sont pas mobilisés spontanément sur le terrain de la lutte de classe directe au lendemain du 29 mai. Mais ils ne se seraient pas non plus mobilisés spontanément, ou en tout cas pas dans les mêmes proportions, pour aller voter, s'il n'y avait pas eu une campagne politique gigantesque pour la victoire du Non. D'autre part, il y a certes une crise de la conscience de classe d'un point de vue historique, mais, depuis le début de l'année 2005, les travailleurs s'étaient déjà mobilisés par la grève et la manifestation à plusieurs reprises, montrant leur volonté d'en découdre avec le gouvernement par leur participation massive aux « journées d'action » appelées par les syndicats et les forces politiques partisans du Non les 20 janvier, 5 février, 10 mars et 16 mai. Or ces journées d'action, dispersées et sans lendemain, n'ont évidemment eu aucun résultat revendicatif. Dès lors, il est fort compréhensible, car c'est une question de rationalité élémentaire, que, en juin, après le référendum, les travailleurs n'aient pas eu envie de se battre de nouveau pour rien.

Leur colère n'en était pas moins évidente, et nul ne peut croire qu'ils aient été indifférents à la provocation méprisante de Chirac foulant aux pieds

leur vote, à la nomination du gouvernement Villepin-Sarkozy, à l'annonce des ordonnances contre le Code du travail. Ce qui a manqué en juin, ce ne sont donc pas les potentialités combatives du prolétariat et des classes populaires, mais ce sont des organisations syndicales et politiques prêtes à engager le combat pour achever Chirac. Il fallait commencer par la convocation et la préparation immédiates, dès le lendemain du référendum, d'une immense manifestation nationale à l'Élysée exigeant le départ du président, de ses ministres et de son Assemblée. En refusant de passer à l'offensive pour terminer sur le terrain de la lutte de classe, par la manifestation et la grève, ce que la mobilisation électorale avait commencé à faire, les dirigeants des syndicats, du PCF, des courants de gauche du PS, d'ATTAC, mais aussi de LO, du PT et même de la LCR (qui est cependant la seule organisation nationale à s'être prononcée officiellement pour la « démission » de Chirac), ont montré au mieux qu'ils manquaient de volonté politique, au pire qu'ils n'avaient aucunement l'intention d'imposer un coup d'arrêt à la politique que le prolétariat et les classes populaires subissent depuis trop longtemps. Objectivement, ces gens-là ont aidé Chirac à se remettre du *knock out* électoral, ils lui ont permis de reprendre l'initiative, ils ont assisté passivement à la mise en place du « nouveau » gouvernement, se contentant de pleurnicher face à la prétendue « surdité » du président... Mais précisément, puisqu'il était clair que Chirac ne voulait ni ne pouvait changer de politique, n'était-ce pas une raison évidente pour conclure qu'il devait partir ?

Les dirigeants syndicaux (CGT, FO, FSU...) se sont précipités chez Villepin dès sa nomination, au lieu d'empêcher Chirac de le nommer

Dès sa nomination, Villepin a tenu à recevoir tous les dirigeants syndicaux, avant même son discours de politique générale devant l'Assemblée, ce qui est parfaitement contraire à la tradition. Cette décision avait évidemment un sens politique fort : il s'agissait de s'assurer qu'il pouvait compter sur le soutien tacite de ces dirigeants, c'est-à-dire qu'ils respecteraient bien le cadre institutionnel et n'appelleraient pas les travailleurs à se mobiliser avant la mise en place du « nouveau »

gouvernement. Or tous les Chèreque, Thibault, Mailly, etc., ont parfaitement reçu le message, ils ont rassuré Chirac, et Villepin en leur garantissant qu'ils n'avaient effectivement pas la moindre intention de remettre en cause leur prétendue légitimité.

Le double langage de la CGT

Certes, les dirigeants des neuf fédérations de la CGT qui avaient appelé, bien avant le référendum, à une nouvelle « journée d'action » le 9 juin ne l'ont pas décommandée (ils ne pouvaient tout de même pas aller jusque là !), mais ils n'ont rien fait pour assurer son succès, et encore moins pour appeler les autres corporations à s'y joindre ; les « revendications » de cette « journée d'action » étaient d'ailleurs clairement collaboratrices, puisqu'il s'agissait, au nom de la défense de l'emploi industriel, de « responsabiliser les dirigeants patronaux avec des mesures urgentes de la part du Gouvernement pour créer les conditions d'une nouvelle politique industrielle ambitieuse », c'est-à-dire que la CGT proposait d'unir les syndicats, le patronat et le gouvernement pour le prétendu intérêt commun que constituerait une « politique industrielle » capitaliste. Dès lors, il est bien normal que les travailleurs, las de ces « journées d'action » à répétition, ne se soient pas saisis de cette initiative, qui a été un échec. De même, l'appel de la CGT à manifester le 21 juin a montré que les travailleurs n'étaient pas prêts à redescendre pour la énième fois dans la rue... *dès lors qu'il n'y avait aucune perspective d'engager un véritable combat décisif contre Chirac et le gouvernement.*

Mais cela ne signifie nullement que le prolétariat et les classes populaires n'étaient pas prêts à combattre. Ce sont d'ailleurs les dirigeants de la CGT eux-mêmes qui le reconnaissent, tout en faisant porter l'absence de mobilisation en juin sur... la défection des autres organisations. Bernard Thibault déclarait ainsi, dans *Le Figaro* du 29 août : « *Si nous avions pu dès le mois de juin, comme nous l'avions souhaité, être unanimement mobilisés sur le plan syndical pour empêcher que cette mesure soit prise, peut-être aurions-nous pu empêcher le gouvernement d'arriver à ses fins.* » Oui, c'était possible de faire échec à Chirac dès le mois de juin ; et oui, les autres organisations syndicales ont refusé toute mobilisation ; mais cela ne dédouane en rien la CGT de ses

propres responsabilités : si elle avait vraiment appelé les travailleurs à en *découdre* avec Chirac, plutôt que d'aller rencontrer Villepin et de demander des « négociations », nul doute qu'ils auraient répondu à l'appel par centaines de milliers, et que la dynamique ainsi créée aurait contraint les autres organisations à suivre. Car, comme le dit elle-même Maryse Dumas, une autre dirigeante de la CGT, dans une interview à *Libération* le 2 août, d'une part, « *il y a une forte attente à l'égard du mouvement syndical pour concrétiser des mobilisations et des acquis sociaux sans dépendre du calendrier politique* » ; et, d'autre part, « *la procédure d'urgence n'est pas une preuve de force de la part du gouvernement, cela démontre, au contraire, le caractère illégitime et impopulaire* ».

Or, en réalité, la CGT, tout en faisant (mais au cœur du mois d'août !) ce double constat tout à fait juste, a refusé d'appeler les travailleurs à passer à l'offensive contre Chirac. Thibault avoue lui-même que, en juin, il s'est contenté d'aller offrir ses services à Villepin pour l'aider à définir sa politique économique (même si l'ingrat n'en a pas tenu compte !) : regrettant, dans l'interview déjà citée du 29 août, que le MEDEF et le gouvernement « *contestent (...) systématiquement la capacité des syndicats à pouvoir intervenir sur le terrain économique, considérant que, par définition, nous sommes là pour être les avocats de la revendication sociale* », Thibault se défend dans les termes suivants : « *Non seulement le terrain économique ne nous effraie pas, mais nous aimerions bien que cette prérogative nous soit reconnue, comme c'est le cas partout en Europe. Nous avions souhaité, lors de notre entretien avec Dominique de Villepin, une réflexion sur les leviers d'action pour augmenter la croissance.* » Incroyable ! Non seulement Thibault est allé se prosterner devant Villepin, mais en outre il se plaint de n'avoir pas été associé au gouvernement ! On comprend en tout cas pourquoi les journées d'action de la CGT en juin n'ont pas été couronnées de succès : ce que le prolétariat et les classes populaires attendent, ce n'est certainement pas un appel à se mobiliser pour que Thibault devienne sous-ministre de Chirac.

FO, le Parlement et le vélo

De son côté, Jean-Claude Mailly, pour FO, ne s'est pas comporté de manière différente : lui aussi a demandé, dès le lendemain du référendum, à « *être reçu par le gouvernement* », ce que Villepin s'est empressé de faire. Et, avant que le Parlement ne discute du projet de loi habilitant Villepin à faire passer ses ordonnances, FO se contentait d'exprimer « *ses plus vives inquiétudes (...) sur le fond et sur la forme* » et annonçait en conséquence qu'elle... « *entend[ait] continuer à rencontrer les groupes parlementaires* » ! En attendant, la priorité pour FO n'était ni la mobilisation contre Chirac, ni la question des ordonnances, mais... le Tour de France ! « *Au-delà de la performance individuelle, de l'incertitude sur l'issue finale* », écrivait Mailly dans un numéro spécial, imprimé sur papier glacé, de *FO-Hebdo*, « *c'est l'attrait pour l'effort et le dépassement qui constitue un des ressorts du succès de cette manifestation sportive* ». Rappelant alors, avec un art quasi-homérique de la comparaison, que le taux de productivité des salariés français est l'un des plus élevés du monde et que donc ce n'est pas le Code du travail qu'il faut mettre en cause, Mailly ajoutait : « *On demande aux coureurs de porter des casques et tout le monde le fait sans que cela porte atteinte aux performances. (...) Le syndicalisme, les conventions collectives, les statuts, le Code du travail, c'est le casque des salariés ! (...) Alors au travail, comme à vélo, donnez-vous à fond, mais protégez-vous !* » Bref, vive la compétitivité et le capitalisme « performant »... mais à visage humain !

Les mensonges de la FSU

Quant à la FSU, principale fédération de la Fonction publique, notamment dans l'enseignement, elle n'est pas en reste. Au beau milieu de la période du bac, ses dirigeants se sont précipités chez le nouveau ministre de l'éducation, de Robien, lequel leur a annoncé qu'il voulait d'abord entendre tout le monde avant de promulguer les décrets d'application de la loi Fillon. Il s'agissait évidemment pour lui de

¹ Notons d'ailleurs que cette soumission au sport capitaliste n'est pas l'apanage de FO : au moment même où Villepin concoctait ses ordonnances, toutes les confédérations se sont fait payer le voyage à Singapour, avec Chirac et Delanoë, pour essayer d'arracher les JO 2012 !

gagner du temps et de désamorcer toute velléité des lycéens, qui s'étaient mobilisés pendant plus de trois mois, de perturber les épreuves du bac. Or les dirigeants de la FSU, et notamment du SNES, n'ont pas perdu une seconde pour oser clamer sur tous les toits que le ministre était un homme de « dialogue » et même qu'il leur avait signifié « *une amorce de prise en compte* » des revendications des personnels ! Après cet énorme et ignoble mensonge des bureaucrates, qui a permis à de Robien de prendre tranquillement ses fonctions, le nouveau ministre n'avait plus qu'à attendre début juillet, après les résultats du bac et le départ en vacances des élèves et personnels, pour annoncer tranquillement l'application *pleine et entière* de la loi Fillon dès le 2 septembre...

Les courants de gauche du PS s'agrippent au social-libéral Fabius

Du côté du PS et des Verts, les dirigeants de ces partis bourgeois n'ont évidemment pas attendu le résultat du référendum pour faire bloc avec Chirac de la manière la plus éhontée : leur « front unique » pour le Oui avec le président, le gouvernement et l'UMP (symbolisé par l'accouplement volontaire de Sarkozy et de Hollande à la fameuse « une » de *Paris-Match*), a dominé toute la campagne électorale. Après l'annonce des résultats, ils ont tenté de masquer leur propre défaite en essayant de faire croire que celle-ci s'expliquait par une confusion de ces imbéciles d'électeurs entre la gentille « Constitution » européenne et la méchante politique de Raffarin (laquelle n'est d'ailleurs, en fait, que la poursuite de la leur)...

Néanmoins, les trois courants de gauche à l'intérieur du PS, respectivement animés par Mélenchon, Emmanuelli et Dolez, ont fait campagne pour le Non malgré les menaces de sanctions de la direction à leur encontre. Ces trois courants, qui représentent les séquelles de la social-démocratie réformatrice à l'intérieur d'un PS devenu un parti purement et simplement bourgeois, y sont nettement minoritaires ; mais les milliers de militants socialistes et les millions d'électeurs du PS qui ont voté Non pouvaient s'attendre à ce qu'ils aillent jusqu'au bout de leur rupture avec la direction « ouiouiste », et qu'ils s'allient aux autres forces qui, à l'extérieur du PS, ont contribué à la victoire du Non. Ce faisant, ils auraient mis leur actes en conformité

avec leurs discours, ils auraient prouvé leur prétendue volonté de combattre Chirac et d'en finir avec la politique destructrice des acquis sociaux. Or, depuis le 29 mai, ces trois courants ont montré une fois de plus que telles n'étaient pas leurs intentions : ils ont préféré consacrer leur énergie aux manœuvres internes préparatoires au congrès du Mans de novembre prochain, sans faire la moindre proposition sérieuse aux travailleurs² ; ils se sont alliés contre l'actuelle direction du PS, mais en se rangeant derrière la candidature présidentielle de Fabius, ce social-libéral hypocrite qui rêve d'être un nouveau Mitterrand, et sur lequel ils comptent en échange pour gagner la direction du parti...

Aujourd'hui, au PS, on a donc d'un côté, la direction partisane du Oui en ses différentes composantes (Hollande, Lang, Aubry, Strauss-Kahn...), qui se mettent toutes, en interne, à faire des déclarations quelque peu « gauchies » pour limiter leur fragilisation consécutive à la victoire du Non ; de l'autre côté, les trois courants de gauche partisans du Non, qui se sont donc jetés dans les bras de Fabius ; s'ajoute enfin, entre ces deux blocs, le courant Nouveau Parti Socialiste de Peillon et Montebourg, qui étaient partisans du Non, mais qui se sont soumis à la direction en refusant de faire campagne publiquement sous prétexte de discipline, et qui aujourd'hui marchandent leur soutien au plus offrant des deux principaux camps... Il est clair que la manière dont se résoudra ce conflit (s'il se résout) lors du congrès du Mans et par la suite, jouera un rôle important dans la disposition politique générale, d'ici à 2007, des principales forces de la bourgeoisie et de ses lieutenants dans le mouvement ouvrier. Mais ce qui est encore plus clair, c'est que le point commun à tous ces gens-là, qu'ils

² Pour les travailleurs, il n'y a rien à attendre de ces courants du PS, comme le prouve par exemple la contribution « *Pour une alternative socialiste* » concoctée par H. Emmanuelli, M. Dolez, G. Filoche et G. Masseret : la principale proposition de ce texte est « *un régime parlementaire rénové* » renforçant le pouvoir exécutif du Premier ministre par rapport à celui du président de la République... Rien de tel pour soulever l'enthousiasme des foules ! — Quant au courant *Pour une République sociale* (PRS), de Mélenchon, il se distingue par sa volonté d'ouvrir l'union de la gauche au mouvement altermondialiste et à la LCR, se proposant même de servir de « *trait d'union* » entre cette « gauche de la gauche » et le PS... c'est-à-dire pour ramener l'une dans le giron de l'autre...

aient appelé à voter Oui ou à voter Non (ce qui constitue certes une différence importante) est qu'ils sont en tout cas tous d'accord pour refuser d'en finir ici et maintenant avec Chirac, pour le laisser poursuivre sa politique réactionnaire et pour attendre bien sagement 2007.

Le PCF aux basques du PS

L'orientation politique de la direction du PCF depuis le 29 mai n'est guère différente de celle des courants de gauche du PS. Le soir de la victoire, M.-G. Buffet se fendait certes de phrases bien balancées : « *Ou Chirac se soumet, ou il se démet.* » Elle faisait croire ainsi que Chirac pourrait accepter d'« entendre le message » du peuple, et d'en tirer les conséquences « démocratiques » en démissionnant de lui-même... Mais même cette formulation, bien timorée, envisageant l'hypothèse qu'il parte, était encore trop hardie : elle s'explique en fait uniquement par l'enthousiasme des militants le soir et le lendemain de la victoire ; c'est pourquoi, quelques jours plus tard, elle avait déjà fait long feu...

Pendant les quinze jours suivants, en effet, la direction du PCF a en fait axé toute son orientation sur une supplique adressée à Chirac (supplique qui supposait donc qu'il restât) : elle lui a demandé d'être porteur, lors du Conseil européen des 16-17 juin, du « mandat » donné par le peuple français. *L'Humanité hebdo* expliquait ainsi, confirmant son allégeance totale aux institutions de la Ve République, que « *sa fonction de chef de l'État lui fait obligation de traduire en actes la volonté populaire exprimée par le suffrage universel* » (11-12 juin, p. 4). Non contente de légitimer Chirac, M.-G. Buffet s'adressait également à l'Assemblée en une lettre solennelle : « *Le Parlement français doit se réunir, avant le Conseil européen de mi-juin, pour tirer toutes les conséquences de ce vote* ». Une pétition fut même concoctée par le PCF dans les termes suivants : « *Le président de la République doit retirer la signature de la France. L'Union européenne doit décider une nouvelle négociation sur les politiques économiques et sociales et sur les institutions de l'Union européenne. Cette nouvelle discussion doit s'ouvrir aux exigences des peuples, qui doivent être associés et consultés.* » Autrement dit, pour le PCF, même après le 29 mai, il ne s'agit de combattre ni l'Union européenne capitaliste en tant que telle, ni Chirac et son Assemblée UMP,

qui ne sont toujours pas illégitimes et peuvent donc rester en place jusqu'en 2007. Tel étant l'axe politique des manifestations convoquées par le PCF et d'autres pour le 16 juin, il n'est évidemment pas étonnant qu'elles furent un échec.

Parallèlement, la direction du PCF n'a eu de cesse, depuis le 29 mai, de renouer les ponts avec le PS, après une campagne opposée qui, pour beaucoup de militants, signifiait enfin une rupture avec l'expérience de la « gauche plurielle », désastreuse pour les effectifs du PC. Prudente, la direction n'a certes pas déclaré clairement la liquidation immédiate des « collectifs pour le Non » dans lesquels des milliers de militants communistes s'étaient investis pendant plusieurs mois, côtoyant des militants d'autres formations politiques (mais évidemment fort peu du PS). En revanche, elle a clairement indiqué que ces collectifs ne pouvaient servir que de « lieux de débats », non de comités pour la mobilisation unitaire pour chasser Chirac ou pour élaborer un véritable programme anti-capitaliste.

Car les choses sérieuses doivent se passer ailleurs : rue de Solferino. La direction du PCF a bien vite réaffiché sa volonté fondamentale d'une alliance électorale avec le PS, avec Fabius de préférence, mais tout aussi bien avec les « ouiouistes » si ce sont eux qui l'emportent au congrès du Mans. Elle propose ainsi au PS une nouvelle mouture de la « gauche plurielle », tout en essayant d'y accroître son propre poids par l'intégration d'une partie de l'extrême gauche et du mouvement altermondialiste, à commencer par José Bové et la LCR. L'objectif de cette nouvelle « union de la gauche » est de construire « une autre Europe », mais en gardant le cadre de l'Union européenne capitaliste, mais surtout de préparer l'alternance pour 2007, c'est-à-dire de garder d'ici là Chirac et donc sa politique. Tel est le sens de la rencontre « au sommet » entre Buffet et Hollande le 13 juillet, à la demande de la première. Cette rencontre peut se résumer très simplement : le PCF a proposé au PS de « co-organiser » l'assemblée des « forums citoyens » qu'il a convoquée pour la fin novembre, soit quelques jours... après le congrès du PS...

La LCR se prononce pour la démission de Chirac... mais capitule face au PC et à la gauche du PS

La LCR est donc la seule organisation nationale qui se soit prononcée, dès le soir du 29 mai, pour la « démission » de Chirac et la dissolution de l'Assemblée. Mais elle s'en est tenue à une argumentation démocratiste, sans proposer la moindre initiative pour aider le prolétariat et les classes populaires à les *chasser*, dès lors qu'aucune « démission » spontanée n'était envisageable.

La LCR n'est certes pas assez puissante, à elle seule, pour mobiliser les masses ; mais elle n'en avait pas moins le devoir, en tant qu'organisation de niveau national, médiatique, largement connue parmi les travailleurs, et qui se dit révolutionnaire, de prendre l'initiative. Elle avait le devoir de faire des propositions *concrètes*, de mettre au pied du mur les autres forces partisans du Non, et de dénoncer clairement celles qui refusaient de se prononcer pour chasser Chirac. Or, tout au contraire, sous prétexte de ne pas briser l'unité avec le PCF, la gauche du PS et quelques autres, la LCR a une fois de plus capitulé, par opportunisme, face à leur ligne de protection de Chirac : son exigence officielle d'une démission du président, formellement maintenue tout au long du mois de juin, a largement cédé la place à la demande d'une simple dissolution de l'Assemblée nationale (ce qui implique le maintien de Chirac !). C'est ainsi que, dans la manifestation « unitaire » du 16 juin à Paris, le mot d'ordre principal concernait l'Assemblée, non Chirac. Ou encore, dans le numéro de *Rouge* du 9 juin, la page de titre dit certes : « *Chirac et son gouvernement sont illégitimes : faisons-les partir* », mais l'article de « premier plan » (p. 3), tenant compte expressément des partenaires de la LCR, se contente de proposer en fait une « *grande pétition nationale* » qui demanderait... « *la dissolution de l'Assemblée nationale* », et rien d'autre ! Sachant que bien sûr, ici comme ailleurs, cet opportunisme n'a même pas le mérite d'être efficace : même une telle pétition, le PCF et les autres n'en ont pas voulu !

En fait, la LCR n'est pas insensible, elle non plus, et quoiqu'elle en dise parfois, à la perspective de 2007. C'est le sens de sa proposition de « *candidatures unitaires autour d'un programme de rupture avec les logiques capitalistes libérales* », proposition qui pourrait être discutée dans une période préélectorale (si le programme concret du front unique est

réellement anti-capitaliste), mais qui, dans la situation actuelle, est une manière de céder à la pression des appareils politiques de la gauche en acceptant de se situer sur leur terrain de discussion ; or celui-ci est défini uniquement par la volonté d'attendre 2007, c'est-à-dire de ne surtout rien faire qui puisse menacer Chirac ici et maintenant. Du reste, une orientation électoraliste de la part de la LCR serait parfaitement vaine, car, abstraction faite d'une souhaitable mobilisation ouvrière et populaire, son rêve d'une alliance avec le PCF et les courants de gauche du PS n'a guère de chances d'aboutir, même sur une base opportuniste et réformiste : en raison de leur nature même, ces forces politiques garderont la volonté inébranlable, car matériellement déterminée par mille et un avantages matériels, postes d'élus et autres prébendes, de ne s'allier qu'avec le PS, comme nous l'avons vu. Au final, la LCR risque donc de se retrouver dans un cul-de-sac politique, à moins de sombrer dans un ministérialisme qui la ferait alors basculer à 100 % du côté de l'ordre bourgeois, comme ses camarades brésiliens du courant Démocratie socialiste qui soutiennent le gouvernement bourgeois de Lula et y participent en la personne de Miguel Rossetto¹.

L'avenir des collectifs pour le Non menacé par les appareils politiques

La capitulation opportuniste de la LCR face aux réformistes s'est manifestée tout particulièrement lors de la « rencontre nationale des collectifs » qui s'est tenue à Nanterre le 25 juin, et dont nous avons déjà dit quelques mots concernant ses positions sur l'Union européenne. Mais il faut revenir ici sur cette réunion, car ses organisateurs ont justement tout fait pour que les discussions restent essentiellement cantonnées à la question de « l'Europe », c'est-à-dire pour que ne soit surtout pas clairement abordée la question de ce qu'il faut faire ici et maintenant, en France, contre Chirac, malgré les demandes d'un grand nombre de délégués. Pourtant, cette rencontre nationale, avec ses 700 délégués enthousiastes, représentant des collectifs de toute la France, aurait pu être d'une importance décisive dans la situation politique ouverte par la victoire du Non. Or tout a été fait pour la réduire à un non-événement

¹ Cf. Le CRI des travailleurs n° 8 (octobre 2003).

politique, les collectifs étant ainsi largement anesthésiés au moment même où l'on prétendait les conserver pour le présent et l'avenir.

Les forces en présence

C'est ainsi que ATTAC a purement et simplement boycotté cette réunion : ses dirigeants voient sans doute dans les collectifs une structure concurrente de la leur. Du côté du PCF, même si de nombreux militants étaient présents au nom de leur collectif, ce n'était cependant pas une mobilisation générale, loin de là : la direction n'a manifestement soutenu cette réunion que du bout des lèvres ; le maintien de collectifs politiques de combat représenterait en effet un danger fort encombrant pour ses propres objectifs purement électoralistes de rapprochement avec le PS. Enfin, le courant PRS de Mélenchon (courant de gauche du PS) était également présent (nous avons vu qu'il souhaite associer les « altermondialistes » à la future nouvelle « union de la gauche »), mais il n'a pas beaucoup de militants. Bref, seule la LCR, parce que c'est son intérêt, avait décidé de s'investir pleinement dans cette rencontre nationale : ses militants y étaient très nombreux, à la fois en termes absolus et, du fait de la sous-représentation des autres forces, en termes relatifs.

La LCR a eu raison de participer massivement à cette réunion ; le Groupe CRI partage l'objectif de maintenir et élargir les collectifs pour le Non, s'ils ne se réduisent pas aux militants. Mais cela ne peut se faire au prix de leur transformation en simples forums de discussion : ils ne peuvent continuer à exister qu'en devenant de réels instruments de lutte de classe, dont les travailleurs et les jeunes puissent se saisir pour imposer l'unité aux organisations — ce qui suppose évidemment la clarification politique, l'affrontement des positions et, bien sûr, la démocratie ouvrière. Or telle n'est justement pas la conception de la LCR, qui sont d'autant plus coupables à cet égard que ses militants avaient la capacité de faire de cette réunion nationale un événement politique majeur, le point de départ d'une véritable dynamique politique pour en découdre avec Chirac-Villepin. Or, au lieu de cela, la LCR a capitulé, sous prétexte de maintenir l'unité, face au PCF, à PRS et aux autres forces présentes. Pire : ses dirigeants ont co-élaboré la « Déclaration » censée être issue de cette rencontre nationale, et

ils ont revendiqué la méthode bureaucratique de sa rédaction.

La forme anti-démocratique...

En ce qui concerne cette méthode, le principe retenu (sans que le débat sur ce point fondamental ait été mis à l'ordre du jour) a été officiellement celui du « consensus », c'est-à-dire en fait le « principe » de l'accord... au sommet entre une poignée de responsables des appareils officieusement présents. En conséquence, la « Déclaration » frauduleusement présentée comme l'expression de la « rencontre nationale des collectifs », n'a en fait nullement été discutée et adoptée par les participants, il n'y a pas eu le moindre vote, ni sur l'ensemble, ni sur le détail. En effet, un petit groupe autoproclamé (désigné en fait par les chefs politiques) de « rapporteurs » s'est permis d'écrire un texte avant la réunion, sans l'envoyer aux collectifs pour qu'ils en débattent, prennent position et mandatent à partir de là leurs délégués. Puis, pendant la rencontre elle-même, ces petits chefs ont ajouté quelques « amendements » communiqués par écrit, hors séance, par les participants qui le souhaitaient à titre individuel. Quant aux amendements qui ne faisaient pas « consensus » entre les rédacteurs-bureaucrates, ils ont été purement et simplement rejetés sans la moindre justification, et sans même avoir été présentés à la salle ! Bref, les organisateurs de cette réunion, y compris donc la LCR, ont sciemment empêché les 700 délégués présents d'être eux-mêmes les auteurs de leur propre texte, foulant au pied non seulement le principe fondamental que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », mais même les règles démocratiques élémentaires du mandat, de la discussion contradictoire et du vote.

... et le fond politique démobilisateur

Sur le fond, un tel texte, titré d'un bien vague « Après le 29 mai, on continue ! », ne pouvait qu'être fort pauvre, et il l'est. Du reste, il revendique lui-même son refus d'« une délimitation politique trop précise » des collectifs. Toutefois, sa « délimitation politique » n'est pas si imprécise qu'il le prétend : nous avons déjà souligné son caractère de part en part réformiste (et non anti-capitaliste) sur la question de l'Union européenne ; or il en va de même pour

ce qui concerne la France. Le texte attribué à la réunion du 25 juin se contente en effet de constater passivement que Chirac et son gouvernement « refusent d'entendre et de respecter la volonté populaire exprimée par les urnes » (sans blague ?) et qu'ils « répondent par une aggravation des politiques libérales » (bien vu !) ; mais il refuse de se prononcer pour chasser Chirac et son Assemblée. Et, lors de la rencontre elle-même, les apparatchiks ont répondu aux délégués qui proposaient cet objectif que la question de savoir qui mettre à la place devait d'abord être tranchée par les partis politiques !

Il faut cependant souligner que, malgré la volonté contraire des dirigeants du PC, d'ATTAC, etc., et grâce à la LCR, le texte appelle au maintien et à l'élargissement des collectifs et leur propose d'« organiser des "initiatives de rentrée" fortes dans toutes les localités pour relancer dès septembre la dynamique de mobilisation et répondre aux "100 jours" de Villepin ». Mais que faut-il faire concrètement ? Quelle attitude adopter à l'égard des directions syndicales ? Par quels moyens pourrions-nous obtenir l'abrogation des ordonnances et faire échec à la politique de Villepin ? Aucune réponse n'est apportée à ces questions cruciales. Non seulement l'objectif de la grève générale n'est évidemment pas présent, mais en outre le texte exclut expressément une « structuration trop stricte » des collectifs ; cela signifie en fait qu'il refuse l'auto-organisation des travailleurs, leur « structuration stricte » en une fédération de collectifs reposant sur l'élection de délégués élus, mandatés et révocables à tous les niveaux, seul moyen pour gagner. Cela signifie par là même — car la politique, comme la nature, a horreur du vide — qu'il faut s'en remettre à la « structuration », bien « stricte » quant à elle, des appareils bureaucratiques syndicaux et politiques.

Silencieux sur les moyens d'action, le texte nous promet en revanche... un « vaste débat », un « processus de débat » ou encore une « nouvelle discussion » — répétitions symptomatiques, qui tentent sans doute de cacher que, précisément, il n'y a pas eu de vrai débat, car il a été sciemment empêché ! Et, pour la suite du processus d'élaboration, des « réunions publiques », « forums de masse » et autres « assises » sont annoncés ; mais attention, pas avant... le « cours de l'automne » ! C'est-à-

dire en fait, comme par hasard, après le congrès du PS, qui précisera la stratégie du PC, laquelle précisera à son tour celle de la LCR... Et en attendant, les collectifs pour le Non peuvent bien être vidés de toute orientation politique réellement agissante ! À moins que les militants ne l'entendent pas de cette oreille, tout particulièrement ceux de la LCR... Car c'est bien là la question : si les collectifs ne deviennent pas, très rapidement, de véritables instruments du combat contre Chirac et son gouvernement, de véritables outils pour l'auto-organisation des masses, alors la volonté manifeste des bureaucrates réformistes l'emportera, c'est-à-dire qu'ils seront purement et simplement euthanasiés.

Le PT dénonce l'« alternance » et l'absence de « démocratie »... mais refuse d'exiger le départ de Chirac

Le Parti des travailleurs se prononce à juste titre pour la rupture avec l'Union européenne et contre l'alternance qui rythme la vie politique de ce pays depuis vingt-cinq ans, avec des gouvernements de droite et de gauche qui ne font que poursuivre la ligne de régression sociale menée par leurs prédécesseurs. Mais le PT ne dénonce pas l'illégitimité de Chirac et de l'Assemblée UMP : il a lui aussi refusé de se prononcer pour les chasser. Pourtant, sur la ligne républicano-nationaliste typiquement petite-bourgeoise qui est la sienne depuis plusieurs années, le PT n'a que les principes de « souveraineté » et de « démocratie » à la bouche (quoique pas du tout dans son fonctionnement intérieur, mais c'est sans doute une autre affaire...); or comment le peuple travailleur pourrait-il être « souverain », comment la « démocratie » pourrait-elle être instaurée, sans commencer par chasser Chirac et son Assemblée illégitimes ? Comment le prolétariat et les classes populaires pourraient-ils prendre en main leur propre destin sans mettre en place leur propre gouvernement, un gouvernement de rupture non seulement avec l'Union européenne, mais avec la République *bourgeoise* française et le *capitalisme* ?

LO en appelle à la lutte « sur le terrain »... mais s'en remet aux bureaucrates syndicaux

Enfin, LO a eu raison de dire que la victoire du Non ne changeait rien en elle-même à la volonté du patronat

d'exploiter les travailleurs. Mais elle n'a pas vu que cette défaite électorale signifiait un affaiblissement politique de la bourgeoisie, et ouvrait donc une situation qui mettait à l'ordre du jour une contre-offensive du prolétariat et des classes populaires sur le terrain de la lutte de classe directe. Non seulement LO ne s'est pas prononcée pour chasser Chirac et son Assemblée, mais, sous prétexte que les travailleurs ne se sont pas mobilisés d'eux-mêmes en juin, elle est une fois de plus restée politiquement attentiste, elle n'a absolument rien proposé... sinon de participer aux journées d'action sans lendemain et sans perspectives appelées par la CGT les 9 et 21 juin : le journal *Lutte ouvrière* les a présentées comme des points d'appui pour la lutte de classe, alors qu'elles étaient d'avance condamnées à l'échec, car expressément conçues comme des soupapes de sûreté destinées à « prouver » aux militants que les travailleurs n'étaient pas prêts.

Pourquoi l'objectif de chasser Chirac était-il réaliste en juin ? (Réponse à quelques objections)

L'attitude méprisante et provocatrice de Chirac malgré sa défaite cinglante le 29 mai, sa nomination d'un « nouveau » gouvernement presque identique aux précédents et bien décidé à poursuivre et à aggraver la même politique, ont au moins un mérite : elles confirment de manière flagrante que le suffrage universel est un instrument dont se sert la bourgeoisie pour duper le peuple, et que la « démocratie » bourgeoise est dans une large mesure une mascarade. L'attitude de Chirac, qui laisse pantois les réformistes et les petits-bourgeois démocrates de tout poil, ne saurait donc susciter d'étonnement chez les marxistes : elle ne fait que vérifier leur analyse de l'État bourgeois comme structure qui assure et organise la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat et les classes populaires. Mais surtout, il commence à apparaître à des centaines de milliers de travailleurs, même de façon partielle et encore confuse, qu'ils ne peuvent pas changer les choses s'ils se contentent des consultations électorales de l'État bourgeois. La situation objective les rend disposés à entendre que, pour infliger de véritables défaites à la bourgeoisie, pour imposer la satisfaction de leurs revendications et de leurs aspirations, ils n'ont plus d'autre choix que de rompre avec toute illusion à l'égard du système politique

bourgeois, et de ne plus compter que sur leurs propres armes, celles de la *lutte de classe auto-organisée*. C'est cette situation qui rendait réaliste en juin, contrairement à ce que prétendent tous les bureaucrates, de mettre à l'ordre du jour l'appel à la mobilisation générale pour chasser Chirac et son Assemblée.

Le Groupe CRI, ainsi que quelques autres, ayant mis en avant ce mot d'ordre, on nous a rétorqué que ce qui comptait avant tout était de l'empêcher de faire passer ses contre-réformes. Il faut être bien naïf pour croire qu'on puisse garder un président et un gouvernement sans garder sa politique. En fait, ceux qui ont refusé, en juin, de se battre pour chasser Chirac au nom de la lutte « dans la rue », « dans les entreprises », etc., ont sombré dans un gauchisme dépolitisé. Ils n'ont rien compris à la dynamique de la lutte de classe et au rôle fondamental de l'État et de son gouvernement dans le rapport entre les classes sociales. Or, comme l'écrivait Marx, « toute lutte de classe est une lutte politique ».

Cela ne signifie évidemment pas que l'objectif de chasser Chirac doit être mis en avant de manière routinière, mécanique, quelles que soient les circonstances : toute détermination d'un objectif politique dépend du rapport entre les classes au moment donné, et tout particulièrement de l'état d'esprit du prolétariat et des classes populaires (sur ce point important, le Groupe CRI est en désaccord avec d'autres groupes, cf. les discussions présentées ci-dessous pp. 19 et suivantes). Mais, dans la situation ouverte par la défaite sans appel du président au référendum-plébiscite du 29 mai, qui a elle-même succédé à tout un semestre de montée des luttes, l'objectif d'en finir avec Chirac était — et est encore aujourd'hui sous une autre forme — l'expression politique concentrée de la volonté prolétarienne et populaire d'en finir avec toute la politique de régression sociale subie depuis des années. De plus, il est bien évident qu'une mobilisation qui, par la manifestation et la grève politiques, réussirait à chasser le président de la Ve République, serait une victoire en soi, car elle signifierait par elle-même une rupture objective avec le calendrier électoral, les institutions en place et le parlementarisme. Dans une telle situation, la passivité et la collaboration des bureaucrates syndicaux seraient mises en cause, l'orientation attentiste, respectueuse du calendrier électoral, qui est celle des

réformistes, serait démasquée et combattue. Dès lors, des victoires réelles seraient remportées contre le patronat, et bien des contre-réformes pourraient être abrogées. En un mot, l'objectif d'en finir avec Chirac et toute la politique de régression sociale subie depuis des années était en juin, et reste aujourd'hui sous une autre forme, le meilleur levier pour déclencher une mobilisation générale du prolétariat et des classes populaires.

Certes, aucun combat n'est jamais gagné d'avance, et nul ne peut affirmer avec *certitude* que, en juin, on aurait effectivement dégomme Chirac d'une pichenette ; mais la politique suppose de savoir prendre des risques quand les conditions sont favorables (c'est ce que fait très bien Villepin, dans la perspective qui est la sienne). Et qui peut nier que, si les principaux dirigeants syndicaux avaient refusé de rencontrer Villepin, s'ils avaient exigé le départ de Chirac, et de l'Assemblée s'ils avaient affiché clairement leur détermination à se battre pendant tout le mois de juin sur cet axe, s'ils avaient appelé les travailleurs à aller manifester à l'Élysée en leur garantissant qu'ils ne les feraient pas rentrer chez eux sans lendemain... qui peut nier que, dans ces conditions, toute la situation politique eût été bouleversée, que toutes les chances eussent été réunies pour gagner ?

De manière plus générale, ceux qui nous reprochent de ne pas comprendre qu'une mobilisation ne se décrète pas « en appuyant sur un bouton » feraient mieux de commencer par combattre les directions syndicales qui, elles, n'hésitent justement pas à « appuyer sur un bouton » pour mobiliser les travailleurs, et le font même très souvent... mais pour convoquer leurs sempiternelles « journées d'action » de-ci de-là, sans lendemain et sans perspective : rien que cette année, ce fut le cas les 20 janvier, 5 février, 10 mars, 16 mai, 9 juin et 21 juin. Or bien des travailleurs refusent fort rationnellement de perdre une journée de travail alors qu'ils savent pertinemment que cela ne sert à rien ; ils ont justement besoin de la *garantie* que, cette fois, ils ne se feront pas mener en bateau, que la lutte sera à la hauteur des enjeux et se donnera réellement toutes les chances de vaincre (cela ne suffit pas à assurer une victoire certaine, mais c'en est une condition *sine qua non*). De plus, malgré le caractère démobilisateur de cette tactique des « journées d'action » convoquées par les bureaucrates jouant au presse-bouton, leur succès même

dans bien des cas (avec par exemple 1,5 million de manifestants du public et du privé le 10 mars) prouve que, si les directions avaient vraiment voulu en découdre avec le gouvernement, elles auraient été suivies immédiatement par bien plus de travailleurs encore.

Si Chirac tombe, que se passe-t-il ?

On nous a rétorqué aussi que le fait de chasser Chirac pourrait être un objectif correct dans d'autres circonstances, mais que ce n'est pas le moment car cela reviendrait au pire à faire le jeu de Sarkozy, au mieux à ramener le PS au pouvoir pour une politique qui ne serait guère différente. Cet argument révèle un opportunisme parlementariste qui subordonne les intérêts et les exigences de la lutte de classe directe aux échéances électorales ; au nom d'un soi-disant

réalisme prétendant éviter le pire ou le retour du même, cela revient à une capitulation, en l'occurrence à demander aux travailleurs d'être patients, de ne se mobiliser qu'avec parcimonie, pour « faire pression » sur le gouvernement, mais sans le mettre en cause avant 2007... Certes, il est clair que, en cas de victoire d'une mobilisation de masse aboutissant à la chute de Chirac, ce ne serait pas pour autant la révolution, qui nécessite d'autres conditions objectives et subjectives, et notamment l'existence d'un parti communiste révolutionnaire puissant et lié aux masses. Par conséquent, il est vraisemblable que, si Chirac avait été chassé en juin, ou s'il l'était maintenant, la bourgeoisie aurait réussi ou réussirait à garder le contrôle de la situation en appelant à des élections générales. Mais, d'une part, quel que soit le résultat de telles élections anticipées, rien ne serait plus

comme avant, l'irruption de la lutte de classe sur l'arène politique ouvrirait une nouvelle situation historique, le prolétariat regagnerait confiance en ses propres forces et développerait son auto-organisation et sa conscience de manière rapide et profonde. D'autre part, même d'un point de vue électoral, les travailleurs et les militants auraient toutes les chances de réussir à contraindre les forces qui ont fait la victoire du Non de gauche et d'extrême gauche à s'unir, à constituer des listes d'unité ouvrière et populaire contre l'UMP et la direction du PS, sur la base d'un programme anti-capitaliste de rupture avec l'Union européenne et avec les politiques de régression sociale menées par les gouvernements successifs, pour la satisfaction des revendications urgentes du prolétariat et des classes populaires.

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT... ?

Vous voulez discuter des analyses et positions exprimées dans ce journal ?

ALORS CONTACTEZ-NOUS !

Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : groupecri@free.fr

L'OFFENSIVE DE CHIRAC-VILLEPIN CONTRE LES ACQUIS

Autorisé à se mettre en place par les dirigeants des forces politiques partisans du Non et des syndicats, le « nouveau » gouvernement de Chirac a pu afficher sans hésitation son visage méprisant et provocateur contre la volonté évidente du prolétariat et des classes populaires. Presque identique aux précédents dirigés par Raffarin, mais fondé sur le tandem des « frères ennemis » Villepin-Sarkozy, il a comme mission de surmonter la défaite et le discrédit du président et de l'UMP, ce qui oblige les différentes fractions de la prétendue « majorité » à resserrer les rangs et à trouver un compromis fragile. Autrement dit, ce gouvernement est la dernière cartouche de Chirac pour éviter la crise politique et tenir jusqu'en 2007.

Mais la défaite dont ce gouvernement est né n'autorise pas à parler de faiblesse congénitale, justement parce qu'il a reçu toute sa force de l'allégeance immédiate que lui ont faite les directions syndicales et les principales forces du Non, en le laissant se mettre en place et en se précipitant pour le reconnaître et le rencontrer. Chirac et Villepin ont donc pu faire le pari de poursuivre et même d'aggraver la politique de Raffarin. Ils savent qu'ils prennent un risque, celui d'un affrontement social majeur avec le prolétariat et les classes populaires, qui cherchent depuis le début de l'année les voies de la résistance

sociale, et qui ont été frustrés de leur victoire électorale du 29 mai. De ce point de vue, Villepin a fait un vrai pari politique : il n'avait pas le choix, mais il sait parfaitement que « ou ça passe, ou ça casse ». Or son atout majeur à cet égard reste, plus que jamais, les directions syndicales et les forces réformistes du Non (sans parler de la direction du PS), sur lesquelles il compte pour canaliser et étouffer la colère ouvrière et populaire dans le cadre de nouvelles « journées d'action » sans lendemain et sans perspective.

L'objectif politique du « nouveau » gouvernement est double : d'une part, il doit aller jusqu'au bout dans l'application effective des grandes contre-réformes déjà imposées sous Raffarin (entrée en vigueur pleine et entière de la contre-réforme Douste-Blazy de la Sécurité sociale le 1^{er} juillet, ouverture du capital de GDF en juillet également, poursuite du processus de privatisation d'EDF, application de la réforme Fillon contre l'école dès la rentrée)... Mais, d'autre part, Villepin doit réussir à franchir le pas que ses prédécesseurs n'ont jamais osé, tant il est périlleux : il doit livrer une offensive pour fissurer le Code du travail (comme l'exige à cors et à cris la nouvelle patronne du MEDEF, Laurence Parisot), tout en

limitant le risque d'un affrontement majeur avec le prolétariat.

Les ordonnances Villepin

Il faut donc bien comprendre toute la perversité des mesures « phares » de Villepin. Dès la première quinzaine de juillet, l'Assemblée et le Sénat ont adopté, au pas de course, le projet de loi l'autorisant à légiférer par ordonnances, et celles-ci ont été publiées dès le 3 août, pour une entrée en vigueur immédiate : le Premier ministre construit ainsi l'image d'un homme efficace, capable d'apporter de premières solutions au problème du chômage en quelques semaines — et n'hésitant pas à mettre sur le compte de sa politique, avant même qu'elle ne soit réellement appliquée, la traditionnelle légère baisse du chômage de l'été (due en fait à la multiplication des emplois saisonniers, sans parler des radiations administratives de l'ANPE, qui se monteraient tout de même à 35 000 pour le seul mois de juin)... De plus, ces six ordonnances paraissent spectaculaires pour faire diminuer les chiffres du chômage, puisque Villepin, appuyé par les médias, promet l'embauche de 400 000 salariés dans les petites entreprises et de 100 000 jeunes dans la Fonction publique.

Ces chiffres sont évidemment excessifs : l'embauche, surtout dans les

petites entreprises, dépend avant tout des perspectives de croissance, qui sont précisément au plus bas aujourd'hui ; quant aux emplois dans la Fonction publique, ils seront non seulement précaires, comme nous allons le voir, mais le chiffre de 100 000 ne tient pas compte de toutes les suppressions de postes de fonctionnaires qui se poursuivent parallèlement. Néanmoins l'essentiel reste que, par ces mesures, Villepin espère emporter la conviction de l'« opinion publique ». Il s'agit tout d'abord, et fondamentalement, de reconquérir avant 2007, la partie de l'électorat traditionnel de la droite qui s'est détournée d'elle (agriculteurs, petits patrons, artisans, commerçants, qui ont eux aussi massivement voté Non...) — pendant que Sarkozy, de son côté, se charge de séduire l'électorat d'extrême droite en tentant de prendre de vitesse le Front national. Ces petits patrons sont en effet très nombreux en France, mais ils en veulent au gouvernement car, avec la libéralisation généralisée, les conditions de la concurrence exacerbée pèsent de plus en plus lourd sur leurs épaules, et ils voient bien que la politique générale du gouvernement privilégie avant tout les marchés financiers et les gros capitalistes. Mais ces petits patrons, qui sont souvent parmi les pires exploités, ont surtout le sentiment, empiriquement fondé, qu'ils ne peuvent embaucher à cause des lourdeurs du droit du travail et des charges sociales et fiscales, malgré les nombreuses exonérations dont ils bénéficient déjà. En réalité, leurs difficultés économiques viennent avant tout des banques qui les étouffent avec leurs taux d'intérêt et leurs hypothèques, et des grosses entreprises qui les fournissent ou qui leur sous-traitent à bas coût certains secteurs de leur propre activité ; car, à l'époque de l'impérialisme, l'utopie de la petite propriété privée n'existe que sous la forme de la soumission des petites entreprises au gros capital.

Cependant, le soutien des patrons gros et petits ne suffirait pas à Villepin : on n'en compte que 1,2 million, et tous ne votent pas à droite!... Son but est donc aussi (et c'est sur ce point qu'il nous faut être extrêmement vigilants) d'essayer de gagner le soutien de la partie la plus fragilisée socialement et la moins organisée de la classe ouvrière (chômeurs, jeunes, précaires...), en essayant de l'opposer aux salariés qui ont un vrai emploi. Le poids du chômage et le manque de débouchés pour les jeunes sont tels que des centaines de milliers de travailleurs sont prêts à accepter n'importe quel contrat, même s'il ne dure que deux ans : c'est pour eux une question de survie. D'autre part, Villepin espère que les salariés sous statut ou en CDI ne se sentiront pas directement concernés par ses ordonnances. De ce point de vue, il compte manifester sur une opposition entre les

chômeurs et les précaires, d'une part, et les salariés qui ont un vrai travail, d'autre part. C'est pourquoi ce serait une faute extrêmement grave de ne pas comprendre la nécessité de se livrer à tout un travail d'explication patient et méticuleux des ordonnances auprès des travailleurs, des chômeurs et des jeunes, afin de montrer concrètement pourquoi ils sont tous concernés et de contrer la propagande gouvernementale et médiatique, dont on ne saurait surestimer l'impact.

Le « contrat nouvelles embauches »

La première et principale ordonnance est celle qui met en place le déjà fameux « contrat nouvelles embauches » (CNE). Il se caractérise par une soi-disant « période d'essai » de deux ans durant laquelle le licenciement est possible sans motif et à tout moment (c'est l'introduction du principe de la « flexisécurité », selon le prétendu « modèle » danois). Or, jusqu'à présent, le Code du travail ne prévoyait aucune « période d'essai », et la plupart des conventions collectives limitaient celle-ci à quelques jours ou quelques semaines. La prétendue « période d'essai » de deux ans n'est donc en fait que le cache-sexe de l'autorisation de licencier sans motif ; or, depuis la loi du 13 juillet 1973 (ainsi que la convention de l'OIT du 23 novembre 1985, ratifiée par la France), le Code du travail n'autorise formellement aucun patron, gros ou petit, à licencier sans « raison réelle et sérieuse » : à l'exception des plans de licenciement collectifs pour raisons (ou sous prétextes) économiques, un salarié ne peut être licencié que pour « faute grave », qu'il soit en CDI ou en CDD. En conséquence, le licenciement d'un salarié embauché sur un CNE, possible par simple lettre recommandée, sans même passer par l'entretien préalable, ne pourra guère être contesté juridiquement comme « abusif », puisque le motif réel du patron, comme par exemple la participation à une grève, une maladie ou une grossesse, pourra toujours être maquillé sous la forme d'un échec de la « mise à l'essai ». En ce sens, le CNE est une arme redoutable pour torpiller ce qui limite encore aujourd'hui le droit qu'ont les patrons de se débarrasser des salariés comme bon leur semble. Enfin, il est évident que l'existence même de ce type de contrats va conduire à la multiplication artificielle de petites entreprises, en accroissant encore la sous-traitance, l'externalisation et la filialisation, déjà très largement mises en œuvre par les grosses entreprises au cours de la dernière décennie, pour casser le syndicalisme et bénéficier d'exonérations sociales et fiscales.

Toute l'habileté de ce « contrat nouvelles embauches », c'est d'une part qu'il ne concerne pour le moment « que » les nouveaux embauchés des seules entreprises de 20 salariés au plus et, d'autre part, qu'il reste formellement un contrat à durée indéterminée (une fois écoulée la prétendue « période d'essai » de deux ans). Ce faisant, Villepin s'efforce de

donner l'impression à la fois qu'il apporte mieux que rien aux chômeurs, aux jeunes et aux précaires (qui pourront individuellement espérer franchir le cap des deux ans) et qu'il ne s'attaque pas de front au salariat le plus concentré (qui est aussi le plus organisé), c'est-à-dire à tous ceux, encore majoritaires, qui ont un véritable emploi en CDI². Le calcul du Premier ministre est donc le suivant : il espère que les chômeurs, les jeunes et les précaires se contenteront de sa mesure, faute de mieux ; que les gros bastions du salariat le plus concentré et le mieux organisé ne se sentiront pas directement concernés, ou en tout cas pas assez pour prendre le risque d'un affrontement majeur, compte tenu des conditions socio-économiques générales actuelles ; et enfin que les dirigeants syndicaux, eux-mêmes issus et représentants avant tout du secteur public et de l'aristocratie ouvrière, sauront le cas échéant les en dissuader.

Ce pari est évidemment très risqué : malgré la pression patronale et la propagande gouvernementale relayée par les médias, les travailleurs sont nombreux à comprendre que les ordonnances Villepin sont non seulement des attaques directes contre une bonne partie d'entre eux, mais encore de véritables bombes à retardement, destinées à torpiller de l'intérieur, à terme, tout l'édifice du Code du travail et les statuts de la Fonction publique. De fait, c'est bien l'ensemble du prolétariat qui est concerné. D'abord, les entreprises comptant 20 salariés au plus, qui représentent 96 % des entreprises en France, embauchent 30 % des salariés : le « contrat nouvelles embauches » va donc effectivement livrer à la surexploitation et à la précarité des centaines de milliers de néo-embauchés (des jeunes, des chômeurs, des déjà précaires et des ex-CDI). Or cela n'implique pas une baisse générale du chômage, mais une explosion de la « mobilité de l'emploi » et par conséquent une baisse du coût du travail par aggravation de la concurrence entre les salariés, qui dès lors pèsera sur l'ensemble des travailleurs. De plus, il n'est pas difficile de comprendre que, si Villepin réussit à faire passer cette attaque contre le Code du travail, ce sera la porte ouverte à une suppression progressive des limites qui entourent pour le moment le champ d'application du CNE, c'est-à-dire que la possibilité de licencier sans motif pendant les deux premières années pourra s'étendre au-delà, et que le seuil de 20 salariés pourra être aisément relevé « dans une deuxième étape », comme l'a d'ailleurs reconnu le ministre du Travail, Gérard Larcher, Villepin précisant quant à lui qu'« il pourra être adapté dans ses modalités et son champ d'application ».

² Selon le dernier recensement de l'INSEE, et en chiffres arrondis, il y a 20,2 millions de salariés en France (hors DOM-TOM). Parmi eux, on compte 4 millions de fonctionnaires et 13 millions de CDI, ce qui représente 84 % des salariés. Le nombre de travailleurs précaires (en CDD, intérim ou « emplois aidés ») est de 2,63 millions (13 % des salariés). Il y a enfin 465 000 apprentis et stagiaires.

¹ Selon le dernier recensement de l'INSEE (cf. www.recensement.insee.fr). On compte par ailleurs 1,4 million d'« indépendants » n'employant pas de salariés (professions libérales, paysans, artisans, commerçants...).

C'est bien sûr ce qu'a exigé d'emblée le MEDEF, et c'est manifestement le but final du gouvernement.

Les autres ordonnances

Mais les mesures de Villepin ne se réduisent pas au « contrat nouvelles embauches » : les autres ordonnances ne sont pas moins nocives pour le droit du travail. — La seconde ordonnance met en place un « titre unique de paiement » (TUP), destiné aux « très petites entreprises » (comptant cinq salariés au plus). Ce dispositif leur permet de « rémunérer » des tâches ponctuelles sans embaucher. Il s'agit d'une extension aux patrons proprement dits du « chèque emploi-service » qui avait été instauré par Raffarin pour l'emploi de travailleurs à domicile (domestiques pour la bourgeoisie, femmes de ménage pour les classes moyennes, mais aussi nourrices pour les parents n'ayant pas trouvé de place en crèche). Caractérisé par l'absence d'un véritable contrat de travail, ce TUP signifie dans la pratique l'absence de véritables droits pour des travailleurs, condamnés à courir partout pour essayer de cumuler des « emplois » de quelques heures.

La troisième ordonnance prévoit que tous les travailleurs de moins de 26 ans (et non plus seulement les apprentis, comme c'était le cas jusqu'à présent) ne seront désormais plus pris en compte dans l'établissement des seuils qui rendent obligatoires la mise en place de délégués du personnel (entreprises d'au moins 11 salariés), de délégués syndicaux (entreprises d'au moins 50 salariés), de comités d'entreprise (*idem*), etc. Cette mesure entend encourager l'embauche de jeunes (précarisés), au détriment de salariés plus âgés. Dans la pratique, elle fera disparaître des milliers de délégués et d'élus du personnel, voire de sections syndicales et de comités d'entreprise entiers : c'est donc une attaque majeure contre les syndicats, atteints non pas, évidemment, au niveau de leurs sommets, mais au cœur même de leur représentativité réelle, assurée par leurs cadres intermédiaires et leurs militants.

La quatrième ordonnance élève de dix à vingt salariés le seuil en deçà duquel les patrons sont dispensés de contribuer au Fonds national d'aide au logement et à « l'effort de construction » ; elle prévoit également une diminution de leur contribution à la formation professionnelle des salariés. En un mot, elle fait de nouveaux cadeaux aux patrons.

La cinquième ordonnance livre des jeunes de 18 à 21 ans sans qualification aux mains de... l'armée, comme pour les punir de leur « échec scolaire ». Il s'agit d'instaurer un contrat de « volontariat pour l'insertion », dont le nom est déjà tout un programme de division de la jeunesse (comme s'il y avait des jeunes « volontaires » pour s'« insérer » dans la société, c'est-à-dire pour y vivre dignement, et d'autres qui ne l'étaient pas !). Ces jeunes jugés récupérables par la bourgeoisie (contrairement à ceux destinés

aux prisons et autres « centres fermés »), à condition de les « redresser » à la manière forte, recevront une formation générale et professionnelle dans les domaines de l'aide à la personne, du bâtiment, des transports et de la sécurité. Mais surtout ils seront *encasernés* : enfermés en internat, vêtus d'un uniforme et soumis à « l'apprentissage de la discipline »... De plus, leur formation sera dispensée par des enseignants détachés de l'Éducation nationale, mais aussi par des militaires. Enfin, ils ne toucheront pas un salaire d'apprenti, mais une « allocation mensuelle », sans doute guère plus élevée que la solde. Bref, Villepin veut non seulement susciter de nouvelles vocations militaires (l'armée en manque, malgré le chômage), mais aussi faire de ces jeunes de bons petits soldats « disciplinés »... c'est-à-dire surtout prêts à accepter n'importe quel travail.

Enfin, la sixième ordonnance de Villepin instaure un « pacte junior », avec l'objectif affiché d'embaucher dans les Fonctions publiques (catégorie C) 100 000 jeunes de 16 à 25 ans. Il s'agit de contrats d'un ou deux ans, destinés aux jeunes « sans qualification professionnelle » ou faiblement qualifiés (titulaires d'un CAP ou d'un BEP), formés en alternance (la formation professionnelle représentant au moins 20 % de la durée du contrat), rémunérés de 55 à 70 % du SMIC entier, et titularisés sous réserve de réussite à un examen professionnel final. Cette mesure permet d'abord à Villepin de faire croire qu'il lutte contre le chômage des jeunes, particulièrement massif dans la catégorie en question ; en fait, ce même gouvernement supprime parallèlement des milliers de postes de fonctionnaires, à l'encontre non seulement des besoins des usagers, mais aussi de tous ceux, notamment d'autres jeunes, qui préparent les concours. Mais ce qu'il faut avant tout souligner ici, c'est que l'instauration de ce « pacte junior » est une nouvelle attaque contre les statuts mêmes de la Fonction publique, puisqu'ils permettent précisément d'embaucher sans concours et, par conséquent, de déqualifier par la mise en cause des différences entre les qualifications qui composent la catégorie C. Enfin, dans le cadre de la Loi organique relative aux lois de finance (LOLF, concoctée en son temps par le gouvernement Jospin), le budget de financement de ces « pactes junior » est noyé dans celui des fonctionnaires ; on comprend dès lors que l'État pourra faire de substantielles économies, en remplaçant des dizaines de milliers de fonctionnaires par cette réserve permanente de jeunes sous-payés pendant un ou deux ans (trois en cas d'échec à l'examen d'aptitude).

La loi sur les PME du 13 juillet

À ces ordonnances Villepin s'ajoutent d'autres mesures contre le Code du travail, prises également cet été, mais par l'intermédiaire d'une autre loi : celle adoptée par l'Assemblée le 13 juillet, portant « sur les petites et moyennes

entreprises » (PME, entreprises qui emploient jusqu'à 500 salariés). En effet, cette loi autorise tout d'abord l'extension du travail du dimanche, voire des jours fériés, aux apprentis de moins de 18 ans (la liste des secteurs concernés sera établie ultérieurement par le Conseil d'État), et même du travail de nuit dans les secteurs de la pâtisserie et des courses hippiques.

De plus, elle autorise (sous réserve de « volontariat » du travailleur, mais on imagine ce qu'il en sera en réalité) la généralisation à certains salariés non cadres et non itinérants des dispositions de la loi Aubry qui avaient instauré, pour les seuls cadres et pour les itinérants, un décompte du temps de travail en « forfaits jours » ; or ce décompte revient en fait à autoriser une amplitude de la journée de travail de 13 heures quotidiennes, 218 jours par an, soit une durée annuelle du travail de 2 834 heures (au lieu de 1 607 pour les autres salariés). Or la loi sur les PME du 13 juillet prévoit que ce dispositif sera désormais applicable « aux salariés non cadres dont la durée du temps de travail ne peut être prédéterminée et qui disposent d'une réelle autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps », c'est-à-dire « à tous les salariés qui réfléchissent en termes de mission et non de temps de travail », selon le député (UMP) Fourgeous auteur de l'amendement. Concrètement, cela signifiera, pour ces salariés, une augmentation de la durée du travail exigible et la fin du paiement des heures supplémentaires.

La même loi prévoit que, dans les PME, le mandat des délégués du personnel et des élus aux comités d'entreprise, d'établissement ou de groupe, est porté de deux à quatre ans ; or cela va conduire à une plus grande indépendance des élus à l'égard de la base et donc au risque, dans bien des cas, d'une plus grande dépendance qu'actuellement à l'égard du patron. De plus, la « mobilité » croissante de l'emploi multipliera les chaises vides, dès lors que les élus quitteront l'entreprise, ce qui arrivera fatalement plus souvent en quatre ans qu'en deux.

Enfin, sous la notion de « travail à temps partagé », la loi sur les PME prévoit qu'une entreprise ayant embauché un salarié pourra le mettre à disposition, à temps plein ou partiel, d'autres entreprises, si ces dernières sont ses clientes. Un salarié embauché à tel endroit pourra donc être envoyé à un autre endroit, ce qui constitue une arme de flexibilité et de pression pour contraindre ceux qui souhaiteront rester sur place à bien se tenir.

Les autres mesures du gouvernement

Mais ce n'est pas tout ! Cet été, le gouvernement ne s'est pas contenté de cette batterie d'attaques contre le Code du travail. Sans entrer ici dans les détails, rappelons d'abord que Jean-Louis Borloo a fait paraître, le 21 juillet, un décret d'application stricte du PARE (accord MEDEF-CFDT signé avec la bénédiction du gouvernement Jospin-Aubry), c'est-à-

dire la systématisation et l'aggravation des sanctions contre les chômeurs qui osent encore se montrer trop exigeants, selon le patronat et le gouvernement, en n'acceptant pas n'importe quel emploi.

De son côté, le ministre des transports, Dominique Perben, a cautionné la décision de la SNCF de supprimer plusieurs grandes lignes, pour cause de déficit, assumant ainsi le risque d'une aggravation du trafic routier, au prix d'une pollution accrue et d'une élévation du nombre d'accidents de la route — maux contre lesquels Chirac et son gouvernement prétendent lutter...

Quant au ministre de l'Éducation, Gilles de Robien, non content d'appliquer la loi Fillon, il s'efforce de désamorcer la colère des personnels et des élèves confrontés aux insuffisances de moyens en créant 20 000 contrats supplémentaires (et non 45 000, comme il le prétend, puisque 25 000 des contrats annoncés ne feront que remplacer les actuels CES et CEC ; de plus cela doit être comparé avec la suppression de dizaines de milliers de postes de surveillants et d'aide-éducateurs qui a eu lieu au cours des trois dernières années). Or ces contrats sont à la fois très précaires (ils ne dureront que de six à vingt-quatre mois) et à temps partiel imposé (20 à 26 heures par semaine, avec une paie au SMIC horaire). En outre ces jeunes, embauchés sans qualification, pourront être affectés à n'importe quelle tâche, servant en fait de bouche-trous.

Enfin, Thierry Breton, le ministre de l'Économie, a décidé de baisser le taux de rémunération des livrets d'épargne populaire (qui servent encore à financer le logement social). De plus, il refuse toujours de supprimer ou même de réduire la TIPP, alors que les ménages, les agriculteurs et les routiers sont confrontés à ce qui est maintenant clairement un troisième choc pétrolier. Enfin, il a décidé la privatisation des autoroutes dont l'État était encore actionnaire principal, menant ainsi à son terme logique l'ouverture de leur capital décidé en leur temps par Jospin-Fabius ; en l'occurrence, le prix de vente des actions est tellement bradé que cette décision de Breton a suscité tout l'éché une polémique parmi les représentants de la bourgeoisie, non seulement de la part du PS et de Bayrou, mais aussi du côté de députés et anciens ministres UMP ; mais tous ces gens-là ne sont pas en désaccord avec la privatisation elle-même, ils se contentent de critiquer la méthode, non sans arrière-pensées politiciennes.

Et Sarkozy, dans tout ça ?

Force est de constater que, malgré tous ses efforts, ce n'est pas Sarkozy qui compte le plus aujourd'hui dans le gouvernement, car toute la bourgeoisie doit avant tout serrer les rangs derrière Villepin, pour l'épauler dans son offensive risquée contre le Code du travail. Cependant, sans parler de ses prises de position comme président de l'UMP, cela ne signifie nullement que le ministre de l'Intérieur chôme, au contraire : pendant que le Premier ministre concoctait ses ordonnances, lui impulsait une nouvelle intensification de la chasse aux « sans-papiers ». Alors qu'il en avait fait expulser 11 000 en 2003 et 16 000 en 2004, Sarkozy a annoncé que le chiffre de 25 000 serait atteint dès cette année. Il s'est également vanté d'avoir mis en place, avec ses homologues « de gauche » anglais, allemand et espagnol, l'organisation de charters européens pour expulser de manière plus économique les sans-papiers, par « vols groupés ». Enfin, deux décrets parus le 29 juillet viennent durcir les conditions d'accès à l'aide médicale d'État (AME), qui assure la prise en charge à 100 % des soins, médicaments et forfaits hospitaliers pour les étrangers sans titre de séjour et dont les ressources sont inférieures à 576 euros. Or, jusqu'à présent, il suffisait d'une simple déclaration pour en bénéficier. Désormais, il faudra faire la preuve de son identité (alors que les « sans-papiers » n'ont justement pas de papiers, ou alors des papiers étrangers, qu'il faut donc traduire, ce qui est cher), de ses conditions de ressources (alors que les sans-papiers sont souvent embauchés illégalement par les patrons trop heureux de l'aubaine) et de son ancienneté sur le territoire depuis trois mois (ce qui est impossible dans bien des cas, en l'absence de quittances de loyer, de factures, etc.).

En même temps, Sarkozy s'est certes efforcé d'occuper le devant de la scène médiatique. Sans parler de ses déboires conjugaux, dont la « révélation » médiatique est censée le rendre « humain » aux yeux des braves gens, il s'est livré notamment à des déclarations fracassantes, que ce soient celles annonçant le nettoyage « au kärcher » de la Cité des 4000 à La Courneuve ou celles concernant le durcissement des mises en liberté conditionnelles et la punition des juges taxés de trop « laxistes » en la matière. Sarkozy s'efforce ainsi de ne pas se faire voler la vedette par un Villepin moins tonitruant, mais non moins rusé, tant pour le présent que pour l'avenir. Certes, l'UMP et une bonne partie de la bourgeoisie ont

décidé de jouer la carte Sarkozy, dont elles espèrent, après la mise au rancart de Chirac en 2007, une politique inspirée des conservateurs américains : ultra-libéralisme économique, nouvelles contre-réformes sociales, mise en cause des droits démocratiques, répression policière systématique et, corrélativement, « discrimination positive » pour intégrer les « individus méritants » issus de l'immigration et plus généralement des banlieues... Mais si Villepin réussit à faire passer ses ordonnances, il est clair que la ligne chiraquienne, plus prudente, mais non moins efficace tant qu'elle parvient à désamorcer les risques d'affrontement social, n'aura pas dit son dernier mot.

D'ailleurs, *Le Canard enchaîné* nous apprend qu'il y a beaucoup d'esbroufe dans les effets d'annonce de Sarkozy, confronté lui aussi aux limitations budgétaires. Ainsi la quasi-totalité des promesses qu'il avait faites aux policiers lors de son premier poste de ministre de l'Intérieur n'ont pas été tenues ; ceux qui comptent sur lui pour assurer leur sécurité quotidienne seront sans doute déçus... À moins qu'ils comprennent à cette occasion que l'État bourgeois et sa police servent avant tout à maintenir l'ordre social bourgeois, non à protéger les braves citoyens contre la délinquance, le racket, etc. Ces phénomènes sont pourtant le lot quotidien des habitants des banlieues populaires, car ils sont produits par le chômage et la misère : il serait vain de compter sur l'État et sa police, mais seuls les bourgeois grands et petits qui n'y sont pas confrontés peuvent les ignorer. Ici comme ailleurs, il n'y a pas d'autre remède que l'auto-organisation des travailleurs et des jeunes dans les quartiers, seule capable de lutter efficacement contre les voyous, les dealers et les petits caïds, par la mise sur pied de milices populaires d'autodéfense dans chaque quartier, chaque cité, chaque immeuble... Cela supposerait évidemment la reconstitution de forts liens de solidarité et de la conscience de classe, pour combattre le système capitaliste et ses représentants politiques de tous bords, principaux responsables de la dégradation des conditions de vie. De ce point de vue, tous ceux qui se contentent de dénoncer Sarkozy, mais qui ne proposent rien pour aider les travailleurs et les jeunes des banlieues à s'auto-organiser, portent une lourde responsabilité dans l'aggravation de la situation et le développement de son corollaire, la démagogie xénophobe.

**À BAS LES ORDONNANCES CHIRAC-VILLEPIN !
UNITÉ DES ORGANISATIONS POUR EN DÉCOUDRE RÉELLEMENT !
NON AUX « JOURNÉES D'ACTION » DISPERSÉES ET SANS LENDEMAIN !
ORGANISONS-NOUS, PRÉPARONS, IMPOSONS LA GRÈVE GÉNÉRALE !**

Les directions syndicales et les forces politiques du Non de gauche ne

se contentent pas de refuser l'objectif de chasser Chirac : même contre les

ordonnances et toutes les mesures que le gouvernement a fait passer en force

cet été, elles ne veulent pas engager clairement et résolument le combat.

Que proposent les dirigeants syndicaux pour septembre ?

En cette rentrée, les directions syndicales osent recommencer leur petit jeu lamentable, en se contentant d'appeler à une nouvelle « journée d'action », d'ailleurs lointaine (le 4 octobre), sans perspective et évidemment sans appeler à la tenue d'assemblées générales dans toutes les entreprises et les établissements.

FO ne veut qu'un nouveau « 10 mars »

C'est ainsi que, « pour FO, il s'agit de préparer une mobilisation au moins équivalente à celle du 10 mars, avec manifestations et arrêts de travail » (éditorial de FO-Hebdo du 24 août). La référence au 10 mars est une véritable provocation : Mailly annonce d'emblée qu'il n'a pas l'intention de donner le moindre lendemain à la mobilisation annoncée. D'ailleurs, l'objectif n'est même pas l'abrogation des ordonnances Villepin, mais... de demander à Chirac de bien vouloir faire une politique favorable aux travailleurs : « Pour le Secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, il appartient aux organisations syndicales et aux salariés d'obliger le gouvernement à faire d'autres choix, basés sur une augmentation de pouvoir d'achat, une diminution de l'impact du prix du pétrole, un haut niveau de protection sociale collective, une préservation du service public, de réelles garanties sociales collectives et individuelles. » (Communiqué de la Confédération FO du 16 août.)

La CGT veut surtout négociier

Du côté de la CGT, ce n'est pas mieux : le communiqué laconique issu de la réunion des unions départementales et des fédérations du 25 août se contente d'indiquer qu'elles « se sont unanimement prononcées pour la construction, à brève échéance, d'une mobilisation unitaire interprofessionnelle des salariés des secteurs privés et publics, de grande ampleur, sous forme de grèves et de manifestations, portant notamment sur les revendications de salaires, d'emploi, de défense des services publics ». Pas de revendications précises, refus d'exiger l'abrogation des ordonnances, grèves et

manifestations au pluriel... : autant d'éléments qui prouvent là encore que la direction de la CGT n'a nullement l'intention d'en découdre non seulement Chirac, mais même avec Villepin. Or cette attitude est d'autant plus cynique qu'elle sait parfaitement que les travailleurs sont prêts au combat. Le journaliste du *Figaro* qui a interrogé Thibault, dans l'interview du 29 août déjà citée plus haut, lui a ainsi demandé, avec une inquiétude qui exprime en fait l'angoisse de toute la bourgeoisie : « Mais en quoi sentez-vous que les salariés sont plus prêts à se mobiliser qu'en juin ? » Or Thibault mesure pleinement le caractère explosif de la situation, puisqu'il répond : « Cette rentrée est bien différente des autres. La contestation n'a pas cessé de s'amplifier et a atteint son point d'orgue le 10 mars, avec plus d'un million de salariés dans la rue. Nous avons eu ensuite l'opposition à l'instauration d'une journée de travail gratuit, le lundi de Pentecôte, et dans la foulée un référendum qui, portant sur un enjeu européen, a mis en lumière combien les questions sociales avaient guidé le choix d'un grand nombre d'électeurs. Tout cela a débouché sur la débandade du gouvernement Raffarin et la mise en place d'un nouveau gouvernement dont la composition s'est limitée à une redistribution des postes pour une même politique économique et sociale. Le premier ministre continue de jouer la montre sur le pouvoir d'achat, continue à multiplier les recettes à contresens sur l'emploi et laisse apparaître, comme son prédécesseur, qu'il est beaucoup plus à l'écoute des suggestions patronales que de ce que disent et clament les organisations syndicales. Une majorité de salariés s'en rend compte. Les ingrédients sont réunis pour une mobilisation d'envergure. Nous y travaillons dès maintenant. » Il est donc clair que le problème posé par la situation n'est pas celui d'un risque que les travailleurs manquent à l'appel, mais bien celui des objectifs que les dirigeants fixent à cet appel.

Or, à la question du journaliste qui, décidément inquiet, lui demande : « La CGT a appelé à la mobilisation, mais les ordonnances Villepin suffiront-elles à mobiliser les troupes ? », Thibault répond : « Face au discours rassurant et enrobant du gouvernement, nous ferons la démonstration de la nocivité de ses choix. Si les salariés répondent présent, il n'y a aucune raison pour que ce soit seulement une étincelle.

Nous voulons instaurer un rapport de forces constant sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics et l'avenir industriel. Nous nous sommes prononcés pour une journée d'action faite de grèves et de manifestations. (...) C'est le degré de mobilisation qui modifiera l'action du gouvernement dans tous ces domaines. » Puis il précise : « Mobiliser, être sur le terrain, manifester, revendiquer et obtenir des avancées pour les salariés par la négociation, ça n'est pas nouveau pour la CGT, congrès en perspective ou pas. (...) Je ne vois pas aujourd'hui, sans un rapport de forces conséquent, le gouvernement ou les organisations patronales satisfaire spontanément à un certain nombre de demandes syndicales. » Le message que Thibault adresse à la bourgeoisie à travers l'un de ses principaux quotidiens est donc parfaitement clair : 1) oui, les travailleurs sont prêts, comme l'ont montré toutes les luttes depuis le début de l'année et le vote du 29 mai ; 2) par conséquent, vous (le gouvernement et la bourgeoisie) auriez tort de continuer à passer en force, c'est-à-dire à ne pas « satisfaire spontanément » ma « clameur » qui vous demande des « négociations », d'ailleurs sur des thèmes aussi généraux que vides ; 3) dans cette situation, je suis contraint (et croyez bien que je le regrette) d'appeler à une mobilisation ; 4) mais bien sûr je ne centrerai pas cet appel sur les ordonnances Villepin et j'appellerai encore moins à autre chose qu'une nouvelle « journée d'action » ; 5) par contre, si vous ne voulez pas prendre le risque que je sois contraint d'aller plus loin par les travailleurs eux-mêmes, alors ouvrez vite les « négociations » en question, écoutez-moi vous « démontrer la nocivité de vos choix » (et donc vous aider à en faire d'autres), acceptez de « modifier » un peu votre politique, avant que tout n'explode...

Consultez le site du Groupe CRI :

<http://groupecri.free.fr>

La FSU n'est pas si mécontente que ça

La FSU, enfin, se contente de « confirmer(r) la nécessité d'actions unitaires d'ampleur nationale aussi bien au plan de l'éducation, qu'à celui de la Fonction publique ou au plan interprofessionnel » (communiqué du CDFN du 29 août). Mais en fait, le SNES (enseignement secondaire) et le SNUIPP (enseignement primaire),

déplorant à juste titre le manque de postes dans les établissements (mais sans exiger eux non plus l'abrogation des ordonnances), ont appelé, tous seuls dans leur coin, les seules catégories de personnels qu'ils représentent à une « semaine de mobilisation » sans perspective « du 5 au 9 septembre » ; de son côté, le syndicat de l'enseignement agricole de la FSU a appelé à sa propre « semaine d'action du 1^{er} au 5 septembre », tandis que le SNPES-PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) a convoqué une grève pour le 12... Sur le fond, ces syndicats refusent le combat et affirment leur volonté de collaborer, avec tout l'art du double langage dont ils sont spécialistes. C'est ainsi que le SNES-FSU condamne d'une part le remplacement obligatoire et au pied levé des professeurs absents par leurs collègues du même établissement (une des dispositions majeures de la loi Fillon), mais appelle d'autre part les enseignants à co-élaborer dans chaque établissement des « protocoles d'accord » qui doivent régir l'application de cette mesure (*L'Université syndicaliste*, 25 août). De même, après l'annonce du ministre de Robien concernant la création des « emplois vie scolaire », Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, a certes critiqué leur caractère précaire et leur nombre insuffisant, mais il a surtout osé écrire que cette mesure « marque, d'une certaine façon, une rupture avec la politique menée ces dernières années » et qu'elle est « une forme de réponse aux batailles que nous avons menées ». Quel scandale !

Et l'extrême gauche PT, LO, LCR ?

Quant aux organisations d'extrême gauche, elles attendent une fois de plus bien tranquillement de voir ce que vont faire les directions syndicales, sans engager le moindre combat contre elles. Ces organisations, qui ont pourtant des milliers de militants et sympathisants et des positions syndicales, refusent de faire la moindre proposition concrète, de prendre la moindre initiative pour en découdre avec Villepin. À cet égard, la lecture du premier numéro de septembre de leur journal respectif est édifiante : *Informations ouvrières* journal du PT, en date du 1^{er} septembre, ne pose même pas la question de ce qu'il faut faire contre les ordonnances (qu'il a par ailleurs correctement dénoncées tout l'été), et il ne dénonce pas l'attitude scandaleusement dilatoire des

directions syndicales confédérales. D'ailleurs, en p. 2, est rapporté le propos d'un adhérent qui « regrette » lui-même, à juste titre, que le PT « ne soit pas assez offensif sur la question de la résistance » et n'« ouvre pas de perspective en posant la question de l'unité ». Quelle est la réponse d'une autre adhérente, exprimant clairement le point de vue de la direction ? C'est qu'il faut « rompre avec Maastricht » (sans blague ?) et aller voir tous les contacts du PT pour « aider à la réalisation de l'unité » ! Bref, tout en refusant de concentrer le combat contre Villepin et ses ordonnances, il rejette toute véritable démarche de front unique, il refuse d'exiger des directions syndicales qu'elles combattent réellement le gouvernement et il fait croire à ses adhérents qu'ils vont pouvoir réaliser « l'unité »... en s'appuyant sur les seuls contacts du PT !

De son côté, *Lutte ouvrière* du 2 septembre (p. 11) annonce que les directions confédérales vont convoquer une « journée de grèves et de manifestations fin septembre ou début octobre », mais ne dénonce pas cette tactique (se contentant d'évoquer en passant, sans s'y attarder, d'« éventuelles manœuvres » (*sic*) et le « manque de détermination » des directions) ; puis elle appelle les travailleurs à participer à cette journée d'action « pour exprimer massivement leur volonté de mettre un coup d'arrêt à la politique patronale » et pour « peser sur la situation », évacuant ainsi la question fondamentale, qui est de combattre (et non seulement de « s'exprimer ») pour imposer le retrait des ordonnances et vaincre le gouvernement Chirac-Villepin.

Enfin, *Rouge* du 1^{er} septembre titre « Contre Villepin/Sarkozy, front commun pour gagner » et constate p. 3 que « la situation est explosive : l'envie de résistance et la conscience de classe du plus grand nombre sortent dopées par la victoire du non » ; mais, là encore, on cherche en vain un combat politique contre les directions syndicales et leur tactique des journées d'action ; au contraire, la LCR propose elle-même une ribambelle de revendications et de rendez-vous en septembre et octobre, au lieu de mettre en avant la nécessité d'un combat unifié, immédiat, pour le retrait des ordonnances — ce qui implique une lutte politique pour la grève générale. Quant au discours d'Olivier Besancenot à l'Université de la LCR (*ibid.*, p. 12-13), il évoque certes la « grève générale du public et

du privé », mais comme un horizon lointain, non comme une nécessité immédiate ; emporté dans son élan, et tout en précisant qu'il ne faut « pas s'obnubiler sur 2007 », il n'en affirme pas moins que « la seule orientation crédible, à gauche pour 2007, c'est celle qui, en 2006, aura réussi à remporter des victoires contre la droite ». Faudrait-il attendre l'année prochaine avant de se battre contre Chirac-Villepin ? Faudrait-il accepter, sous la pression du PCF et de la gauche plurielle, de raisonner *aujourd'hui* en prenant en compte les échéances électorales de 2007 ? Nous estimons au contraire que toute discussion sur ces échéances, que tout refus d'exiger maintenant, sans conditions, le front unique pour le retrait des ordonnances, contre Chirac-Villepin, ne sauraient être qu'une ligne de capitulation.

Propositions du Groupe CRI

La question centrale qui est à l'ordre du jour immédiat est en effet la réalisation de l'unité de tous les syndicats et de toutes les forces qui ont combattu pour la victoire du Non ouvrier et populaire. Selon nous, l'objectif de cette unité de combat, et qui ne peut être imposée que par le combat, est indissociablement double :

• Le premier objectif est de faire échec aux ordonnances de Villepin contre le Code du travail et la Fonction publique. Cela suppose de rassembler, sans préalables, toutes les forces syndicales et politiques qui les ont condamnées, et qui doivent par conséquent en exiger clairement l'abrogation. Mais ce que montre l'expérience du passé, tout particulièrement le mouvement de mai-juin 2003, c'est que, pour gagner, il n'y a pas d'autre moyen que de préparer et de réaliser la grève générale ; or les dirigeants des organisations qui condamnent en parole les ordonnances, refusent en fait d'engager un combat à la hauteur de l'objectif, par crainte que la mobilisation des masses ne leur échappe. On nous rétorquera encore une fois qu'il ne suffit pas d'un simple « appel » à la grève générale pour que le prolétariat et les classes populaires se mobilisent comme un seul homme, « il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton », etc. Il est vrai qu'une grève générale ne peut pas tomber du ciel, et qu'elle se prépare... C'est justement pour cette raison que, contre les bureaucrates qui de toute façon n'en veulent pas, les travailleurs doivent,

sans attendre la prochaine « journée d'action » officielle, commencer à *s'auto-organiser* en constituant leurs propres *comités pour la grève générale* dans chaque entreprise et chaque établissement, et en les fédérant à tous les niveaux par le biais de délégués élus, mandatés et révocables. Indissociablement, il est indispensable que les militants, les AG et les comités de lutte dans les entreprises et les établissements et les collectifs pour le Non demandent et imposent aux directions syndicales nationales et aux forces qui se prononcent pour le retrait des ordonnances qu'elles appellent toutes ensemble à la grève générale, qu'elles la préparent et la construisent réellement, en mettant en œuvre tous leurs moyens militants et matériels.

• La situation ouverte par la défaite électorale sans appel de Chirac le 29 mai étant loin d'être close malgré la stabilisation provisoire du pouvoir, il est clair qu'une victoire de la lutte de classe sur la question des ordonnances Villepin remettrait à l'ordre du jour immédiat l'objectif de chasser Chirac,

ses ministres et son Assemblée. L'occasion en or qui était offerte en juin ayant été gâchée (pour les raisons que nous avons vues), cet objectif ne peut plus être agité comme mot d'ordre d'action immédiat tant que la lutte de classe sera au point mort. Mais il resurgira tout naturellement, avec bien plus de force encore qu'en juin, dès que celle-ci reprendra et que la grève se généralisera. En ce sens, c'est dès maintenant que se pose la question d'un programme politique alternatif, qui ne saurait passer par une nouvelle mouture de la « gauche plurielle » et ne saurait se subordonner aux échéances électorales de 2007, mais qui ne pourra être qu'un *programme d'action anti-capitaliste unitaire* (en ce qui concerne son contenu, notamment pour le droit effectif au travail pour tous, le Groupe CRI a fait des propositions dans son « 4-pages » de juin, supplément au CRI des travailleurs n° 18.)

Là encore, les directions syndicales, sous prétexte d'apolitisme, et les dirigeants des forces du Non, qui rêvent pour la plupart d'une nouvelle « union de la gauche » avec le PS,

refusent ces objectifs politiques. Il faut donc que les salariés et les militants de ces organisations, considérant qu'elles se réclament officiellement des intérêts spécifiques des travailleurs, leur imposent la mise à l'ordre du jour et la discussion démocratique de ces objectifs à l'intérieur de leurs structures syndicales et politiques, dans les comités de lutte pour le Non et dans les comités de lutte pour la grève générale qu'il faut mettre en place dans les entreprises et les établissements.

Soulignons enfin que l'élaboration d'un véritable *programme d'action anti-capitaliste unitaire* ne doit pas être conçue comme une seconde étape, qui devrait venir après le combat contre les ordonnances, mais elle est tout au contraire l'une des conditions de ce combat, car les travailleurs, les chômeurs et les jeunes ont besoin de perspectives politiques claires pour se lancer dans un mouvement général d'une telle ampleur.

**Laura Fonteyn,
Nina Pradier
et Ludovic Wolfgang**

DISCUSSIONS DU Groupe CRI AVEC D'AUTRES GROUPES SUR L'ORIENTATION À METTRE EN ŒUVRE POUR CHASSER CHIRAC

Nos lecteurs savent que le Groupe CRI, depuis qu'il existe en tant que tel (février 2003), s'efforce constamment de nouer des relations politiques avec d'autres groupes, de solliciter et de mener dès que possible des discussions, aussi bien sur les questions fondamentales du programme révolutionnaire que sur les questions posées par l'actualité de la lutte de classe. Dans la dernière période (et pour nous en tenir ici aux relations et discussions que nous avons en France), cette attitude constructive — sans laquelle tout groupe est voué à la dégénérescence sectaire — nous avait conduits à prendre l'initiative, dès octobre 2004, de soumettre aux autres groupes qui se réclament du communisme révolutionnaire un texte destiné à une campagne commune pour un Non de classe à la « Constitution » européenne.

Cette initiative avait abouti à une campagne commune avec l'ARS-Combat et les Amis de l'égalité, que nous avons menée pendant plusieurs semaines.

Malheureusement, après la victoire du Non, des divergences concernant à la fois l'appréciation de la situation et/ou l'orientation politique à proposer n'ont pas permis de poursuivre immédiatement ce travail commun, ces deux groupes refusant l'un et l'autre, sur des bases d'ailleurs différentes, le mot d'ordre de « chasser Chirac et l'Assemblée » et la tactique du front unique ouvrier qu'il implique. Néanmoins, il est prévu que les discussions reprennent dès la rentrée, tant sur l'orientation à mettre en œuvre immédiatement que sur les questions programmatiques de fond.

En revanche, le mot d'ordre en question étant également celui d'autres groupes, la situation politique ouverte par le 29 mai justifiait d'essayer de parvenir à un accord avec eux pour intervenir en commun. Nous rendons compte ici des discussions qui donc ont eu lieu en juin, car leur contenu, et leurs limites, expriment d'une certaine façon les grandes difficultés auxquelles sont confrontés les groupes, militants et travailleurs qui cherchent la voie de l'alternative politique. Les principales discussions ont eu lieu avec la Lettre de Liaisons de Vincent Presumey et ses alliés (Club République sociale, revue Prométhée, Le Militant, La Commune...), d'une part, avec la Fraction publique de Combattre pour le socialisme, d'autre part.

La « Lettre de Liaisons » et ses alliés prétendent vouloir chasser Chirac... mais refusent le front unique ouvrier

Nous avons d'importants désaccords, et nous avons plusieurs fois discuté et polémique, avec la Lettre de Liaisons de Vincent Presumey et ses alliés, comme le savent nos lecteurs (cf. Le CRI des travailleurs n° 12 d'avril 2004 et n° 15 de nov.-déc. 2004). Néanmoins, nous avons décidé de participer à leur réunion du 19 juin., considérant que, malgré ces désaccords, la situation ouverte par le 29

mai justifiait et donc imposait d'essayer de renouer la discussion en vue d'une intervention commune dans cette nouvelle phase de la lutte des classes. Cela n'a malheureusement pas été possible, révélant une fois de plus l'opportunisme de ces groupes, qui n'a même pas le mérite d'un semblant d'efficacité.

Rappelons que l'un de nos désaccords avec la Lettre de Liaisons et ses alliés est qu'ils centrent en toutes circonstances leur intervention politique sur l'exigence de « chasser Chirac maintenant », quels que soient les rapports de force entre les classes et l'état d'esprit des masses. Pour notre part, nous critiquons ce psittacisme mécanique, formaliste, coupé des flux et reflux réels de la lutte des classes, qui du

reste s'accompagne souvent, pour certains de ces groupes, d'un opportunisme à l'égard du PS. Néanmoins, la situation ouverte par la défaite sans appel de Chirac le 29 mai, elle-même consécutive à tout un semestre de remontée des luttes, rendait ce mot d'ordre non seulement pertinent, mais décisif. Nous avons donc considéré que, telles ces horloges arrêtées (en l'occurrence depuis les années 1970 !) qui indiquent l'heure juste deux fois dans la journée, le mot d'ordre qui chez *La Lettre de Liaisons* et ses alliés n'est que routine rouillée, se trouvait soudain rempli d'une vie par la situation objective, devenant temporairement un levier capable de mobiliser les masses. C'est pourquoi nous avons essayé de trouver un accord.

Il n'était cependant pas possible de nous associer au texte proposé, car il était à peu près vide, limité à la seule exigence de « chasser Chirac et son Assemblée » ; non seulement il s'adressait « à toutes et à tous » (pour notre part, nous ne connaissons pas ces classes sociales), mais surtout ses auteurs refusaient d'appeler les syndicats et les forces du Non ouvrier à s'unir pour chasser Chirac et l'Assemblée,

c'est-à-dire qu'ils refusaient de déterminer les conditions *réelles* pour parvenir à cet objectif. De plus, le texte ne proposait pas la moindre alternative, alors que tout travailleur normalement constitué, avant d'engager un tel combat, se demande évidemment qui ou quoi mettre à la place de Chirac et de son Assemblée ! En un mot, ce texte confirmait une fois de plus la ligne à la fois spontanéiste et utopiste qui caractérise ses auteurs ; en ce sens, il constituait en réalité une nouvelle capitulation devant les réformistes (d'ailleurs inefficace, car aucun responsable réformiste ne s'y est associé, pas même l'ami Dolez !).

Le Groupe CRI a donc soumis à la *Lettre de Liaisons* et à ses alliés, ainsi qu'à la Fraction publique de *Combattre pour le socialisme*, un texte alternatif proposant d'intégrer dans celui qui avait été élaboré par V. Presumey d'abord une orientation de front unique ouvrier, ensuite le principe d'un programme anti-capitaliste, qu'elle implique. Pour rendre possible un accord entre tous, nous avons même fait une concession majeure, en ne formalisant pas la question du gouvernement capable de

mettre en œuvre ce programme, dans l'idée que cette question pourrait continuer à être discutée par la suite, mais que l'accord possible immédiatement devait être réalisé.

La Lettre de Liaisons et ses alliés ont hélas refusé nos amendements. V. Presumey a même annoncé expressément à cette occasion qu'il était hors de question que quiconque amende réellement son texte ! De fait, les autres groupes se sont tus... Ce faisant, tous ont montré une fois de plus que, au-delà de leurs grandes phrases sempiternelles pour « chasser Chirac et l'Assemblée », ils refusent en réalité de combattre sur une orientation marxiste. Ce refus s'explique là encore par le fait que toute véritable orientation de front unique ouvrier et tout véritable programme anti-capitaliste n'auraient pu, en servant de point d'appui à la mobilisation des masses (c'est leur fonction principale) que démasquer les réformistes, et notamment les amis de Presumey et consorts, qui s'opposent justement à cette mobilisation.

N. P. et L. W.

Discussion avec la Fraction publique de *Combattre pour le socialisme* sur la délimitation du front unique ouvrier pour chasser Chirac

L'orientation que nous avons développée en juin nous a également permis de nouer des relations politiques avec un autre groupe, à son initiative, et d'entamer une discussion qui nous semble quant à elle très prometteuse. Il s'agit de la Fraction publique de Combattre pour le socialisme (CPS), l'un des groupes issus de la crise dislocatrice du Comité pour le parti ouvrier révolutionnaire fondé par Stéphane Just après son exclusion, en 1984, du PCI dont il était avec Pierre Lambert l'un des principaux dirigeants (oppositionnel sur la fin).

Nous publions ici l'échange de lettres qui fait le point sur les accords et désaccords entre nos deux groupes concernant l'orientation qu'il fallait mettre en œuvre en juin, dans le cadre d'un accord fondamental sur le principe de l'orientation anti-capitaliste et la tactique du front unique ouvrier. La Fraction publique-CPS nous a ensuite invités à participer à ses journées d'études du mois août, auxquelles un de nos camarades a donc participé, dans une atmosphère constructive et fraternelle. Le processus de discussion est ainsi solidement engagé et semble devoir être des plus fructueux. Nous y reviendrons dans nos prochains numéros.

Courrier de la Fraction publique-CPS

Chers camarades,

Je vous écris au nom de la Fraction publique CPS. Vous nous faites parvenir vos tracts et dans un message du 30 mai, vous proposez d'ouvrir la discussion sur la situation politique et les perspectives

politiques pour les travailleurs. Je pense que vous avez également connaissance de nos positions disponibles sur notre site. À toutes fins utiles, je vous joins notre dernier tract après le 29 mai.

Nous partageons avec vous, comme avec d'autres groupes se réclamant de CPS, l'analyse de la signification du vote du 29 mai qui implique de mettre au centre de nos mots d'ordre l'exigence de chasser Chirac, son gouvernement et sa « majorité » minoritaire. Vous avancez comme premier objectif commun la convocation d'une gigantesque manifestation à l'Élysée pour chasser Chirac. Nous proposons quant à nous de l'orienter sur l'Assemblée nationale. Ceci, à mes yeux, ne constitue pas une divergence majeure, mais plutôt une simple question tactique.

Mais le combat pour chasser Chirac implique immédiatement et concomitamment de répondre à la question : par quoi le remplacer ? Vous répondez dans votre dernier 4-pages de la manière suivante : « *Les travailleurs ne peuvent donc compter sur les politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur lutte de classe et leur auto-organisation. (...) Nous sommes pour un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs (...)* », dont vous donnez ensuite le caractère de rupture fondamentale avec le capitalisme comme programme. Certes, nous avons bien comme vous comme objectif la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, seul à même de s'attaquer résolument au capitalisme, et qui ne saurait être confondu avec un gouvernement du

PCF, du PS, comprenant éventuellement un peu de LCR, LO etc., et sans doute aussi quelques débris d'organisations bourgeoises, comme le gouvernement de Lula en donne un bon exemple. Parvenir à un tel gouvernement ouvrier implique bien entendu la mobilisation révolutionnaire des masses et l'intervention, sinon d'un parti révolutionnaire, d'une organisation révolutionnaire le construisant, pour permettre aux masses de submerger jusqu'au bout les obstacles des vieilles directions traîtres.

Je pense bien entendu que vous savez tout cela comme nous. Mais en attendant, quel pont, quelle transition, faut-il avancer comme perspective gouvernementale, pour aller vers le gouvernement ouvrier ? Nous pensons que la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières unies est indispensable. Évidemment, cela pose plusieurs questions : ce sont des traîtres, des défenseurs du capitalisme et de la bourgeoisie, ils l'ont maintes fois prouvé, etc. Et ceci est parfaitement exact. Mais à défaut d'un parti révolutionnaire construit, reconnu par une fraction significative par la classe ouvrière et la jeunesse, celles-ci ne disposent d'aucun autre instrument pour s'opposer à la bourgeoisie que leurs vieilles organisations qui les ont trahies et les trahiront encore. Pour nous, résoudre positivement cette contradiction, nécessite de revenir à la tactique (et non stratégie comme trop longtemps entendu dans l'OCI et le PCI) de front unique développée par Lénine et Trotsky dans le cours de la révolution russe, qui n'avaient aucune illusion sur la nature des mencheviks et des SR, pas plus

que nous n'en avons aujourd'hui sur le PC et le PS, sans parler de la LCR etc.

Cela implique également obligatoirement d'avancer en même temps le programme que devrait appliquer un tel gouvernement, sous forme des revendications transitoires, comme l'abrogation de toutes les mesures réactionnaires prises par les précédents gouvernements (retraite, Sécu etc.), l'interdiction de tous licenciements, l'échelle mobile des salaires... qui, toutes, convergent vers la nécessité de s'attaquer résolument au capitalisme. Programme dont naturellement ni le PC ni le PS n'ont la moindre envie. Mais c'est dans ce mouvement que peut se construire l'organisation révolutionnaire et les masses submerger les appareils et constituer leur gouvernement.

Il y a sans doute entre nous une divergence importante sur la question du PS. Sauf erreur de ma part, vous considérez le PS comme une organisation bourgeoise, alors que pour nous, c'est toujours une organisation ouvrière bourgeoise. Ceci n'implique pas que le PS d'aujourd'hui ait les mêmes liens avec la classe ouvrière que la SFIO des années 30, ou même le PS du congrès d'Épinay. Mais cela reste une organisation dont la classe tente de se servir, malgré sa direction et même parfois contre sa direction. C'est parce que c'est encore un parti ouvrier bourgeois qu'il est aujourd'hui dans une crise très importante, parce que s'y est réfracté contre Hollande et consorts le combat de la classe ouvrière pour le vote non, pour chasser Chirac.

Je ne développe pas plus, par manque de temps. Nous ne prétendons pas détenir la vérité, ni être les gardiens du temple, ni être les seuls par qui le parti révolutionnaire sera construit. La faillite du combat pour reconstruire la IV^e Internationale entraînée par l'abandon de ce combat par la direction du PCI a détruit de très nombreux militants, obscurci les perspectives du combat, laissé des groupes épars de militants cherchant à continuer le combat pour construire un parti révolutionnaire et une Internationale ouvrière révolutionnaire.

Nous sommes prêts à discuter sans esprit de polémique inutile de ce qui nous rapproche comme de nos divergences, de ce qu'il est possible d'avancer en commun. Vous pouvez donc, si vous le souhaitez, prendre contact avec moi, pour envisager ensemble les formes et modalités qu'une telle discussion pourrait prendre. (...)

Salutations trotskystes

Étienne,
pour la Fraction publique

Réponse du Groupe CRI

Au camarade Étienne, à la fraction publique de CPS

Cher camarade,

Les camarades du Groupe CRI et moi-même te remercions pour le message que tu nous as adressé le 10 juin au nom de la Fraction publique de CPS. Nous répondons bien volontiers au souhait que tu y exprimes d'engager la discussion et pour cela, si tes camarades et toi en êtes d'accord, de trouver une date pour une rencontre prochaine. Nous le faisons d'autant plus volontiers que tu évoques dans ce courrier des positions que nous partageons pour l'essentiel. Il nous paraît important de mener ce type d'échanges, comme tu le dis, sans polémique gratuite, sur la base de nos textes respectifs, tant sur les questions programmatiques que sur l'analyse de la situation et la tactique à mettre en œuvre dans la lutte de classe aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de répondre ici à l'ensemble des questions et problèmes que tu soulèves, mais d'évoquer brièvement trois aspects : 1) celui du front unique et du gouvernement ouvrier ; 2) celui de la nature du PS ; 3) celui de la manifestation nationale pour chasser Chirac et l'Assemblée.

1) Nous te rejoignons tout à fait sur la question du pont, de la transition à construire, sans perdre de vue le « véritable gouvernement ouvrier » qui s'inscrira dans une logique révolutionnaire. C'est pourquoi la perspective immédiate que nous avons développée dans notre 4-pages et notre tract, suite à la victoire du « non » de classe le 29 mai, est celle d'un gouvernement « au service des travailleurs », composé des organisations ouvrières dans lesquelles, aujourd'hui encore, se reconnaît une bonne partie des travailleurs (syndicats ouvriers, PC, LO, LCR, PT, et certains groupements ayant exprimé leur rejet de la Constitution dans la gauche du PS). C'est un gouvernement qui devrait abroger toutes les contre-réformes et lois anti-ouvrières prises par les gouvernements de droite comme de gauche, et non pas les seules contre-réformes post-2002. Nous ne le concevons donc pas comme un gouvernement « des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs » (nous faisons expressément la distinction dans notre 4-pages et notre tract), mais précisément comme un gouvernement de transition, qui pose directement la question du front unique.

En effet, il s'agit de s'adresser aux forces du mouvement ouvrier pour, dans les circonstances précises ouvertes par le 29 mai, les placer devant leurs responsabilités. Puisqu'il est désormais avéré aux yeux des masses et notamment de la classe ouvrière que ni Chirac, ni l'Assemblée ne sont légitimes, et puisque cette défaite électorale intervient après ce que nous avons analysé comme un regain de la lutte de classe depuis le début de l'année, la question du pouvoir est clairement posée. Comme toi, nous savons que les Buffet, Thibault et autres Mailly n'ont cessé et ne cesseront de trahir la classe ouvrière. Mais la tactique du front unique implique et même a pour objectif essentiel de dévoiler aux yeux des

travailleurs la trahison des bureaucrates. Nous savons également que les dirigeants de la LCR, de LO et du PT ne sont pas prêts à poser aujourd'hui cette question du pouvoir et s'en tiennent dans les faits à un programme réformiste. Mais là encore, c'est l'occasion de faire la preuve de l'opportunisme des uns et du sectarisme des autres. Et c'est au total aider les travailleurs à prendre conscience de la nécessité du combat contre les bureaucrates, y compris au sein des organisations « trotskystes » que nous considérons comme centristes-sclérosées. Comme l'écrivait Trotsky, il s'agit bel et bien de « compromettre les dirigeants capitulards aux yeux des ouvriers, et par là, d'augmenter la combativité de ces derniers », de « séparer ceux qui veulent lutter de ceux qui ne le veulent pas » ; il s'agit d'engager une vraie lutte, avec des objectifs clairement anticapitalistes et révolutionnaires. Un gouvernement des organisations ouvrières telles qu'elles se présentent actuellement devrait être débordé par les masses, pour aller vers un gouvernement des travailleurs eux-mêmes (soviets).

Sur cette question du front unique, il semble que nous soyons d'accord. Cependant, nous pensons qu'il ne faut pas se contenter de cette exigence adressée aux organisations ; il faut aussi, de manière indissociable, faire de l'agitation pour l'auto-organisation des travailleurs, par des AG, des collectifs de lutte et des comités de grève. Le front unique a cet autre objectif fondamental : permettre aux travailleurs de s'organiser et de lutter par eux-mêmes. De ce point de vue, nous regrettons que vous ne mentionniez pas cet aspect décisif de la lutte et de l'organisation de classe dans votre tract.

2) En revanche, nous ne sommes pas d'accord avec vous sur les frontières de ce front unique, car nous ne considérons pas le PS comme une organisation ouvrière-bourgeoise, mais comme un parti purement bourgeois. Un parti ouvrier-bourgeois est un parti qui a encore dans son programme une perspective officiellement socialiste, défendant les intérêts des travailleurs, même s'il ne brandit ce programme que les jours de fête. Même le PS d'Épinay affichait encore pour objectif la « rupture avec le capitalisme ». Or il n'en reste pas une trace aujourd'hui. Le programme qui est en train d'être concocté pour 2007 est ouvertement et purement capitaliste. De plus, si l'on se place du point de vue des liens du PS avec les organisations syndicales, on s'aperçoit qu'ils se restreignent à une partie de la CFDT (syndicat ouvertement collaborateur du gouvernement), au secteur le plus ouvertement collaborateur de FO, à l'UNSA (organisation non seulement très petite, mais surtout dont le caractère « ouvrier » est douteux), et à l'UNEF (coquille vide que nous ne considérons pas comme un véritable syndicat ; cf. à ce sujet Le CRI des travailleurs n° 5-6 de juin-juillet 2003).

Quant à l'idée selon laquelle, ainsi que tu l'écris, « *la classe tente[rait] de [se] servir* » du PS, même si elle était juste, elle n'impliquerait pas nécessairement le caractère ouvrier de ce parti. Que l'on songe au parti justicialiste en Argentine ou au parti démocrate aux États-Unis : ils continuent de recevoir les suffrages d'une partie importante de la classe ouvrière, et pourtant jamais ils n'ont été des partis ouvriers-bourgeois. Mais en réalité ni l'électorat, ni *a fortiori* les adhérents du PS ne se trouvent dans la classe ouvrière. Ce sont essentiellement des bourgeois « de gauche » et des cadres et, en ce qui concerne les membres travailleurs, ils appartiennent aux fractions supérieures du salariat, tels que les enseignants : 80 % des adhérents du PS (soit autant que dans le parti bourgeois des Verts) appartiennent aux catégories moyennes et supérieures (source : Florence Joshua, *Cahiers du CEVIPOF*, citée par *Critique communiste* n° 175). Dès lors, pour nous, demander au PS de « se porter candidat au pouvoir », c'est proposer aux travailleurs de mettre en place un autre gouvernement bourgeois, dans le cadre d'une alternance servant à relancer les contre-réformes après avoir usé les gouvernements Raffarin, puis Villepin. C'est là certainement une divergence majeure entre nous.

À la limite, on peut considérer qu'il reste au sein du PS des sortes de néo-sociaux-démocrates, des réformistes de type « ouvriers-bourgeois », caractérisés notamment par leurs références plus ou moins claires à la défense des salariés et par leurs positions syndicales, comme par exemple, en partie, l'ex-courant Nouveau monde ou celui de Marc Dolez. Par contre, ces gens-là se montrent clairement partisans du capitalisme en général (qu'ils voudraient simplement réguler) et de « leur » propre impérialisme en particulier

(de l'impérialisme français et d'un impérialisme européen qui existe selon nous à l'état tendanciel). Néanmoins, nous considérons que la campagne de Nouveau monde et de Forces militantes pour un « Non socialiste » à la « Constitution » européenne, en rupture avec la direction du PS sur ce point, et l'audience de cette campagne, autorisent à ne pas leur fermer la porte d'un front unique incluant tous ceux qui ont combattu pour le « non » de gauche.

3) En ce qui concerne l'objectif d'une manifestation nationale pour chasser Chirac et l'Assemblée, nous nous trouvons d'accord aujourd'hui. Notre divergence réside dans le fait que vous mettez en avant cet objectif de manière systématique, quels que soient le niveau de la lutte de classe et la situation objective. Pour notre part, nous avons décidé de le proposer en raison des circonstances politiques actuelles, qui modifient selon nous le rapport des forces. En outre, nous considérons que c'est bel et bien à l'Élysée qu'il faut aller, puisque c'est avant tout Chirac qu'il faut chasser. L'Assemblée ne doit pas être une cible prioritaire : Chirac aurait bien pu, ou pourrait bien, la dissoudre, mais ce serait alors dans la simple perspective d'une nouvelle cohabitation, qui ne changerait rien politiquement pour les travailleurs.

Nous exigeons que l'ensemble des forces du « Non de gauche » et d'extrême gauche convoquent cette manifestation. Mais nous savons bien, et tous les travailleurs constatent, qu'elles refusent de le faire, pour couvrir Chirac et attendre 2007. C'est pourquoi nous sommes pour commencer par rassembler les forces politiques qui se sont quant à elles déjà prononcées pour chasser Chirac et l'Assemblée (la LCR et les petits groupes comme la Nouvelle Gauche Communiste,

La Commune, le regroupement autour de la *Lettre de Liaisons* et du Club République sociale, les groupes CPS, le Groupe CRI...). Elles pourraient en effet prendre ensemble une initiative commune pour populariser l'objectif de la manifestation nationale. En particulier, les groupes qui se sont prononcés pour une telle manifestation, comme le vôtre, le nôtre et quelques autres, ont selon nous la responsabilité de se rassembler sans attendre sur cette question : même s'il s'agit de petits groupes, ce serait à nos yeux une initiative politique juste, qui pourrait rencontrer un certain écho parmi les travailleurs, les aidant ainsi à faire pression sur les organisations du mouvement ouvrier. De plus, cela permettrait de dénoncer de manière plus efficace l'inconséquence de ceux qui disent vouloir virer Chirac mais ne font rien dans ce but, comme par exemple la LCR qui ne prend aucune initiative en ce sens et ne se bat pas sur son orientation officielle au sein des collectifs pour le Non, sous prétexte d'« unité » et de « consensus » avec les réformistes.

Enfin, bien sûr, la construction d'un parti révolutionnaire demeure une priorité car, comme tu le soulignes, seul un tel parti sera à même de donner à la classe ouvrière un instrument lui permettant de s'organiser pour remporter des victoires, jusqu'au renversement du système capitaliste. Et c'est aussi dans la perspective de la construction de ce parti que nous souhaitons mener avec vous cette discussion. (...)

Avec mes salutations trotskystes,

Laura Fonteyn,
après discussion collective,
pour le Groupe CRI

APRÈS LE SOMMET DU G8...

À BAS LA DETTE IMPÉRIALISTE QUI ÉCRASE LES PAYS DOMINÉS !

Lors du dernier sommet du G8 en juillet 2005, les dirigeants des principaux pays impérialistes ont annoncé officiellement une décision prise lors de la réunion des ministres des finances de ces mêmes pays le 11 juin, et qualifiée d'historique : une annulation de la dette des pays les plus pauvres. Qu'en est-il exactement ?

Les dirigeants du G8 se sont engagés à l'annulation totale de la dette multilatérale de 18 pays pauvres très endettés (PPTE)¹ envers la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Africaine de Développement (BAD)². Neuf autres PPTE³ devraient

bénéficier de cette annulation dans les 18 prochains mois.

La première chose à noter est que cette mesure, malgré son ampleur apparente, est en fait marginale. Les seuls pays concernés sont en effet ceux dont la situation économique et l'endettement sont tellement catastrophiques qu'ils sont de toute manière quasiment en situation d'insolvabilité (les experts des organismes prêteurs parlent de « dette non économiquement viable » quand les rapports dette/exportations et dette/revenu deviennent trop énormes). Ce sont donc 40 milliards de dollars qui sont en jeu, ce qui

est bien sûr énorme pour les pays en question, mais ne représente qu'une petite partie des 450 milliards de dollars « dus » par l'ensemble des pays pauvres aux organismes multilatéraux (Banque mondiale, FMI, BAD...), et encore plus infime en comparaison de la dette totale de 2550 milliards de dollars, quand on ajoute à la dette multilatérale la dette bilatérale (due aux autres États) et la dette privée (due aux banques privées⁴). Il faut aussi noter que les pays concernés sont précisément ceux qui ont déjà « bénéficié » de l'« initiative PPTE », qui consistait en

¹ Bénin, Bolivie, Burkina-Faso, Éthiopie, Ghana, Guyane, Honduras, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Zambie.

² Cette décision doit être confirmée au cours du mois de septembre par les instances de ces organismes, de toute façon dominées par les pays du G8.

³ Cameroun, République Démocratique du Congo, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Malawi, Sao Tomé et Príncipe, Sierra Léone et Tchad.

⁴ Les pays concernés par la décision du G8 ont en général une dette privée négligeable : leur insolvabilité fait qu'ils n'ont pas accès à ce marché de crédits. Ce n'est pas le cas des pays dont la situation est (ou a été) à peine moins dramatique (comme le Côte d'Ivoire, où la dette privée représente 35 % de la dette totale), qui ont accès au crédit privé, mais à des taux très désavantageux.

une prétendue réduction de la dette bilatérale des pays dont la dette était jugée insoutenable. En fait, il ne s'agissait pas d'une réduction, même partielle, du *stock* de la dette, mais d'une aide quant au *service* de la dette (dons pour financer le service annuel de la dette ou remise d'intérêts). De plus, cette aide avait pour condition toute une série de réformes et de restructurations de l'économie dans les pays en question, dont le contenu était invariablement catastrophique pour les populations, mais très bénéfiques pour les entreprises impérialistes (privatisations, libéralisation de l'économie, réductions des budgets de la santé et de l'éducation entraînant une augmentation des frais pour les usagers...). Au final, tout comme la période d'application des Programmes d'Ajustement Structurel du FMI a été la période où les pays pauvres se sont le plus endettés, les 27 pays « bénéficiaires » de l'initiative PPTE ont vu le service annuel de leur dette *augmenter* de 2003 à 2005.

L'autre infamie quant à cette décision du G8 est l'extrême lenteur de son application. Cette annulation du stock de la dette doit en effet prendre la forme d'une annulation année après année sur une durée de 40 ans ! L'« effort » prévu de la part des prêteurs (les organismes multilatéraux, remboursés par des cotisations additionnelles de leurs États membres) ne s'élève donc qu'à 1,4 milliard de dollars annuels (que l'on peut comparer par exemple aux 700 milliards de dollars de budget militaire annuel pour les pays du G8). Cette lenteur du processus, et ce processus d'annulation lui-même, vont permettre aux impérialistes de garder sous leur coupe les économies des pays les plus pauvres, ce qui a été la fonction principale de la dette ces dernières décennies. En effet, chaque dollar d'aide annulé sera compensé par une diminution d'un dollar de l'aide versée au pays en question (mais continuera à apparaître dans les statistiques de l'aide au développement des généreux pays impérialistes, pour faire bonne figure). Cette aide ne sera ensuite reversée au pays pauvre que s'il remplit certaines conditions, censées garantir la lutte contre la pauvreté, mais dont on connaît en réalité le contenu favorable aux impérialistes. Dans le cas contraire (et même si une aide est versée, étant donné le poids du service de la dette toujours considérable pendant 40 ans), la spirale de l'endettement reprendra de plus belle.

Et les organisations ouvrières ?

Afin de propager l'idée que les dirigeants impérialistes se soucient, même de manière insuffisante, du sort des populations des pays pauvres, ceux-ci ont besoin de la participation d'organisations qui, tout en étant critique vis-à-vis des décisions du G8, lui reconnaissent une légitimité et font comme s'il avait objectif de réduire la pauvreté. C'est le cas des nombreuses Organisations Non Gouvernementales, d'obédience religieuse ou non, qui reprennent à leur compte le mythe des Objectifs de Développements du

Millénaire (ODM) de l'ONU, liste de vœux pieux édictée en 2000 dans le but officiel de réduire la pauvreté d'ici 2015, et qui regrettent que la récente décision du G8 sera insuffisante pour atteindre ces objectifs, comme si l'on pouvait s'attendre au contraire. Malheureusement, des organisations syndicales, censées représenter les intérêts des travailleurs, s'intègrent elles aussi à cette mascarade, et font valoir qu'elles sont des partenaires incontournables pour réduire la pauvreté, côte à côte avec les rapaces impérialistes. C'est le sens de la déclaration faite en juillet 2005 par la Commission Syndicale Consultative (CSC) auprès de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE), et préparée en collaboration avec diverses bureaucraties syndicales (la Confédération Internationale des Syndicats Libres, la Confédération Mondiale du Travail, la Confédération Européenne des Syndicats et les Fédérations Syndicales Internationales). Ainsi, ces syndicats « saluent le choix des dirigeants du G8 de concentrer le Sommet de Gleneagles sur deux priorités : accélérer le développement, particulièrement en Afrique, et faire face au changement climatique ». Le président de la centrale syndicale américaine AFL-CIO, qui se trouve aussi à la tête de la CSC, affirme même explicitement : « *Nous soutenons l'action du G8 de réduction de la dette et d'augmentation de l'aide et nous sommes encouragés par le fait que le Premier Ministre Blair reconnaisse que nous devrions prendre part à la solution face aux problèmes de chômage de masse, de pauvreté et de changements climatiques.* » (Communiqué de la CSC, 28 juin 2005.)

Les bureaucraties syndicales des pays impérialistes se font fort d'avoir noué des relations avec les syndicats des pays dominés (ce qui est la moindre des choses), mais au lieu de mener une lutte de classe indépendante de leur propre impérialisme, ils reconnaissent la légitimité de sa domination. Ainsi la déclaration de la CSC se montre-t-elle certes critique envers les conditions économiques avancées par le G8 pour que les pays pauvres voient leur dette allégée ; mais, alors que la seule exigence à avancer est l'annulation *inconditionnelle* de la dette, elle demande aux dirigeants du G8 d'annuler la dette des pays qui s'engagent à lutter contre la pauvreté. Au prétexte que les dictatures fleurissent en Afrique (au service, en fait, des grandes puissances), les dirigeants impérialistes auraient le droit de classer les bons et les mauvais élèves avant de faire preuve de leur générosité. On reconnaît ainsi au gouvernement français, par exemple, non seulement le droit de soutenir la dictature d'Eyadéma au Togo, mais encore celui de dire si ce pays a le droit de voir sa dette allégée !

Dans nos organisations ouvrières, il faut au contraire expliquer que nos bourgeoisies impérialistes n'ont pas deux faces, avec d'un côté des attaques contre les travailleurs à l'intérieur et de l'autre une prétendue générosité envers les pays

pauvres. Les dirigeants impérialistes sont l'arme politique de la bourgeoisie, à l'intérieur comme à l'extérieur ; les classes ouvrières des pays impérialistes doivent être en première ligne du combat contre l'exploitation des pays dominés par « leur » bourgeoisie, sous le mot d'ordre :

Annulation de la dette des pays pauvres, totale et inconditionnelle !

Dans les pays dominés, le remboursement de la dette marque l'acceptation de la domination impérialiste. Cela ne semble pourtant pas évident pour certains, même lorsqu'ils se réclament du communisme révolutionnaire. Ainsi, dans le numéro du 5 juillet 2005 de *Pouvoir au travailleurs*, l'organe de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes (UATCI), l'organisation sœur de Lutte Ouvrière en Afrique, on trouve cette banalité : « *Ce n'est pas la dette des pays pauvres qui est responsable de la misère mais le capitalisme.* » Le but de ce slogan est, selon l'article en question, de s'opposer à la petite bourgeoisie africaine qui explique que l'Afrique ne peut pas se développer tant que les pays riches n'auront pas annulé cette dette. Mais une chose est de dire que l'annulation de la dette ne *suffira* pas au développement des pays pauvres, dans la mesure où celui-ci suppose en dernière analyse la révolution et le socialisme ; autre chose est de faire croire que le mot d'ordre de refus de la dette serait en lui-même petit-bourgeois, comme le suggère l'UATCI. En fait, cette dernière position est celle d'un gauchisme incapable de comprendre la nécessité des mots d'ordre *transitoires* pour la mobilisation des masses.

De ce point de vue, l'alliance des organisations ouvrières avec *toutes* les forces qui se prononcent pour le refus de payer la dette est non seulement permise, mais c'est même une nécessité tactique impérieuse : il est indispensable, dans les pays victimes de la dette, de se battre pour un *front unique anti-impérialiste*, sur l'axe central suivant :

Non à la domination impérialiste, refus de payer la dette !

Les communistes révolutionnaires d'Afrique, comme de tous les autres continents, n'ont pas d'illusions à nourrir en ce qui concerne les fractions nationalistes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, dont ils combattent le programme politique et dont ils dénoncent l'incapacité à aller jusqu'au bout de la rupture avec l'impérialisme, car cela implique le socialisme. Cependant, dans tous les pays dominés, ce serait criminel de ne pas lutter pour un front commun contre les puissances impérialistes, car les masses populaires, majoritairement non prolétariennes le plus souvent, font souvent confiance aux organisations nationalistes, qu'il faut donc contraindre à lutter réellement contre l'impérialisme, sous peine d'être démasquées. En même temps, les communistes révolutionnaires doivent

BOLIVIE

PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION BOLIVIENNE

Depuis les manifestations de masses, barrages de routes et affrontements entre les travailleurs et l'armée en octobre 2003, qui avaient conduit au renversement et à la fuite d'un président élu un an à peine après son arrivée au pouvoir, une relative accalmie avait dominé la situation de la Bolivie en 2004. Mais, cette année, une nouvelle vague de lutte politique de masse a submergé le pays, culminant en juin dans le blocage du pays pendant trois semaines, et conduisant de nouveau à la chute du président, Mesa, moins de deux ans après son arrivée au pouvoir.

La situation ainsi ouverte est manifestement révolutionnaire. Ces événements sont donc d'une exceptionnelle importance, car une victoire du prolétariat et de la paysannerie sur l'impérialisme et la bourgeoisie, la mise en place d'un gouvernement basé sur l'auto-organisation des exploités et des

opprimés de la ville et de la campagne, ouvrant la voie à une transformation du pays orientée vers le socialisme, modifieraient profondément les rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale et en Amérique Latine en particulier. Cela donnerait à nouveau chair, à une échelle de masse, à la perspective du communisme comme alternative au capitalisme et à sa barbarie ; perspective qui, dans ces trente dernières années d'offensives bourgeoises et de crise du mouvement ouvrier, n'a été maintenue contre le courant que par de petites organisations de plus en plus isolées, tandis que les organisations du trotskysme officiel suivaient un cours toujours plus révisionniste. La montée révolutionnaire en Bolivie est donc également une preuve vivante de la validité des conceptions et de l'orientation de toutes ces organisations qui se revendiquent du

trotskysme, du combat pour construire ou reconstruire la IVe Internationale.

C'est pourquoi nous nous efforçons ici, en essayant d'éviter l'impressionnisme bien peu marxiste, mais si répandu, de proposer une orientation politique sur la base d'une analyse matérialiste de la situation, des rapports de force et des problèmes centraux de la révolution bolivienne. Cet article ne vise en ce sens pas simplement à essayer de porter à la connaissance de nos lecteurs les principaux événements boliviens, sciemment passés sous silence ou déformés par la presse bourgeoise, et largement ignorés ou minimisés par la presse d'extrême gauche, mais nous souhaitons également contribuer à ouvrir le débat sur ces questions brûlantes entre les militants et groupes partisans de la révolution prolétarienne.

Économie et société

Éléments généraux

La structure économique et sociale actuelle de la Bolivie reflète la place que ce pays occupe dans les rapports économiques et politiques capitalistes à l'échelle mondiale, produit du développement inégal et combiné spécifique qu'elle a connu¹. À ce jour, la

¹ Il est extrêmement difficile de se procurer des informations précises et fiables sur les événements politiques majeurs qui ont lieu en Bolivie actuellement. Expression de son farouche national-trotskysme (centrisme), le POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire) bolivien dirigé par Guillermo Lora n'apporte aucun soin à diffuser à l'étranger des informations sur la situation et sur sa politique (son site web n'a pas été actualisé depuis plus d'un an, il est à notre connaissance impossible de se procurer sa presse depuis l'étranger). Cet article doit donc beaucoup au remarquable travail d'analyse économique, sociale et politique marxiste réalisé par la LOR-CI (Ligue Ouvrière Révolutionnaire - *Cuarta Internacional*), section bolivienne de la FTQI, notamment au n° 1 de *La Revista de los Andes*, ainsi que divers articles parus dans les publications de la FTQI. Même si l'on peut avoir des divergences sur certains aspects de la politique proposée par cette organisation (comme l'attitude à prendre face à la question de la Constituante), il est manifeste que c'est actuellement le groupe le plus sérieux et le plus solide se revendiquant du marxisme en Bolivie. Outre cette source centrale, ont également été

Bolivie reste encore le pays le plus pauvre d'Amérique Latine : son PIB s'élève à environ 8 milliards de dollars².

L'industrie est très peu développée : elle produit certes au total 33 % de la valeur du PIB, mais les seuls transports et communications en produisent près de 10 %, l'extraction minière (désormais dominée par l'étain) 8 %, tandis que l'exploitation du pétrole, du gaz et l'eau ne

utilisés la déclaration sur la Bolivie publiée par feu le « Collectif pour une conférence internationale des trotskys de principe et des organisations ouvrières révolutionnaires » formé en 2003 par la LOI-CI (Argentine), le Groupe bolchevik (France), le CWG (Nouvelle-Zélande), Lucha Marxista (Pérou) et le GOI (Chili) ; les articles publiés dans *Masas*, journal du CC-POR (Comité Constructeur du Parti Ouvrier Révolutionnaire) argentin, n° 185-188 qui restent généraux mais dégagent bien la dynamique de la situation ; l'article publié dans le n° 1 de la revue de *Socialismo Revolucionario* (janvier 2005) ; les articles publiés dans *En défense du marxisme*, revue théoriques du PO (Parti Ouvrier) argentin, n° 32 ; les textes de la LOI-CI d'Argentine ; et enfin diverses sources statistiques et économiques bourgeoises.

² À titre de comparaison, le PIB des États-Unis s'élève à 10 500 milliards de dollars, celui du Japon à 4000, celui de l'Allemagne à 2000, celui de la France à 1450, celui de la Chine à 1250, celui de l'Argentine à 100, celui de la Roumanie à 42 et celui de la Côte d'Ivoire à 12. Tous les chiffres indiqués sont arrondis.

pèse que pour 3 %. Les autres principales activités industrielles sont celles du bois, des cuirs et peaux et l'agroalimentaire. L'industrie manufacturière employait en 1997 environ 400 000 ouvriers, dont près de 38 % travaillaient dans de tout petits établissements (de 1 à 4 salariés), tandis que 100 000 travaillaient dans la construction et 60 000 dans les mines.

L'agriculture présente une structure très contrastée, produit de l'incapacité des classes dominantes, à l'époque de l'impérialisme, à assurer un développement sur le modèle des premiers pays capitalistes. La faiblesse de l'industrie et la domination de la grande propriété latifundiaire ont empêché une modernisation globale de l'agriculture, et les paysans poussés à l'exode rural reviennent souvent à la campagne faute de travail dans les villes. L'agriculture bolivienne est donc partagée entre une agriculture de subsistance, pratiquée par la majorité des paysans indiens, et une agriculture moderne tournée vers l'exportation, dominée par des trusts agroalimentaires, développée sur des grandes propriétés, notamment dans la région de Santa Cruz, où le climat permet de réaliser deux récoltes par an. Les principales productions agricoles sont le soja, la canne à sucre, les châtaignes et la coca. Dans l'industrie comme dans

l'agriculture, le poids du capital étranger est déterminant

Sur une population active de 3,7 millions, on compte approximativement 1,5 million d'actifs dans l'agriculture, 2,2 millions de salariés dont environ 0,8 million dans le secteur manufacturier. Cette combinaison d'un faible développement capitaliste avec un pillage réalisé par le capital financier (une grande part de la plus-value produite en Bolivie est accumulée dans les pays impérialistes par l'intermédiaire du rapatriement des bénéfices et du service de la dette), explique que la population soit très pauvre : le PIB par tête moyen s'élève à moins de 1000 dollars par an, soit moins de 3 dollars par jour¹. Si l'on dépasse la première vue d'ensemble, on s'aperçoit que plus de 70 % des Boliviens vivent en dessous du seuil de pauvreté tel qu'il est défini par l'ONU, soit moins de 1 dollar par jour ; à l'opposé, les 10 % les plus riches consomment 33 % des marchandises vendues chaque année.

Le retard et la faiblesse du développement capitaliste ont donné naissance à une bourgeoisie nationale numériquement et matériellement faible, aussi bien vis-à-vis des prolétaires, des paysans et de la petite bourgeoisie urbaine, que face à l'impérialisme, dont elle dépend très profondément sur le plan financier, industriel, technique et militaire. Cela a été et cela reste – sous une forme renouvelée – la base matérielle de l'extrême instabilité politique du pays, dans lequel les masses, organisées autour d'une classe ouvrière au poids numériquement important (près 25 % de la population active en ne comptant que le secteur manufacturier) et économiquement décisif et aux traditions de lutte profondément ancrées, et d'une paysannerie indienne pauvre doublement opprimée (comme petits paysans et comme Indiens), ont acquis une tradition de lutte importante. De plus, c'est l'un des rares pays où le trotskysme a connu une audience de masse après la Seconde Guerre mondiale, qui laisse encore aujourd'hui ses traces. Mais ce sont évidemment les deux révolutions boliviennes avortées de 1952 et 1971 qui ont le plus profondément marqué les rapports politiques dans le pays.

Les contre-réformes économiques des années 1980-1990

Dans le contexte de l'offensive générale du capital international contre les acquis des travailleurs à partir de la fin des années 1970, la défaite de la nouvelle ascension des masses du début des années 1980 a permis à la bourgeoisie bolivienne de mener à bien les réformes exigées par le capital financier, qui ont conduit à une profonde transformation de la structure économique du pays et des rapports sociaux. Cette politique, menée de façon continue, quels que soient les partis au

pouvoir², a consisté dans un premier temps en l'adoption d'une politique macro-économique globalement « orthodoxe », c'est-à-dire jugée par les experts de l'époque conforme aux intérêts du capital financier : politique monétaire restrictive, libération des prix, baisse des impôts pour les riches, etc., combinée à une mesure « hétérodoxe », à savoir un répit dans le paiement de la dette, réalisé sous la présidence de Paz Estenssoro (MNR, Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, ancien parti petit-bourgeois qui avait servi à canaliser la révolution en 1952, devenu un parti purement bourgeois). Dans une deuxième phase, les six principaux monopoles publics ont été privatisés : le pétrole et le gaz (YPFB), l'électricité (ENDE), les télécommunications (ENTEL), les mines d'étain et d'antimoine (EMV), les chemins de fer (ENFE) et la compagnie aérienne (LAB). Cette politique dite de « capitalisation » (privatisation) a accru de façon considérable la dépendance du pays et de la bourgeoisie bolivienne par rapport au capital financier. L'exploitation des mines est passée sous le contrôle du capital impérialiste, a perdu de son importance relative dans l'économie du pays, tout en étant restructurée. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont été licenciés de la compagnie nationale. Une partie de ces mineurs travaille aujourd'hui dans le cadre de coopératives, où le degré d'exploitation est encore plus terrible qu'auparavant, parce que les coopératives ne disposent pas des moyens d'investir pour rester compétitives sur le marché mondial et ne peuvent tenir qu'en écrasant salaires et conditions de travail ou – ce qui n'est que l'autre expression du même phénomène –, elles fonctionnent selon des contrats de service signés avec des compagnies étrangères, qui se trouvent en position de force pour exiger les prix les plus bas possibles. L'autonomie formelle des coopératives minières ne change rien à leur subordination aux lois du capital, ici la loi qui veut que les grands capitalistes écrasent les petits. Corrélativement, les mineurs et leur syndicat, qui formaient le cœur du prolétariat bolivien, ont perdu leur homogénéité et leur poids politique a reculé.

Les années 1990 ont vu une accélération de la politique de contre-réformes agraires, menée à bien

² Se sont ainsi succédé à la présidence de la République Paz Estenssoro (MNR) soutenu par le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, parti bourgeois) de 1985 à 1989, puis Paz Zamora (MIR) soutenu par l'ADN (Action Démocratique Nationaliste) du général Banzer (auteur d'un coup d'État contre la montée révolutionnaire en 1971, dictateur de 1971 à 1977) de 1989 à 1993, puis Gonzalo Sanchez de Lozada dit « Goni » (MNR) de 1993 à 1997, puis Banzer de l'ADN de 1997 à 2000, qui ne put finir son mandat en raison de problèmes de santé, remplacé par le vice-président Quiroga (ADN), enfin de nouveau Goni à partir de 2002. La continuité de la politique menée est clairement exposée par le *Bureau of Public Affairs, US Department of State* à l'adresse <<http://www.state.gov>> dans la rubrique correspondante.

notamment par Gonzalo Sanchez de Lozada (MNR), dit « Goni », lors de son premier mandat présidentiel, selon les intérêts des grandes multinationales du secteur, alliées aux grands propriétaires fonciers. Il s'agissait de reprendre des terres aux paysans, pour y développer des cultures extensives, tournées vers l'exportation. Les masses paysannes, acculées à la misère par la faiblesse des rendements de leur agriculture de subsistance, n'avaient d'autre choix que de résister de toutes leurs forces à la brutale offensive, menée à coups de fusil par des bandes paramilitaires, appuyées par l'armée et la police. C'est ce qui a contribué à un puissant processus de lutte et d'organisation des cultivateurs de coca dans des syndicats et des petits paysans indiens en général, regroupés dans la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs de la Campagne de Bolivie (CSUTCB). Pour faire face aux troupes spéciales de l'armée comme aux milices des grands propriétaires chargés de faire appliquer les « réformes », les paysans ont dû constituer leurs propres milices armées. Ce processus a été renforcé par la poursuite de cette politique sous le prétexte d'éradication de la coca sur injonction de Washington, alors que cette production est l'une des seules permettant aux paysans de survivre. Le conflit s'est particulièrement aiguïté sous la dernière présidence de Banzer (1997-2000) qui n'a reculé devant rien pour atteindre l'objectif, sans pour autant y parvenir.

Enfin, si les privatisations ont donné naissance à une bourgeoisie urbaine dans les villes de l'axe La Paz-Cochabamba-Santa Cruz, la crise économique, à partir de 1999-2000, réduisant le marché intérieur, a frappé de plein fouet la petite bourgeoisie des villes.

Un pays potentiellement riche, mais qui ne pourra se développer sans vaincre l'impérialisme

La pénétration du capital étranger, qui détient les principales entreprises industrielles du pays et notamment le droit d'exploiter les réserves pétrolières et gazières depuis 1996, a conduit, dans un contexte mondial de pénurie d'hydrocarbures et de hausse des cours, à une importante campagne d'exploration, qui a permis de découvrir des gisements importants. Les réserves de gaz de la Bolivie s'élèvent d'ores et déjà, après exploration de seulement 14 % des terres potentiellement riches en hydrocarbures, à 28 milliards de pieds cubiques prouvés et à 53 milliards avec les réserves probables, ce qui fait de la Bolivie le pays disposant de la deuxième plus importante réserve de gaz naturel d'Amérique Latine après le Venezuela. Les experts estiment que la Bolivie pourrait posséder jusqu'à 250 milliards de pieds cubiques de gaz. Le pays détient en outre la cinquième réserve en pétrole du continent, avec 462 millions de barils prouvés, soit quatre fois plus qu'il y a huit ans, et les experts estiment que les découvertes ne sont pas terminées. Les

¹ Pour le PIB par tête, celui des États-Unis s'élève à 37 000 dollars et celui de la France et de l'Allemagne à 24 000 dollars.

trois quarts de ces réserves environ se trouvent dans la province de Tarija et de Santa Cruz, à l'est du pays.

La faiblesse endémique du développement du pays rend la bourgeoisie bolivienne profondément tributaire des pays impérialistes pour l'exploitation de ses richesses naturelles. Elle dépend des gouvernements impérialistes pour le règlement de sa dette extérieure (certes relativement peu élevée, atteignant 60 % du PIB, mais contractée pour environ un tiers directement auprès d'autres États et pour le reste à des banques « pour le développement » contrôlées par les crédateurs impérialistes), pour l'importation de machines, d'ordinateurs et de véhicules, et pour l'investissement de capitaux. Dans les dernières années, la bourgeoisie bolivienne a encore accru sa propre dépendance par sa politique de privatisations. La compagnie nationale de pétrole YPFB a ainsi été divisée en plusieurs entités et vendue à divers groupes impérialistes en 1996 : Petrobras (compagnie pétrolière de l'État brésilien, avec une importante participation du capital américain et européen à hauteur de 35 %), Respol-YPF (société à capital espagnol dominant), Total-Fina Elf (société à capital français dominant) et Chaco SIA (détenue en partie par BP-Shell). Petrobras est même propriétaire d'un gazoduc entre la Bolivie et le Brésil, qui lui permet de faire sortir les quantités souhaitées sans avoir nécessairement à les déclarer, échappant par là à l'impôt (fort modeste) prélevé par l'État bolivien. Les richesses déjà découvertes et probables représentent potentiellement une « mine d'or ». En effet, non seulement les prix du pétrole et du gaz atteignent aujourd'hui des sommets,

mais en outre ces deux matières premières sont à la source de plus de 250 produits dérivés, comme les plastiques, les explosifs, l'énergie thermoélectrique, etc., qui contiennent infiniment plus de valeur ajoutée que les matières premières. En outre, facilement accessible, ces gisements offrent un très haut rendement : le président de Respol a indiqué à plusieurs reprises que son entreprise gagnait dix dollars pour un dollar investi. D'après Víctor H. Sáenz, expert (altermondialiste, selon toute vraisemblance), après renationalisation par l'État bourgeois bolivien de YPFB, et en lui accordant des bénéfices représentant 25 % de son chiffre d'affaire, le litre d'essence ne reviendrait qu'à 2,70 centimes de boliviano (soit 10,8 cents de dollar) contre 3,70 aujourd'hui et 1,50 en 1996 avant la privatisation. Selon ce même spécialiste, les compagnies impérialistes, profitant de leur situation de monopole, vendent la tonne de GPL (Gaz Liquéfié de Pétrole), principal moyen de chauffage et de préparation des aliments en Bolivie, pour 280 dollars sur le marché mondial, contre 320 sur le marché bolivien. Enfin, malgré ses richesses considérables, la Bolivie continue d'importer environ 20 % de sa consommation d'hydrocarbures. Bref, il serait aujourd'hui possible, en utilisant ces richesses du sous-sol, de réaliser un vaste plan de développement du pays, passant par un développement de l'industrie et la mise en place sur cette base d'une agriculture moderne.

Bourgeoisie et prolétariat boliviens

Mais la bourgeoisie bolivienne n'est pas seulement économiquement

dépendante de l'impérialisme, elle lui est plus politiquement soumise — ce qui est dialectiquement lié. Comme le note toujours le même expert, qui raisonne en bourgeois nationaliste conséquent, la nationalisation des ressources en hydrocarbures pourrait permettre de renégocier des contrats plus avantageux avec n'importe quelle compagnie multinationale. Il ajoute que la simple application consciencieuse de l'article 30 de la loi sur les hydrocarbures du très réactionnaire Goni permettrait à l'État bolivien de récupérer légalement (c'est-à-dire sans porter atteinte aux contrats signés) environ 60 % du total des réserves du pays (c'est la concession, dans le cadre de cette loi, de toute l'exploitation des richesses en hydrocarbures du pays à des multinationales contre de ridicules royalties de 18 %, qui ont provoqué les mobilisations conduisant au renversement du président en octobre 2003). Autrement dit, la bourgeoisie bolivienne est incapable de réaliser les tâches élémentaires du développement capitaliste de son pays retardé à l'époque de l'impérialisme. *Seul le prolétariat, qui n'a aucun intérêt commun avec l'impérialisme et rien à perdre à l'affronter jusqu'au bout, est en mesure d'assurer le développement économique du pays et par là de mettre un terme aux souffrances terribles des masses boliviennes (prolétariat, masses urbaines semi-prolétariennes, petite bourgeoisie appauvrie ou ruinée des villes, petite paysannerie, peuples indiens).* Mais il ne pourra le faire sans entraîner derrière lui ces masses opprimées et recevoir l'appui du prolétariat des autres pays d'Amérique Latine et du reste du monde.

Montée et développements de la lutte de classe

Le contexte latino-américain

Les nouveaux développements de la mobilisation des masses qui débouchent aujourd'hui sur une situation révolutionnaire en Bolivie ne peuvent pas être séparés de l'ascension de la lutte de classe et de la recomposition politique en cours du prolétariat dans l'ensemble de l'Amérique Latine. C'est la réponse des travailleurs aux modifications imposées dans la structure économique et les rapports sociaux par l'application brutale des politiques d'ouverture massive au capital financier (dite « néo-libérales ») au cours des années 1980-1990. Les ravages sociaux de ces politiques ont souvent conduit à un affaiblissement politique du prolétariat, avant qu'une recomposition, permettant de forger une nouvelle avant-garde ouvrière, ne commence à se dessiner ; ils ont également suscité un important

processus d'organisation de la paysannerie combative. Ce processus s'est développé à un rythme inégal et s'est exprimé sous des formes différentes selon les pays, en fonction de la combinaison variable des différents facteurs. Mais nul ne peut douter de l'ascension des masses, particulièrement marquée depuis la crise économique de 1997-98. Elle s'est manifestée notamment par l'élection du nationaliste bourgeois Chavez, balayant les partis traditionnels de la bourgeoisie entièrement soumis à l'impérialisme en 1998 et la mise en échec du coup d'État contre Chavez (organisé par les sommets du patronat vénézuélien sous direction de la CIA) par la mobilisation ouvrière et populaire en 2002¹. La montée des masses latino-américaines s'est également manifestée en Argentine par

l'organisation massive des anciens ouvriers licenciés suite aux privatisations, devenus chômeurs (les *piqueteros*), et par la mobilisation faisant tomber cinq présidents en une semaine et ouvrant une crise politique importante en 2001-2002. Elle s'est aussi exprimée par le renversement successif des gouvernements de Bucaram, Mahuad et tout récemment Gutierrez (qui avait été soutenu par une large partie de la « gauche ») en Equateur et par celui de Fujimori au Pérou, par l'arrivée au pouvoir de gouvernements de front populaire préventif au Brésil (élection de Lula en 2003) et en Uruguay (victoire du Frente Amplio en 2004). Bref, il y a globalement une montée de la lutte des masses, même elle est contenue par le nationalisme bourgeois et le réformisme sous des formes et dans une mesure propres à chaque pays. C'est dans ce contexte que s'expliquent les événements de Bolivie

¹ Cf. à ce sujet notre article dans Le CRI des travailleurs n° 14 de septembre-octobre 2004.

qui, par les caractéristiques socio-économiques précédemment mentionnées, acquièrent manifestement le statut du maillon le plus faible de la chaîne capitaliste en Amérique Latine.

Les luttes de l'an 2000 et la semi-insurrection de Cochabamba

Les années 1990 ont été marquées par de puissantes luttes paysannes provoquant un processus d'organisation combative des petits paysans du Sud-Ouest (certains étant d'anciens mineurs licenciés), qui ont dû se battre farouchement, y compris les armes à la main. Mais c'est en avril et septembre 2000 qu'ont lieu les premiers combats politiques d'ampleur nationale depuis 1985, marquant le début du réveil révolutionnaire des masses : blocages de route dans tout le pays (à l'exception des départements de Santa Cruz et Tarija) à l'appel de la CSUTCB, grèves régionales pour une meilleure répartition du revenu national et contre les privatisations, semi-insurrection de Cochabamba... Dans ce dernier cas, une vaste *Coordination pour la défense de l'Eau et de la Vie*, formée par des syndicats, des paysans et des associations de quartiers, initialement sous la direction de secteurs bourgeois auxquels elle a par la suite échappé, a joué un rôle central. Face à des augmentations de tarifs massives (allant de 30 à 200 %), cette Coordination avait exigé l'annulation du contrat de concession de l'eau accordé à une entreprise américaine, Bechtel, par l'intermédiaire de son établissement local, Aguas de Tunari ; elle avait dû appeler ensuite à une grève indéfinie dans toute la province, pour obliger le gouvernement à satisfaire sa revendication. Les travailleurs et les paysans mobilisés réussirent à déjouer toutes les tentatives du pouvoir, des chefs des syndicats et de l'Église pour les tromper (négociations traînant en longueur, fausse annonce que le gouvernement avait cédé, etc.) et lorsque le gouvernement, ayant épuisé tous ses recours, se décida à envoyer l'armée et la police pour en finir, le peuple de Cochabamba riposta par une semi-insurrection, transformant la ville en un vaste champ de bataille, brûlant l'école des sous-officiers, bâtiment du GES (Groupe d'Intervention Spécial), tandis que ce dernier se mutinait à La Paz. Face au soulèvement du peuple de Cochabamba, déterminé à défendre la ville rue par rue et maison par maison, et face à la menace que

s'exerce une vengeance sur les familles des policiers, la police finit par renoncer à réprimer et le gouvernement dut contre son gré annuler le contrat (avril 2000).

Ces événements marquent donc le début d'une inflexion dans les rapports de force entre les classes. L'année suivante, ce sont les retraités qui marchent par milliers sur la Paz pour exiger l'augmentation de leur retraite au niveau de 800 *bolivianos* (soit 200 dollars), la population fraternise avec eux et ils obtiennent satisfaction. Le nouveau rapport de forces se réfléchit sur le plan électoral, lors de l'élection présidentielle de 2002, où le candidat du MNR, Gonzalo Sanchez de Lozada, dit Goni, ne devance au premier tour le candidat du MAS (Mouvement vers le Socialisme, parti petit-bourgeois, principal parti d'opposition), Evo Morales, que d'1% des voix (22 % contre 21 %). La coalition du MNR avec d'autres partis bourgeois assure l'élection de Goni au deuxième tour où seuls les parlementaires votent.

Mobilisation de janvier-février 2003

Après un moment d'accalmie, les luttes de masses ont repris en janvier et février 2003, six mois à peine après l'arrivée au pouvoir du nouveau président, Gonzalo Sanchez de Lozada, qui disposait d'une base sociale des plus réduites et d'une faible légitimité électorale, malgré le choix de construire une « mégacoalition » de tous les partis bourgeois. Ce nouveau cycle de luttes commença par une marche de retraités vers La Paz pour exiger l'abrogation d'une loi adoptée en décembre 2001, qui supprimait la progression des retraites au même rythme que l'inflation (10 % cette année là). La répression provoqua des actes de solidarité de la population des villes traversées, ouvriers de la construction, des petites entreprises, instituteurs, etc. Les manifestants chantaient « *Mort à Goni l'assassin !* », « *Goni, Mesa, assassins !* ».

Mais c'est la mise en place d'un nouvel impôt de 12,5 % sur tous les salaires et retraites supérieurs à 840 *bolivianos* qui mit le feu aux poudres. Le MAS, deuxième force politique du pays, réduit à l'impuissance par sa politique de conciliation pacifique avec le gouvernement, avait décidé de passer à l'offensive et d'appeler à des blocages de route pour disposer d'un moyen de pression. Ces mesures, quoique peu préparées, ont été largement suivies. Elles se sont

accompagnés de manifestations de soutien d'ampleur variable dans les villes et de la part de certains secteurs ouvriers, comme les mineurs de Huanuni. À la Paz, alors que des milliers se soulèvent, la police elle-même se mutine, protestant contre l'impôt et pour des hausses de salaires ; elle s'affronte à l'armée, ouvrant brièvement aux masses la possibilité de s'attaquer aux édifices officiels et aux locaux des partis politiques bourgeois. Certains tentent de profiter de la situation pour piller : ils sont arrêtés par la foule aux cris de « *ce sont des provocateurs !* » et « *le peuple ne vole pas !* ». Il y a des manifestations du même genre à Oruro, Santa Cruz, Cochabamba et Potosi. Mais le pouvoir réplique de façon rapide et énergique, d'une part en négociant quelques concessions, secteurs par secteurs, d'autre part avec une répression violente, utilisant l'armée et la police, autorisées à faire usage de leurs armes à feu et même de tanks. Les affrontements font plus de 35 morts et 250 blessés parmi les manifestants, tandis qu'un policier et un soldat sont tués et quelques autres blessés. Le MAS doit radicaliser son discours jusqu'à exiger le départ du président, le passage du pouvoir dans les mains du président du Sénat et la convocation d'une Assemblée Constituante. Le MAS, la COB (Centrale ouvrière bolivienne), le MIP (Mouvement Indigène Pachakuti, parti petit-bourgeois, dirigé par un Indien aymara) et divers mouvements populaires se regroupent dans un organisme d'unité au sommet, appelé « l'État-major du Peuple ». Mais, lorsque Goni annonce qu'il renonce à son nouvel impôt et met en place des tables rondes notamment au sujet de l'ALCA (traité de libre commerce des Amériques, imposé par les États-Unis), Evo Morales, dirigeant du MAS, décide et parvient, malgré les réticences de la base, à faire lever les barrages.

Ces luttes de masses ont été dominées socialement par l'intervention de la petite bourgeoisie (la petite paysannerie) et des indigènes, mais certains secteurs prolétariens y ont été entraînés. Le MAS, parti petit-bourgeois, en a été la direction politique. C'est pourquoi, si cette montée de la mobilisation n'a pas permis aux masses d'obtenir de quelconques conquêtes matérielles significatives, la profondeur et la violence de la secousse se réfléchissent dans les modifications subies par les organisations politiques

et syndicales qui les représentent : la vieille direction de la COB et de la FSTMB (Fédération Syndicale des Travailleurs de la Mine de Bolivie) sont balayées et remplacées par des fractions plus gauches de la bureaucratie syndicale, le MIP se fractionne en une aile collaborant ouvertement avec la bourgeoisie et une aile plus radicale, dirigée par Felipe Quispe (dirigeant du MIP et de la puissante CSUCTB), et le MAS renforce son influence dans la CSUCTB au détriment des mouvements indigénistes jugés trop mous par la base, notamment le MIP. Le MAS se voit lui-même soumis à une pression des masses, qu'il a réussi provisoirement à stopper dans leur élan selon sa stratégie réformiste de pression sur le gouvernement et d'arrivée au pouvoir dans les cadres institutionnels du régime, mais qui développe l'orientation d'une issue politique d'ensemble.

La crise financière de l'État grandit

L'État bolivien est l'objet d'une crise fiscale permanente que les privatisations n'ont pas résolue mais au contraire aggravée. Les impôts sur les entreprises ne rentrent tout simplement pas : malgré un taux d'impôt sur les bénéfices s'élevant officiellement à 25 %, les entreprises privatisées ne payent pas plus de 14 % et les trusts pétroliers moins de 1 %. Les impôts versés par les AFP (fonds de pensions), propriétaires de 50 % des entreprises privatisées, ne représentent que 5 % des recettes fiscales. À cela s'ajoute que, suite à la mise en place de fonds de pension pour les employés du secteur public, l'État doit continuer de payer les retraites des employés relevant de l'ancien système, sans les rentrées correspondantes. Le déficit budgétaire est élevé.

Semi-insurrection en Octobre 2003

En ce sens, les braises continuent de couvrir sous la cendre encore chaude des mobilisations de février, lorsque Goni prend l'initiative de rompre la trêve qui avait été négociée avec les dirigeants réformistes à ce moment-là. La mobilisation reprend en réaction à une nouvelle offensive de la bourgeoisie pour livrer les richesses en hydrocarbures de Bolivie aux multinationales, alliées à ses propres secteurs les plus concentrés : Goni veut faire passer une loi pour réduire de 50 % à 18 % le montant des taxes

dues par les compagnies étrangères bénéficiaires d'une concession pour l'exploitation et/ou la prospection de gaz et de pétrole, et signe un décret par lequel il prétend livrer le gaz à *Pacific LNG*, un consortium constitué par des groupes américains, espagnols et britanniques (Bechtel, Amoco, YPF Repsol, British Gaz et British Petroleum), pour que celui-ci construise un gazoduc jusqu'au port chilien de Patillos, à destination des États-Unis. Une telle décision aurait offert à ce consortium impérialiste 1,3 milliard de dollars de profit par an pendant 20 années (soit 26 milliards de dollars) et la Bolivie n'aurait reçu que 70 millions de dollars par an au titre de la redevance (soit au total 1,4 milliard en 20 ans). Goni justifiait son projet en faisant valoir la nécessité d'attirer des capitaux étrangers pour pouvoir réaliser les investissements nécessaires à l'exploitation de ces richesses.

La brutale répression lancée par le gouvernement pour essayer de tuer dans l'œuf la mobilisation montante se concentre sur l'attaque par l'armée d'un barrage paysan autour de Sorata, faisant plusieurs morts parmi les paysans et de nombreux blessés, et sur l'arrestation d'un dirigeant indien aymara, auquel l'État reprochait d'avoir été l'instigateur d'un acte de justice populaire, considéré par l'État bourgeois comme un assassinat¹. Cette répression agit comme détonateur de mobilisations plus importantes, qui s'étendent progressivement et spontanément à partir du 20 septembre, à la campagne comme à la ville, essentiellement sur l'Altiplano (région géographique des hauts plateaux au nord-ouest du pays). De violents affrontements ont lieu à Warista, faisant de nouvelles victimes parmi les paysans. Le 3 octobre, la COB lance un appel à la grève générale. Si ce dernier reste en tant que tel relativement peu suivi, il joue un rôle important, celui d'un

catalyseur politique pour les luttes qui se développent : à partir de cette date, les mobilisations s'amplifient considérablement dans les villes. Outre les secteurs organisés dans la FSTMB, la COR (Centrale ouvrière régionale de la COB) de El Alto, la COD (Centrale ouvrière départementale) de Oruro, le syndicat des chauffeurs routiers et des enseignants, c'est surtout le prolétariat jeune, inexpérimenté, né de vingt ans de politique néo-libérale qui sort pour combattre. La population de El Alto (ville ouvrière voisine de La Paz), dans laquelle la mobilisation des masses est alimentée par la lutte pour expulser l'entreprise Aguas de Illimani, filiale du trust français Suez Lyonnaise des Eaux, se soulève. Les accès à La Paz sont bloqués. Une nouvelle fois, le gouvernement envoie l'armée, et celle-ci, à nouveau, fait usage de toutes sortes d'armes de guerre face à une population qui, avec les moyens du bord, des barricades de fortune, des pierres, des armes à feu dérisoires, mais avec une énergie et une détermination impressionnantes, résiste pied à pied à l'avancée de la troupe. Les affrontements font cette fois plus de 80 morts et des centaines de blessés.

Mais si les forces de répression gardent le contrôle du centre de La Paz, les quartiers populaires périphériques et El Alto continuent de lui échapper. Voyant que cette politique de répression, loin de stopper la mobilisation des masses, l'alimentent tout au contraire, l'impérialisme, les gouvernements brésilien et argentin, jusque là fidèles soutiens de Goni (puisqu'il voulait offrir de juteux bénéfices à leurs capitalistes), s'inquiètent d'une éventuelle contagion des événements boliviens à leur propre pays, et certaines fractions de la bourgeoisie bolivienne poussent finalement Goni à démissionner et à fuir. Il s'agit d'organiser une issue constitutionnelle à la crise, avec l'investiture du vice-président, Mesa, dans l'objectif de faire rentrer au plus vite les masses et de rétablir une certaine stabilité politique, ce qui suppose des concessions partielles aux masses ou du moins des promesses. Mais cela suppose plus encore l'accord des directions des organisations ouvrières et paysannes des masses, dont les dirigeants acceptent d'appuyer une transition qui ne satisfait en rien la revendication de nationalisation des hydrocarbures, ni celle du châtiement des coupables de la répression. Bref, la

¹ Ces actes de justice populaire, s'ils renvoient aux traditions indiennes séculaires de justice communautaire, expriment clairement une lutte du prolétariat exploité et des peuples indiens doublement opprimés. La justice officielle, aux mains de la bourgeoisie blanche et métisse, est notoirement à la botte du pouvoir et largement corrompue. Elle est très complaisante à l'égard des riches bourgeois et condamne sans pitié les gens du peuple. Par exemple, en 2003, le maire d'Ayo Ayo, membre de la NFR (un parti bourgeois), accusé de corruption, fut relaxé par le tribunal à La Paz, mais condamné par la population de son village et exécuté par la foule. Quant à l'ancien président, Goni, responsable des plus de 80 morts et 250 blessés de la sanglante répression qu'il avait ordonnée en 2003, il a pu fuir sans difficulté le pays après sa démission.

crise ouverte par la mobilisation des masses se referme provisoirement parce que le MAS, principal parti d'opposition, dont le programme et la base sociale sont essentiellement petits-bourgeois, mais qui influence largement les travailleurs des villes en l'absence de parti prolétarien, y apporte son soutien. La COB et le MIP valident eux aussi la trêve, tout en gardant leur distance avec le gouvernement Mesa.

Il est remarquable que l'insurrection largement spontanée d'octobre 2003 ne soit pas le résultat d'un développement progressif à partir de revendications sectorielles, mais une lutte de masse immédiatement politique, centrée sur la question anti-impérialiste de la récupération des richesses en hydrocarbures et démocratique d'opposition à la sanglante répression des premières mobilisation par l'armée. Le prolétariat organisé, aussi bien que le nouveau et jeune prolétariat issu des vingt ans de contre-réformes néolibérales et non organisé syndicalement, ont joué un rôle nettement plus important qu'en février. Cela s'est matérialisé dans le rôle important de la COB, par l'intervention massive des mineurs marchant vers La Paz armés de leur bâtons de dynamite et par la mobilisation semi-spontanée des plus jeunes et des plus exploités dans les centres urbains de l'Ouest du pays (El Alto, faubourgs de La Paz, Cochamba, Oruro, Potosi).

Le gouvernement Mesa

Composé de secteurs de la bourgeoisie moins ouvertement réactionnaires et d'hommes sans parti, le gouvernement Mesa s'efforce de poursuivre la politique de Goni, correspondant aux intérêts fondamentaux de l'impérialisme et des secteurs concentrés de la bourgeoisie, tout en cherchant à élargir la base politique et sociale du soutien à cette politique. C'est pourquoi il promet l'organisation d'un référendum sur la question des hydrocarbures et la convocation pour 2005 d'une Assemblée constituante, selon la procédure prévue par la Constitution. Ces concessions doivent permettre au MAS de justifier auprès de sa base son soutien politique au gouvernement sous la forme d'une trêve.

Ce dernier appuie en particulier le référendum organisé par Mesa pour légitimer par les urnes la cession des richesses en hydrocarbures moyennant

une nouvelle loi. Le MIP et la COB suivent une orientation plus à gauche : ils appellent notamment à boycotter le référendum, qu'ils dénoncent comme une tromperie, et s'efforcent de faire pression sur le gouvernement par des mobilisations. Un appel de la COB à la grève générale reste sans grand écho. Mais la participation au référendum s'élève à seulement 60 % (d'après les résultats officiels), avec environ 20 % de bulletins blancs et nuls, traduisant l'influence du mot d'ordre de boycott lancé par ces deux organisations. Plusieurs questions sont posées aux citoyens. Parmi les suffrages exprimés, 85 % se prononcent en faveur de l'abrogation de la loi qui avait privatisé les hydrocarbures en 1997, 91,9 % pour la récupération par l'État bolivien « de la propriété de tous les hydrocarbures à la bouche du puits », 86 % pour la réactivation d'une compagnie publique des hydrocarbures; mais seulement 60 % pour utiliser le gaz comme « ressource stratégique pour obtenir un accès utile et souverain » de la Bolivie à l'océan Pacifique et à peine plus pour l'exportation du gaz et l'élévation des royalties de 18 % à 50 %. En ce sens, si le simple fait d'avoir réussi à organiser ce référendum et d'avoir reçu pour cela l'appui du MAS constitue indiscutablement un succès pour Mesa, les résultats du vote (aussi bien des votes exprimés que de l'abstention) démontrent à quel point sa politique ne peut à l'avenir que se heurter à la détermination des masses à obtenir la nationalisation à 100 % des hydrocarbures. D'ailleurs, Mesa s'empresse de préciser à l'adresse des multinationales qu'il n'interprète pas du tout la réponse « oui » à la première question comme impliquant une nationalisation complète : « *L'expropriation et la confiscation (des gisements de gaz) sont hors de question. J'opposerais mon veto si le Parlement proposait une loi dans ce sens.* » Mais, si le gouvernement compte dans un premier temps, grâce à l'appui (critique, bien sûr !) de la direction du MAS, sur une base sociale plus large, il ne peut la consolider, n'ayant aucun moyen de satisfaire, même de façon partielle, les exigences des masses, y compris paysannes. Ses jours sont comptés.

Janvier-juin 2005 : comment s'ouvre une situation révolutionnaire

Un pays de plus en plus difficile à gouverner comme avant...

Après plus d'un an et demi au pouvoir, Mesa n'avait toujours accédé à aucune des revendications qu'il avait annoncé vouloir satisfaire (ou du moins prendre en compte) lors de son intronisation. Représentant des intérêts de la grande bourgeoisie et des trusts impérialistes, il ne pouvait satisfaire ces exigences, car pour réaliser la moindre revendication sérieuse des masses, il faut s'en prendre aux intérêts des impérialistes et de la grande bourgeoisie. Sous la pression populaire d'octobre 2003, Mesa s'était engagé à annuler le contrat de Aguas de Illimani à El Alto, mais sous la pression de son propriétaire, l'entreprise française Suez Lyonnaise des Eaux, et de l'ambassade de France, il entendait y renoncer. Mesa disait vouloir revoir la politique de Goni concernant les hydrocarbures, mais British Gas menaçait de porter l'affaire devant les tribunaux internationaux en cas d'annulation des juteux contrats de l'ère Goni, tandis que Repsol-YPF (compagnie espagnole) et Petrobras (compagnie brésilienne avec une forte participation du capital impérialiste) faisaient du chantage en menaçant de retirer leurs plans d'investissement. Il était chaque jour plus clair que le référendum avait été un marché de dupes. Quant à Goni et ses ministres, ils étaient toujours en fuite, et pas près d'être jugés. Dans ce contexte, Evo Morales ne pouvait plus contenir la colère des masses sans passer un minimum à l'offensive.

Mais à l'opposé, la bourgeoisie liée aux grandes compagnies impérialistes manifestait son mécontentement à l'égard du gouvernement Mesa, coupable de faire trop de concessions aux masses et de tergiverser. Implantée surtout à l'Est du pays, cette fraction de la bourgeoisie remettait à l'ordre du jour son combat pour une autonomie importante des régions de Santa Cruz et Tarija, qui concentrent l'essentiel des richesses en hydrocarbures et produisent plus du tiers du PIB. Cette fraction de la bourgeoisie s'efforce d'organiser la moyenne et la petite bourgeoisie apeurée, ainsi que des travailleurs et des indigènes subissant une grande pauvreté, par l'intermédiaire de « comités civiques » rejetant sur le centralisme et sur de prétendues tares congénitales de la population de l'Ouest du pays la responsabilité de tous les problèmes. Ces comités ont une audience de masse, qui s'est exprimée lors de la proclamation de l'autonomie de Santa Cruz, dans une grande assemblée ouverte sur la place centrale de la ville,

rassemblant entre 200 000 et 300 000 personnes. Les dirigeants de ces comités, c'est-à-dire les capitalistes de Santa Cruz, profitent de la hausse des prix du diesel annoncé par Mesa et touchant particulièrement une région économiquement dynamique, pour mobiliser en masses en faveur de l'autonomie. Ces comités s'efforcent de construire, en s'appuyant sur ces conflits d'intérêts, toute une mythologie de la « *nation camba* », opposant les bons habitants de l'Est du pays, travailleurs et productifs, aux méchants habitants de l'Ouest, paresseux et violents (les « collas »). Ces comités sont dotés d'une milice armée, raciste, adepte du coup de poing contre les indigènes et les travailleurs combattifs, lors d'occupation de terres ou d'usines. Il s'agit donc typiquement des débuts d'une organisation de type fasciste.

Mais le plan de Santa Cruz, incarné par Vaca Diez du MIR, ne peut convenir à la bourgeoisie de l'Ouest du pays, qui se verrait ainsi privée des revenus que rapporterait la cession du pétrole et du gaz aux monopoles impérialistes. Pourtant, sous la pression, Mesa signe alors un décret concédant une certaine autonomie et annonce la tenue d'un référendum sur le sujet. Cette nouvelle concession au camp le plus réactionnaire de la bourgeoisie ne pouvait que ranimer l'initiative des masses. *Venu au pouvoir sur la base d'une conciliation provisoire des intérêts des classes, à la fois sous la pression des masses, qui incitait la bourgeoisie à la prudence, et sous l'effet de la politique de collaboration de classes pratiquée par le MAS, Mesa se voit peu à peu poussé hors de la scène politique, en raison de l'impossibilité de résoudre ces conflits de classe par des combinaisons parlementaires.*

Les événements s'accélérent à partir de mars, avec la discussion du nouveau projet de loi sur les hydrocarbures : tandis que la loi Goni prévoyait des royalties de 18 %, le MAS exige 50 % applicables à tous les contrats (pour une recette annuelle espérée de 750 millions de dollars) ; Mesa, quant à lui, fait approuver un projet qui les fixe à 32 %, applicables aux seuls nouveaux contrats (pour une recette annuelle espérée de 105 millions de dollars), ce qui ne satisfait évidemment personne. *Les masses, plongées dans une misère noire, ne peuvent tolérer que la revendication centrale pour laquelle elles se sont mobilisées en février, puis octobre 2003, c'est-à-dire la nationalisation*

complète des ressources en hydrocarbures, soit purement et simplement enterrée. Le MAS ne peut heurter de front sa base, sous peine d'en perdre le contrôle : il doit appeler à se mobiliser contre la nouvelle loi sur les hydrocarbures. Les mobilisations reprennent, le pays est à nouveau bloqué. *Il est chaque jour plus clair que les masses boliviennes ne peuvent plus vivre comme avant.* Cherchant à utiliser cette situation de crise, Mesa tente de s'en sortir en exigeant la convocation d'élections générales anticipées pour le mois d'août et agite la menace d'une démission en cas de refus du Parlement, façon de faire pression sur les différentes fractions de la bourgeoisie, dans l'espoir de se faire élire président (alors qu'il n'avait été que vice-président de Goni avant de le remplacer constitutionnellement) et de pouvoir former sa propre fraction. Mais sa manœuvre tourne court : incapable de réunir plus de 4000 personnes dans sa manifestation contre les blocages, il montre qu'il n'a aucune base sociale propre et active. Le MAS, le MIP, la COB et la FEJUVE accordent une trêve au gouvernement, mais il est clair que Mesa ne peut plus gouverner. *Le problème est cependant plus profond : c'est le mode de domination mis en place par la bourgeoisie aux lendemains de la défaite de l'ascension ouvrière de 1982-85, qui est en crise : la classe dominante ne peut plus gouverner comme avant.*

La crise de mai-juin 2005, la chute de Mesa, l'annonce d'élections anticipées

Cependant, l'impossibilité pour les masses de continuer à vivre dans la même misère et l'incapacité de ceux d'en haut de continuer à gouverner comme avant, ne suffit pas à faire une révolution. Il faut en outre une intervention décidée des masses pour faire prévaloir leur solution, pour balayer les institutions de l'État bourgeois. À la fin des trois mois de trêve annoncée, les mobilisations reprennent de plus belle, paralysant peu à peu tout le pays. Cette nouvelle lutte permet à nouveau de mesurer les rapports de force. Le MAS agite avant tout les mots d'ordre de Constituante souveraine et l'exigence d'élections anticipées. Les masses mobilisées mettent quant à elles en avant la revendication de nationalisation des hydrocarbures. Les mobilisations sont d'une puissance impressionnante, en

particulier à El Alto, où elles sont dirigées par la COR (Centrale Ouvrière Régionale) et la FEJUVE (associations des habitants regroupés par quartiers). Face à cette nouvelle offensive des masses, les jours de Mesa sont comptés. Pourtant, il s'obstine. La mobilisation ne cesse de s'amplifier. Leur pression sur les directions réformistes ne cesse de s'accroître. Les paysans, qui ont afflué vers La Paz et El Alto, fraternisent avec la population prolétarienne et semi-prolétarienne de ces villes autour de repas collectifs. Le réunion ouverte de la COB sur la place Murillo, le 6 juin, permet à cette pression de trouver un début d'expression politique. Le soir même, Mesa démissionne.

Mais le 8 juin, suivant les décisions du *cabildo abierto* (réunion élargie de la direction de la COB devant les masses) du 6 juin, les directions réformistes de la COB, de la COR de El Alto et les directions petites-bourgeoises du MIP et de la CSUCTB, doivent aller plus loin qu'elles ne l'auraient elles-mêmes souhaité : *elles proclament l'Assemblée Populaire Nationale Indigène « État-major de la révolution ».* Cette Assemblée adopte un programme très radical, appelant en particulier à la formation sur le même modèle d'Assemblées Populaires régionales ou départementales, qui auraient pu servir de point d'appui pour un mouvement d'auto-organisation des masses. La bourgeoisie perçoit nettement le danger d'un débordement des directions réformistes par les masses. Sa fraction la plus concentrée, liée aux monopoles impérialistes (hydrocarbures et agroalimentaires), s'efforce d'imposer Vaca Diez, président du Parlement, qui est constitutionnellement le premier à pouvoir postuler au remplacement de Mesa, ex-vice président démissionnaire. Mais le MAS qui, malgré ses trahisons répétées des luttes, continue de diriger la mobilisation prolétarienne et populaire, n'en veut à aucun prix, car une telle option signifierait la fin de ses espoirs d'un accès au pouvoir par la voie légale : Vaca Diez n'a pas caché son intention d'user de la manière forte pour mettre le peuple au pas. Or les autres fractions de la bourgeoisie estiment qu'un coup d'État militaire dans cette situation serait trop risqué : il est donc nécessaire de céder au MAS, pour lui permettre de faire provisoirement rentrer chez eux les paysans et les travailleurs mobilisés.

Le 9 juin, l'État-major de l'armée entre en scène, organisant une conférence de presse : il indique que les militaires se considèrent comme « les superviseurs du processus » d'apaisement et comme « *l'ultime bastion de la patrie* ». Il avertit aussi que les forces armées interviendront contre toute menace de division du pays et contre toute rupture du système constitutionnel. Enfin, il invite les parlementaires « à interpréter le sentiment du peuple bolivien ». En un mot, le commandement en chef de l'armée, tentant de concilier les contradictions au sein de l'armée entre les secteurs nationalistes petits-bourgeois (d'un type analogue à Chavez) et les secteurs liés à la grande bourgeoisie et aux multinationales, fait savoir qu'il n'est ni prêt à réaliser un coup d'État pour mettre en place Vaca Diez, ni prêt à tolérer une révolution. Conscient des intérêts communs de la bourgeoisie, l'armée exhorte les dirigeants des partis à proposer une solution de compromis acceptable pour le MAS, afin de faire cesser les mobilisations.

Pourtant, dans une ultime tentative pour s'imposer, la fraction la plus dure de la bourgeoisie exige et obtient le déplacement de la réunion du Parlement de La Paz — dont plusieurs centaines de milliers de travailleurs et de paysans réunis occupent les

abords — à Sucre, pensant pouvoir ainsi délibérer à l'abri de la pression des masses. Mais il suffit de quelques heures au MAS pour diriger des colonnes de dizaines de milliers de paysans, de mineurs et autres travailleurs vers la réunion du Parlement à Sucre, pour l'encercler et pour bloquer l'aéroport. Vaca Diez, puis Cosso, son allié et second successeur selon l'ordre constitutionnel, doivent renoncer et laisser place au seul candidat validé par le MAS, Rodriguez, président de la Cour Suprême.

Rodriguez annonce immédiatement son intention de convoquer des élections anticipées pour décembre et sa volonté de négocier avec les secteurs en lutte, dans un esprit de réconciliation nationale et d'attention aux problèmes des plus pauvres. Le MAS, qui n'a pourtant pas obtenu la convocation d'une Constituante, fait lever les barrages. Quelques jours plus tard, les dirigeants de la COB, de la COR et de la Fejuve de El Alto, qui avaient violemment critiqué la décision du MAS et appelé à continuer la lutte jusqu'à la nationalisation des hydrocarbures, appellent à leur tour à lever le blocage de la ville. Il ne s'agit pas d'un simple choix tactique, tenant compte de la fatigue des masses, mais bien d'une capitulation devant la bourgeoisie : ces dirigeants acceptent

Bilan et perspectives

Une politique correcte en Bolivie ne peut être élaborée que comme réponses aux tâches qui découlent de la situation analysée selon la méthode du marxisme révolutionnaire. Avant de formuler l'orientation que nous proposons, il faut donc synthétiser l'ensemble des données et des tendances de la situation actuelle.

Crise de la domination bourgeoise

L'État bolivien est sujet à une crise financière endémique ; cette crise financière n'est pas l'expression de difficultés ponctuelles, mais l'expression concentrée de la position de la Bolivie dans la division internationale du travail, de l'extrême faiblesse de sa bourgeoisie et de sa subordination profonde aux puissances impérialistes. Face à l'exacerbation de ces difficultés, des fractions se cristallisent au sein de la bourgeoisie. Il existe en gros une division qui se développe selon deux plans étroitement liés.

D'une part, les fractions de la bourgeoisie se divisent en fonction de leur place dans le système économique du pays, ce qui dépend de leur implantation géographique : à la nouvelle et dynamique bourgeoisie de Santa Cruz et Tarija, assise sur les gisements de pétrole et de gaz et à la tête d'un complexe agro-industriel en développement, très liée aux monopoles impérialistes, s'oppose la vieille bourgeoisie traditionnelle de l'Ouest du pays, liée à des activités et à des régions en déclin. La première ne voit de solution que dans une séparation ou une très large autonomie, lui garantissant la mainmise sur les principales richesses du pays ; mais l'autre fraction ne peut vouloir cette séparation, qui signifierait sa fin pure et simple.

D'autre part, la bourgeoisie se divise selon les solutions politiques face à la montée des masses : tandis qu'une fraction (influente, voire dominante parmi la bourgeoisie de Santa Cruz et Tarija) estime que l'on ne peut venir à bout de la lutte des

de rencontrer et donc par là de légitimer le nouveau président. C'est un nouvel acte d'allégeance à la « démocratie », c'est-à-dire en fait à l'État bourgeois bolivien. C'est la suite logique de leur refus d'appliquer les mesures du programme fondateur de l'Assemblée Populaire Nationale Indigène de El Alto, et notamment d'appeler à la généralisation de telles assemblées et à l'auto-organisation des masses à tous les niveaux. Il se vérifie ainsi que la proclamation, le 8 juin, de cette Assemblée par les dirigeants, n'était que le produit de l'activité révolutionnaire des masses, et que, de la part des bureaucraties traîtres, c'était à la fois un signal à la bourgeoisie pour lui indiquer qu'elles ne sauraient contenir encore très longtemps leur base, et un instrument pour empêcher les masses de se doter d'authentiques organismes de type soviétique. Cependant, selon la même dialectique qui avait fait du produit de l'activité révolutionnaire des masses un obstacle sur la voie de son développement immédiat, la proclamation de cette Assemblée, son programme et toute cette expérience vont pouvoir maintenant se transformer à l'inverse en de solides points d'appui pour la suite du combat.

masses autrement que par un coup d'État militaire, écrasant physiquement le prolétariat et la paysannerie (solution qui se combinerait fort bien avec le projet d'autonomie de ces régions grâce à un appui militaire de troupes impérialistes), une autre fraction (dominante à l'Ouest), sans être en rien opposée par principe à un coup d'État, juge une telle solution pour le moment trop risquée, et préfère former un gouvernement de front populaire avec le MAS.

L'impérialisme, surtout américain, omniprésent dans la région, se prépare sur les deux tableaux. Il a déjà formulé des menaces à peine voilées à diverses reprises. En octobre 2003, par exemple, avant le renversement de Goni, Condolezza Rice mettait en garde les manifestants « contre toute tentative de renverser par la force un gouvernement démocratiquement élu » — ce qui n'empêcha pas le gouvernement Bush de se rallier ensuite, étant donné développement de la situation, à la solution de retrait de

Goni et d'intronisation de Mesa. L'ex-secrétaire pour les affaires latino-américaines et ambassadeur américain à Caracas lors du coup d'État contre Chavez en avril 2002, Otto Reich exigeait de son gouvernement une lutte renforcée contre l'axe Cuba-Venezuela, marqué par la « combinaison du maléfique Castro, avec son expérience des batailles politiques et son désespoir économique, avec le robinet illimité d'argent que possède Chavez et son immense imprudence, menacent la stabilité et l'ordre de la région » ; or « l'influence » de cet axe « vise immédiatement la Bolivie ». Fin mai 2005, les États-Unis ont de nouveau fait savoir qu'ils considéraient comme une menace pour leur sécurité le populisme radical, le narcotrafic, le terrorisme et les guérillas en Amérique du Sud, en particulier dans la région andine, situations qui pourraient même donner lieu à une intervention si on le leur demandait (source : Bolpress, 26/05/05). Au même moment, ils ont organisé en Argentine une réunion avec les États-majors brésilien, argentin, paraguayen et bolivien.

C'est dans ce contexte que, en Bolivie même, l'ambassade des États-Unis est largement intervenue pour essayer d'imposer un candidat unique de la bourgeoisie pour la présidentielle, prévue pour décembre : elle soutient Tuto Quiroga, ancien vice-président de Banzer et ancien président par interim (2000-2002), moyennant des accords de partage des pouvoirs avec d'autres fractions de la bourgeoisie : la NFR (Nouvelle Force Républicaine, parti bourgeois dirigé par Erick Reyes Villa, dont les députés à l'actuel Parlement s'étaient fait élire sur une ligne de remise en cause des privatisations, avant d'intégrer, moyennant l'attribution de postes ministériels et autres prébendes, la « grande coalition » formée par Goni en août 2003) se contentera de la préfecture de la région de Cochabamba et les secteurs de Santa Cruz joueront sans doute sur deux tableaux : d'une part, ils présenteront leur propre candidat, l'industriel du ciment Samuel Doria Medina, dont le slogan de campagne est « bloquer le bloqueur » (c'est-à-dire Evo Morales, dirigeant du MAS), d'autre part ils feront un accord avec Quiroga pour le second tour (lequel, en Bolivie, n'est pas au suffrage universel, mais consiste en un vote du Parlement) ; en échange, Quiroga ne leur disputera pas les provinces de Santa Cruz et Tarija. Ce dispositif a pour but d'éviter un

effondrement électoral des partis bourgeois, tel qu'il avait eu lieu au Venezuela en 1998, et de placer la bourgeoisie dans une position solide pour aborder les négociations avec le MAS en vue d'un gouvernement de front populaire. Cependant, Quiroga n'est pas en tant que tel opposé à un éventuel coup d'État ; bien au contraire, il travaille en collaboration avec une association d'anciens militaires et de militaires prêts à passer à l'action le cas échéant. Sous l'effet de l'offensive répétée des masses, le système de domination « démocratique » reposant sur l'accord entre toutes les fractions la bourgeoisie, déjà miné de l'intérieur, est de moins en moins viable. La bourgeoisie fourbit donc deux armes contre la montée révolutionnaire : d'un côté un gouvernement de front populaire avec Morales (même si elle le combat farouchement pendant la campagne), de l'autre la menace d'un coup d'État ; ainsi ces deux armes, loin de s'opposer, ne vont-elles pas l'une sans l'autre.

Enfin, en ce qui concerne le prolétariat, les paysans et les masses opprimées, non seulement ils ne supportent plus une misère toujours plus grande alors que leur pays est potentiellement très riche, mais en outre ils font preuve (tout du moins des fractions très significatives) d'une énergie révolutionnaire remarquable et d'une détermination à vaincre y compris au péril de leur vie. Ils sont capables de bloquer le pays, de rompre le cadre de la légalité bourgeoise et de s'affronter à la police. La puissance de leurs mobilisations et les revendications mises en avant ont objectivement posé, en octobre 2003 tout comme en juin 2005, la question du pouvoir. Le contraste entre la force de l'offensive des masses et la maigreur des résultats obtenus s'explique avant tout par la politique de conciliation de classes des directions réformistes qui, chacune à sa façon, s'évertuent de toutes leurs forces à contenir les masses dans le cadre du capitalisme. Des tendances au débordement de ces directions se sont nettement manifestées en juin 2005 : quand Evo Morales exigeait surtout la convocation d'une Assemblée constituante et des élections anticipées, les masses centraient leurs revendications sur la nationalisation des hydrocarbures. Par son importance dans la vie politique du pays et la lutte engagée, il faut consacrer une attention particulière au MAS.

Le MAS

Un parti populaire de masse...

Le MAS (Mouvement vers le Socialisme) est un parti politique apparu récemment sur la scène politique nationale. Il est né sur la base des syndicats paysans, des syndicats de cultivateurs de coca et des organisations des Indiens qui cherchaient à construire un « instrument politique pour la souveraineté des peuples », afin de prolonger leur combat sur le terrain politique. En ce sens, c'est un parti de masse, qui dispose d'une réelle base militante, fortement organisée dans des structures syndicales de lutte et largement politisée. Cette base militante s'est forgée en particulier dans la lutte contre la politique d'éradication de la culture de la coca, menée sur injonction américaine avec une violence particulière sous la dernière présidence de Banzer (1997-2000). Elle a appris alors à affronter l'armée, la police et les groupes paramilitaires des grands propriétaires fonciers. Le MAS s'appuie aussi sur les Indiens (en particulier quechua), qui représentent entre 60 % et 70 % de la population, majorité doublement opprimée, à la fois en tant qu'ouvriers, petits paysans ou petits artisans et en tant qu'Indiens, par la bourgeoisie, majoritairement blanche ou métisse.

Le programme du MAS est profondément marqué par les revendications spécifiques de la majorité indienne et par les préoccupations de sa base sociale d'origine, la petite paysannerie. Néanmoins, en l'absence de parti ouvrier d'une taille significative, le MAS a acquis une influence importante également dans les villes et donc dans la classe ouvrière. Il est ainsi présent dans la FEJUVE (fédération des associations de quartiers) et dans certains secteurs de la COB (bien que Morales lui-même ait été exclu de celle-ci). Cette large popularité s'est également manifestée sous la forme d'une ascension électorale fulgurante : son candidat, Evo Morales, n'a été devancé que de 1 % au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 par le principal candidat de la bourgeoisie, « Goni » ; il n'a été battu au deuxième tour qu'à cause du système électoral, qui prévoit non un vote au suffrage universel direct, mais un vote par le Parlement, si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue au premier tour. Si le MAS a obtenu 85 % dans la région

d'origine de son leader (le Chapare), il s'est révélé être également la première force électorale du pays dans toutes les grandes villes de l'Ouest : Cochabamba (30 % de voix), Oruro, Potosi et La Paz. Il faut donc étudier attentivement comment les relations du MAS avec les masses ont évolué entre octobre 2003 et juin 2005.

... mais une direction et un programme petits-bourgeois

Mais la direction et le programme du MAS sont clairement réformistes, typiquement petit-bourgeois, très proches de la ligne de Chavez et du Forum Social Mondial. La revendication fondamentale du MAS est la suivante : « *La terre appartient à celui qui la travaille et le gouvernement du MAS devra garantir ce droit à la vie en s'appuyant sur les petits producteurs de la campagne bolivienne. (...) Les peuples indigènes doivent avoir droit au territoire sur lequel ils vivent.* » C'est une revendication petite-bourgeoise typique, renvoyant au mythe d'un bon capitalisme de petits producteurs égaux. Dans son programme, le MAS se prononce également pour la « *récupération de nos ressources naturelles* » et s'engage à « *dénoncer tous les contrats signés par les gouvernements néo-libéraux pour récupérer 100 % de cette richesse et utiliser cette ressource naturelle comme un instrument d'intégration régionale* »¹. Dans la même logique, le MAS promet une série de réformes sociales progressistes (en particulier une éducation primaire réellement gratuite et un système de santé accessible pour tous de façon égale) financées sur la base d'une amélioration des rentrées fiscales provenant de l'exploitation pétrolière et gazière. On doit cependant noter que le MAS ne dit pas un mot sur la question de savoir quelle classe doit être propriétaire de ces richesses, se contentant de la revendication anti-impérialiste que ces richesses soient 100 % boliviennes. Son projet de loi de mars 2005, concurrent à celui de Mesa, fait comprendre qu'il cherche un accord avec les compagnies pétrolières impérialistes, voulant nationaliser la propriété des richesses, tout en accordant des concessions à ces dernières, avec des taxes relativement élevées, sur le modèle de la politique de Chavez au Venezuela. Dans la pratique, la direction du MAS capitule constamment sur la revendication de la nationalisation, et c'est là un point de friction constant entre elle et sa base.

Son programme reste particulièrement flou sur les moyens réels de développer le pays pour satisfaire les besoins élémentaires de la population. Pour lui, « *la seule façon de sortir de la pauvreté, c'est de cultiver les richesses naturelles renouvelables. La coca est l'une d'entre elles et le meilleur moyen de survie pour les paysans boliviens* ». Autrement dit, aucune stratégie de développement industriel n'est proposée. C'est qu'elle supposerait une transformation de fond en comble des rapports de propriété, l'expropriation des monopoles impérialistes et de la bourgeoisie nationale parasitaire. Tout au contraire, le MAS met l'accent sur l'utopie petite-bourgeoise d'une survie des paysans dans le cadre d'une culture de subsistance archaïque.

¹ Cette citation et les suivantes sont issues de *Dix points du programme du MAS* (www.masbolivia.org/programa/panelprog.htm)

Sur la question-clé de l'État, des contradictions s'expriment d'une manière déformée dans le programme du MAS : sous le titre « *Un État sous contrôle social* », il défend l'orientation suivante : « *Le néolibéralisme a nettement mis à nu les déformations de l'État, un pouvoir législatif corrompu, vivant de revendications du peuple. (...) Nous allons transformer ce pouvoir en instrument au service du peuple, sous le contrôle de la société, pour pouvoir les censurer et les remplacer.* » De la même façon, le MAS estime que « *les armes appartiennent au peuple. (...) Il faut réformer ces institutions [la police et l'armée corrompues], en partant du principe que les armes qui leur sont données restent propriété du peuple et que par conséquent elles doivent être à son service.* » Autrement dit, le MAS s'appuie sur la haine spontanée des masses contre le pouvoir bourgeois, mais met en avant l'idée d'une réforme de l'État bourgeois semi-colonial, agitant l'utopie d'un véritable pouvoir du peuple dans le cadre du capitalisme, faisant croire que cet État pourrait cesser d'être corrompu et d'être un instrument aux mains des grandes entreprises impérialistes et de la bourgeoisie bolivienne. Dans la pratique, le MAS se livre à de ridicules exhortations envers l'armée et notamment ses secteurs nationalistes pour qu'ils acceptent un gouvernement du MAS¹. Évidemment, les succès électoraux du MAS ne manquent pas d'alimenter les illusions des paysans, de la petite bourgeoisie urbaine et d'une partie du salariat envers le régime politique : ils nourrissent la croyance qu'une solution de leur problème serait possible dans son cadre. Mais, dans la pratique, les heurts armés des masses avec l'armée ou la police leur montrent que ces institutions ne peuvent être réformées en tant que telles, mais doivent être détruites — même s'il faut par ailleurs tout faire, au moment du combat, pour que les soldats et policiers du rang soient contraints à fraterniser avec les masses en lutte.

Un même réformisme utopique traverse la formulation du mot d'ordre politique central du MAS, l'« *Assemblée Populaire Constituante* » : « *Nous rejetons les tentatives du système pour nous tromper avec sa proposition de Constituante, qui ne serait rien d'autre que le Congrès lui-même qu'ils dirigent, pour mettre en place une Constitution plus en accord avec les diktats du FMI et de la Banque Mondiale. Le MAS propose l'Assemblée Populaire Constituante formée par les représentants des organisations sociales qui se réunissent avec le mandat express d'élaborer une Constitution du peuple et pour le peuple de Bolivie.* » En tant qu'elle repousse la proposition bourgeoise d'une Constituante, qu'elle dénonce comme trompeuse, cette formulation prend en compte la haine des masses envers l'État bourgeois et la perte de toute confiance dans les institutions et partis de celui-ci ; mais, en tant qu'elle lui oppose une alternative floue et inconséquente, noyant les différentes classes en un tout indifférencié nommé « *peuple* », cette même formulation constitue un obstacle pour la prise de conscience par les masses que la seule alternative au pouvoir bourgeois est le pouvoir des ouvriers et des paysans auto-organisés et armés.

En un mot, il faut comprendre d'une part que le programme du MAS exprime de manière déformée les revendications et aspirations des ouvriers, des paysans, des Indiens et des opprimés, ce qui constitue une base pour une politique conséquente de Front Unique ; et, d'autre part, il faut dénoncer clairement devant les ouvriers et les paysans le caractère réformiste, c'est-à-dire petit-bourgeois et utopique, de ce programme, en lui opposant le programme de la révolution socialiste.

Le cours actuel du MAS

Il faut d'autant plus combattre à chaque pas les hésitations, capitulations et trahisons de la direction du MAS, que sa politique se déplace toujours plus à droite, vers une collaboration toujours plus nette avec la bourgeoisie, au fur et à mesure qu'il se rapproche du pouvoir. Utilisant d'un côté la référence au poids numérique des populations indiennes (plus de 60 % de la population), qui rend vraisemblable la possibilité d'un accès au pouvoir par la voie électorale, et de l'autre côté la menace d'un coup

d'État militaire, le MAS n'appelle à la mobilisation active des paysans et des salariés que comme un moyen de pression sur la bourgeoisie, dans le cadre d'une stratégie de conquête institutionnelle du pouvoir. Il utilise la menace d'un coup d'État comme un instrument pour domestiquer les masses, au lieu de les appeler à s'armer elles-mêmes, seule garantie sérieuse contre un coup de force militaire. À chaque fois que le pouvoir se retrouve dans une situation périlleuse, Evo Morales appelle à lever la mobilisation, quand bien même il n'a pas obtenu ce qu'il prétendait arracher : il s'agit pour lui de démontrer à la bourgeoisie bolivienne comme à l'impérialisme qu'il serait un président loyal, respectueux de leurs intérêts les plus fondamentaux. Autrement dit, Evo Morales, grand admirateur de Chavez et de Lula, cherche à se « *luliser* », d'autant plus qu'approchent les élections et la perspective d'un gouvernement de front populaire. Cette orientation s'exprime avec netteté dans la campagne électorale du MAS : il a refusé tout accord avec la COB et le MIP, qu'il dénonce avec virulence comme petits groupes minoritaires et aventuriers, mais il a cherché à séduire les secteurs les plus mobilisés de la ville prolétarienne de El Alto, obtenant l'appui notamment des dirigeants de la COR (Edgar Patana) et de la FEJUVE (Abel Mamani), qui sont les deux principales directions de la population dans cette ville. En même temps, le MAS a noué une alliance avec des secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie, comme le MSM (Mouvement des Sans-Peur). Au total, malgré sa critique virulente par les secteurs d'avant-garde, et malgré une certaine méfiance de secteurs plus larges des masses mobilisées, le MAS, en l'absence non seulement de parti révolutionnaire, mais de parti ouvrier tout court, continue à bénéficier d'un large soutien populaire.

La COB

La COB, dirigée par Solares, ainsi que la COR et la FEJUVE de El Alto, représentent des secteurs prolétariens. Le poids de la COB a diminué par rapport aux années 1970, son influence est notamment plus faible dans les secteurs dynamiques de la région de Santa Cruz que dans l'Ouest du pays, mais elle reste un protagoniste important, jouissant d'une influence certaine sur le prolétariat, en particulier sur le secteur d'avant-garde

¹ Cf. la déclaration de Garcia Linera, candidat du MAS à la vice-présidence, selon un communiqué du 29/08/05, face aux activités d'officiers du commandement regroupés dans l'association politique TORPEDA.

des mineurs (FSTMB). La COB, tout comme la COR et la FEJUVE de El Alto, suivent un cours nettement plus à gauche que le MAS. Leurs directions représentent pourtant également, à leur façon, une autre digue de contention face à la mobilisation des masses.

D'un côté, elles défendent clairement la revendication de nationalisation de toutes les richesses en hydrocarbures (mais sans préciser « sous contrôle ouvrier » et sans dire comment l'imposer), elles dénoncent continuellement le MAS et ses trahisons, elles tiennent des discours souvent ultra-révolutionnaires, parlant notamment de gouvernement ouvrier et paysan (mais envisageant aussi parfois de soutenir un gouvernement militaire nationaliste !), et elles sont allées en juin jusqu'à proclamer l'APNI et un programme radical sous la pression des masses.

Mais, d'un autre côté, ces directions ne font aucun pas sérieux et réel pour permettre au prolétariat de prendre la direction de la lutte révolutionnaire des masses. C'est ainsi qu'elles n'ont donné aucune suite à la proclamation de l'APNI et à la résolution qu'elle avait adopté lors de sa première et unique réunion. D'autre part, la majorité de la direction de la COB montre une résistance farouche à l'application d'une résolution du dernier congrès confédéral (2003) qui prévoit la mise en place d'un « instrument politique » basé sur les syndicats ouvriers (sur le modèle de ce que le MAS est devenu à partir des syndicats paysans), c'est-à-dire la construction d'un *parti politique* ouvrier. Les secteurs de la COB influencés par le MAS s'y opposent pour des raisons évidentes, mais le PCB (ex-stalinien) n'est pas en reste ; à l'opposé, le POR bolivien (officiellement trotskyste, en fait centriste-sclérosé et sectaire), victime de sa logique d'appareil et de son crétinisme antiparlementaire, ne veut pas non plus entendre parler de la constitution d'un parti ouvrier appuyé sur les syndicats de la COB. Enfin, même les secteurs timidement favorables à cette perspective sont hésitants sur la nature exacte d'un tel parti, et notamment sur la question de l'indépendance de classe : ils essaient d'utiliser des arguments techniques (la difficulté qu'aurait ce parti à obtenir une personnalité électorale à brève échéance) pour reporter la décision. Pour le moment, cette lutte qui s'est intensifiée de juin à août s'est soldée par la victoire des opposants à la constitution de ce parti ouvrier.

La FEJUVE

Organisation regroupant les habitants (les « voisins ») par quartier, elle existe à l'échelle nationale. La FEJUVE de El Alto, ville de prolétaires, semi-prolétaires et petits bourgeois, a joué un rôle central dans les mobilisations d'octobre 2003 et juin 2005. Elle est une organisation sociologiquement dominée par le prolétariat et le semi-prolétariat urbain, mais celui-ci n'y pas organisé sur la base de la relation d'exploitation directe avec le patron. De nombreux travailleurs vivant de l'économie informelle, non organisés dans les syndicats, y trouvent un lieu de regroupement. Son type d'organisation, avec ses assemblées de secteurs et de quartiers et l'élection de représentants par quartier, peut fournir une base très utile pour la mise en place d'organismes soviétiques, en relation avec la structure professionnelle de la COR de El Alto. Sa direction est cependant elle aussi réformiste, le dirigeant de El Alto ayant même récemment décidé de s'allier au MAS, nous l'avons vu.

L'APNI et son programme, expression d'une tendance à la formation de soviets

Enfin, la tenue et le programme de l'Assemblée Populaire Nationale Indigène en juin dernier ont signifié un pas en avant remarquable dans l'expression d'une tendance, certes encore faible et combattue fermement par la bureaucratie réformiste, à la constitution d'organismes soviétiques, laquelle impliquerait l'apparition d'une véritable dualité du pouvoir. Le programme fondateur de l'APNI, quoique imparfait, a l'immense avantage d'avoir été signé non seulement par la COB, la COR et la FEJUVE de El Alto, mais également la confédération paysanne CSUCTB ; il peut et doit donc être constamment utilisé par les marxistes révolutionnaires pour faire mûrir la contradiction entre les paroles de ces directions et leur politique concrète, qui consiste à ne surtout pas appliquer ce programme.

Les limites actuelles de la montée révolutionnaire

Les limites actuelles du processus révolutionnaire en cours tiennent à plusieurs éléments étroitement liés, dans la mesure où tous expriment

l'absence d'un véritable parti ouvrier, et tout particulièrement d'une véritable direction marxiste révolutionnaire capable de peser dans la situation : a) Les prolétaires et la petite bourgeoisie des régions de Santa Cruz et Tarija sont restés relativement en retrait des mobilisations ; cela s'explique à la fois par des facteurs de long terme (il s'agit d'un prolétariat plus jeune et moins syndiqué que celui de l'Ouest du pays) et par des facteurs politiques immédiats (le travail politique de la bourgeoisie locale pour disputer la petite bourgeoisie, les semi-prolétaires et le prolétariat aux MAS et à la COB). b) Le prolétariat bolivien n'est pas encore réellement intervenu avec sa physionomie propre lors des événements de juin 2005, même si des tendances de plus en plus nettes en ce sens se sont manifestées (rôle des mineurs de la FSTMB et rôle dirigeant de El Alto notamment). c) Le prolétariat et la paysannerie sont dirigés par des réformistes et en particulier le MAS. d) Les directions de la COR et la Fejuve de El Alto se placent ou tendent à se placer à la remorque du MAS. e) Les tendances à la formation d'organismes soviétiques ne se sont pour le moment pas réalisées.

Au total, la situation actuelle est d'une façon générale assurément révolutionnaire, mais on ne se trouve pas à la veille de la prise du pouvoir, faute d'un véritable parti révolutionnaire du prolétariat. La situation des groupes qui se réclament du trotskysme n'est pas brillante. Le principal, le POR de Lora, est rongé par un centrisme sclérosé et un sectarisme légendaire ; bien que ses militants soient aux avant-postes, il joue comme parti le rôle non d'un point d'appui mais d'un obstacle pour la lutte des masses et pour la constitution d'un authentique parti trotskyste en Bolivie. La LOR-CI (affiliée à la FTQI), en revanche, est un authentique groupe trotskyste, malgré ses défauts, mais elle est minuscule... Il s'agit donc, pour les groupes et militants communistes révolutionnaires, de proposer une orientation capable d'accélérer la constitution d'un tel parti, en partant de la situation réelle de la lutte de classe et des possibilités qu'elle offre. Il n'y a certes pas de recette miracle. Mais il faut intervenir avec une politique qui mette en avant le programme socialiste et s'appuie sur le dynamisme révolutionnaire des masses et sur la formation d'une avant-garde prolétarienne qui prend ses distances

avec ses directions traditionnelles. Et il faut espérer que le temps sera suffisant pour construire un tel parti avant l'épuisement de cette énergie ou l'intervention d'un coup d'État qui, prenant les masses au dépourvu, les briserait.

Quelle politique révolutionnaire pour le prolétariat ?

Il est évidemment impossible, en écrivant depuis la France et sans connaître tous les détails d'une situation qui ne cesse d'ailleurs d'évoluer, de prétendre proposer une politique parfaitement adéquate. Nous nous efforçons néanmoins ici de tracer les grands axes de la politique qui nous semble exigée par la situation, sans vouloir par là exclure des formulations plus adéquates dans le cadre de cette orientation générale.

Pour les marxistes, la base d'une politique juste consiste à développer une politique prolétarienne indépendante, c'est-à-dire à défendre un programme révolutionnaire complet et conséquent. Il s'agit fondamentalement de mettre en avant un programme révolutionnaire transitoire, car c'est la condition pour que les masses puissent, par leur propre expérience, se séparer de leurs actuelles directions. Les politiques menées par les directions du MAS, de la COB, des COR et de la FEJUVE doivent être critiquées, de manière précise et différenciée, mais toujours sans concessions. Corrélativement, étant donné l'influence de masse de ces organisations sur prolétariat, les paysans et tous les opprimés, la tactique communiste révolutionnaire doit trouver son expression positive dans l'exigence du front unique de ces organisations. Dans le contexte d'un pays semi-colonial et en Bolivie tout particulièrement, ce front unique ne peut être qu'un **front unique anti-impérialiste** entre les organisations ouvrières (COB, POR...), petites-bourgeoises (MAS, MIP, CSUCTB...) et populaires (FEJUVE...)

On pourrait s'étonner que nous proposons un front unique avec le MAS. De fait, la dynamique de la situation actuelle, encore maîtrisée par le MAS et les réformistes, se dirige vers la constitution d'un gouvernement de front populaire autour du MAS, un gouvernement qui respecterait le cadre de l'État bourgeois et refuserait tout véritable programme anti-capitaliste et même anti-impérialiste. Mais c'est précisément pour lutter contre cette politique d'étranglement de la

révolution qu'il faut lui opposer le front unique anti-impérialiste sous la direction du prolétariat. Le nerf de cette bataille, c'est le programme revendicatif mis en avant par les masses elles-mêmes, c'est l'exigence de nationalisation des ressources en hydrocarbures. Dans cette perspective, il faut aider les masses qui suivent le MAS à rompre avec leurs illusions, pour les gagner au communisme : il faut les aider à comprendre pourquoi le MAS cherche une alliance avec des secteurs de la bourgeoisie qui ont tous participé ou soutenu la grande coalition de Goni, laquelle n'avait d'autre but que de livrer les richesses du pays, au lieu de s'allier avec ceux qui se prononcent clairement pour la nationalisation, comme la COB. Or, pour gagner sur cette revendication, il faut réaliser l'unité des organisations ouvrières, paysannes et populaires contre la bourgeoisie.

Mais ce n'est pas tout : la même revendication pose la question du pouvoir, selon la logique même d'un programme de transition, puisque sa réalisation suppose l'expulsion des entreprises impérialistes et de leurs alliés bourgeois boliviens, c'est-à-dire qu'elle implique de s'en prendre à la domination du capital. C'est pourquoi l'expression suprême du front unique est, ici comme ailleurs, le gouvernement des travailleurs s'appuyant sur l'auto-organisation des masses, leurs organismes de type soviétique et leurs milices armées. En l'occurrence, cette orientation pourrait s'exprimer de la façon suivante : **pour un gouvernement COB-CSUCTB-MAS-MIP-FEJUVE-POR qui rompe réellement avec l'impérialisme et la bourgeoisie**, c'est-à-dire un gouvernement qui commencerait à mettre immédiatement en œuvre le programme suivant :

• **Expropriation sans indemnité ni rachat des monopoles impérialistes et de leurs alliés locaux qui possèdent et/ou exploitent les hydrocarbures. Contrôle par les ouvriers eux-mêmes** de l'utilisation de ces revenus, et présentation des comptes devant les assemblées des exploités et des opprimés de la ville et de la campagne.

• **Expropriation sans indemnité ni rachat des trusts agro-industriels et des grands propriétaires fonciers.** Culture des grands domaines sous contrôle des paysans avec du matériel moderne et mise en culture des terres non cultivées. Droit pour tous les petits paysans et les sans-terre spoliés,

d'obtenir s'ils le souhaitent une terre à titre privé pour nourrir leur famille.

• **Nationalisation des banques et fusion en une banque d'État unique.** Garantie de prêt sans intérêt aux petits paysans par cette banque nationale, ainsi qu'aux petits entrepreneurs (nombreux dans le pays, ils sont eux-mêmes victimes des banques et de la dépression économique).

• **Nationalisation sous contrôle ouvrier des grandes entreprises impérialistes et des entreprises d'intérêt national, en particulier les entreprises privatisées dans les vingt dernières années.**

• **Non paiement de la dette.**

• **Plan d'industrialisation du pays** financé par les revenus de l'exploitation pétrolière et gazière et les sommes gagnées grâce au non-paiement de la dette.

• **Salaire minimum pour tous** couvrant tous les besoins élémentaires (alimentation, habillement, logement, éducation, santé).

• **Suppression de la justice bourgeoise corrompue, formation de tribunaux populaires.** Jugement par ces tribunaux populaires des responsables des massacres comme ceux d'octobre 2003, de Goni, Mesa et leurs complices.

• **Lutte effective contre toute discrimination envers les Boliviens indigènes. Pour le droit des Indiens à vivre selon leurs traditions sur leurs territoires ancestraux.**

La réalisation d'un tel programme n'est évidemment envisageable que par l'affrontement et la victoire contre les trusts impérialistes et la bourgeoisie bolivienne, notamment sa police et son armée. Or, sur la base de leur expérience (féroce répression de leurs mobilisations en avril 2000 à Cochabamba, en janvier-février 2003, en septembre-octobre 2003, en juin 2005), les masses tendent à comprendre que leurs revendications, à commencer par la nationalisation des hydrocarbures, ne sauraient être imposées pacifiquement. De plus, le MAS agite la menace d'un coup d'État et d'une intervention impérialiste pour subordonner les masses à la bourgeoisie, mais refuse d'y préparer réellement les masses en les armant ; or cette attitude est criminelle, car il est exact que Bush et la bourgeoisie bolivienne ne reculeront pas devant un bain de sang pour sauver leurs profits. Contre les réformistes et tous les pacifistes, il faut rappeler que la confiance faite en 1971 par toute la

direction réformiste du mouvement ouvrier bolivien au colonel « nationaliste » Torres, avait ouvert la porte au coup d'État du général Banzer, liquidant la montée révolutionnaire et instaurant une dictature sanglante. Enfin, contre les sceptiques de tous ordres, qui pensent les ouvriers et les paysans incapables de vaincre la bourgeoisie et son armée, il faut rappeler non seulement les événements de 1952, où les milices ouvrières avaient vaincu l'armée, mais également les événements de Cochabamba de 2000, où l'organisation spontanée et la détermination des prolétaires et semi-prolétaires à affronter la police avaient permis de la diviser et de la faire capituler sans combat, comme nous l'avons vu. Cependant, un processus de fractionnement général de l'armée et de la police ne pourra être que la conséquence de l'organisation autonome et de l'armement des prolétaires, semi-prolétaires et paysans. C'est pourquoi il faut se battre pour la réalisation immédiate des propositions suivantes :

• **Formation d'assemblées populaires locales, départementales et régionales dans tous le pays**, fédérées à tous les niveaux sur la base de délégués élus, mandatés et révocables, centralisées au niveau national dans une véritable Assemblée Populaire Nationale Indigène permanente et efficace.

• **Formation immédiate de milices ouvrières et paysannes armées dirigées par les assemblées populaires et l'APNI**, pour défendre les organisations et les assemblées populaires, pour se préparer à vaincre toute tentative de coup d'État et pour réaliser le programme du front unique.

C'est sur la base d'un tel programme qu'il convient d'intervenir dans les multiples conflits sectoriels qui sont en train de se développer, comme les occupations de terre dans la province de Santa Cruz, la grève d'une semaine dans la mine de Huanuni, le mouvement des enseignants, la grève des ouvriers du pétrole, etc. L'organisation communiste révolutionnaire ne saurait ignorer l'importance pour les masses des revendications économiques partielles mises en avant dans ces luttes, mais elle doit impérativement y intervenir non selon une ligne syndicaliste étroite, enfermant ces combats dans le cadre d'une profession ou d'une région, mais en développant la logique

même de ces revendications comme posant la question de la conquête du pouvoir : les revendications salariales les plus élémentaires ne peuvent être satisfaites sans un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste conséquent, et ce même programme à son tour ne peut être réalisé que par un gouvernement des ouvriers et des paysans auto-organisés. Cette orientation doit s'exprimer concrètement dans l'effort pour créer à chaque fois des organismes d'auto-organisation des masses en lutte et pour les lier entre eux (entre les diverses professions, les diverses villes et régions, etc). Même s'il faut pour cela lutter contre le courant, il est impossible de renoncer à cette orientation sans trahir du même coup la révolution.

Parti ouvrier indépendant et parti communiste révolutionnaire

Tant qu'un nouvel essor de la lutte des masses ne pose pas concrètement et immédiatement la question de la formation d'organismes soviétiques à l'échelle du pays et tant que les masses continuent d'entretenir des illusions envers leurs directions réformistes, il serait erroné de renoncer au mot d'ordre de gouvernement de front unique exposé plus haut. Dans ce cadre, il apparaît fondamental d'essayer de faire cristalliser les tendances à la constitution d'une organisation *politique* exprimant les intérêts spécifiques du prolétariat, car sans un tel instrument, il est illusoire de s'imaginer pouvoir lutter pour la direction prolétarienne de la révolution, en particulier contre le front populaire. Il faut donc œuvrer, dans le mouvement vivant de l'avant-garde et plus largement des masses, pour constituer cette représentation indépendante du prolétariat, c'est-à-dire combattre pour la formation d'un « instrument politique » sur la base de la COB et des syndicats, avec le programme le plus avancé possible.

Si le MAS et les fractions les plus droitières de la bureaucratie de la COB ont concentré tous leurs efforts contre la mise en place d'un tel parti, soit en se battant purement et simplement contre elle, soit en s'efforçant de subordonner ce parti dès sa naissance à une politique petite-bourgeoise (et donc par là à la bourgeoisie et à l'impérialisme), ce n'est pas par hasard. Dans la situation actuelle d'ascension de la lutte politique des masses, la formation d'un tel parti sur des bases d'indépendance de classe,

telle que la posent les statuts de la COB, jouerait un rôle utile comme pôle de regroupement pour le prolétariat et offrirait des possibilités considérables aux marxistes pour accélérer la formation de leur propre fraction dans la classe. C'est pourquoi le MAS y voit à juste titre une menace pour son hégémonie et sa stratégie de front populaire. Il serait absolument sectaire de rester passif face à cette question ou, pire encore, de s'opposer à la formation d'un tel parti ouvrier, sous prétexte qu'il ne serait pas un parti révolutionnaire. Sans méconnaître ces risques, les trotskystes doivent intervenir énergiquement pour contribuer à imposer sa création, en s'appuyant précisément sur l'avant-garde qui se dégage des luttes les plus récentes et en se battant pour le programme le plus juste possible, mais sans jamais renoncer à leur expression propre. Ils y trouveront une autre voie de contact avec l'avant-garde prolétarienne qui mûrit à la chaleur de la situation. La construction du parti communiste révolutionnaire ne s'oppose pas à la constitution d'un parti ouvrier indépendant, mais au contraire se combine dialectiquement avec elle.

Conclusion provisoire

La révolution bolivienne ne pourra triompher que si le parti révolutionnaire du prolétariat parvient à prendre la tête de la lutte des masses pour les conduire à la prise du pouvoir, et si ce parti garde toujours présent à l'esprit que la révolution bolivienne ne saurait vaincre sans s'étendre au-delà des frontières de la Bolivie, c'est-à-dire qu'elle ne saurait triompher sans se poser comme le premier maillon de la révolution prolétarienne dans le sous-continent, ouvrant la voie à la constitution des États-Unis socialistes d'Amérique Latine. La « théorie du socialisme dans un seul pays » a fait depuis longtemps faillite ; la seule théorie valable pour le prolétariat, c'est celle de la révolution permanente. Une victoire du prolétariat et des paysans pauvres en Bolivie bouleverserait les rapports de forces entre les classes à l'échelle du continent et dans le monde entier : elle donnerait un puissant coup d'accélérateur à la reconstruction du mouvement ouvrier et favoriserait le pôle révolutionnaire dans cette recomposition, à condition que les partis trotskystes sachent y intervenir correctement. La révolution bolivienne fragiliserait en même temps

considérablement tous les gouvernements qui reposent sur la collaboration de classes, à la fois expressions de la pression des masses et obstacles sur la voie de son approfondissement, comme celui de Chavez au Venezuela, de Lula au Brésil, du Frente Amplio en Uruguay ou même de Kirchner en Argentine. En effet, une des forces principales de ces gouvernements repose sur l'absence d'alternative révolutionnaire ayant un poids de masse, car dans ces conditions des millions continuent à espérer en ce qui leur semble à ce stade la seule alternative possible aux politiques néo-libérales, bien que leur expérience quotidienne leur montre qu'il ne s'agit en réalité que d'une alternance, avec la même politique.

C'est pourquoi les organisations révolutionnaires d'Amérique Latine et du monde doivent non seulement apporter l'attention la plus grande aux luttes actuelles des masses boliviennes, mais en outre leur apporter tout leur soutien en intégrant la situation révolutionnaire en Bolivie dans leur propre politique quotidienne.

Les organisations ouvrières des pays impérialistes qui, comme la France, participent au pillage et à l'oppression du peuple bolivien (notamment par l'intermédiaire de Total-Fina Elf, de Suez-Lyonnaise des Eaux, etc, coordonné par l'ambassade de France à La Paz), ont le devoir de s'adresser et d'organiser les travailleurs de leur propre pays contre ces entreprises impérialistes et leur gouvernement, pour appuyer la lutte des travailleurs boliviens. Car c'est seulement sur la base de ce travail politique que peut se sceller l'union des travailleurs des impérialistes avec les peuples opprimés et en particulier avec le prolétariat des nations opprimées. Cela passe bien sûr par la rédaction d'articles, l'organisation de réunions pour la faire connaître et, selon les pays et les situations, l'appel à des mobilisations pour soutenir la lutte des ouvriers et paysans de Bolivie. Mais cela exige aussi, indissociablement, de s'efforcer d'avancer à la chaleur des événements, sans opportunisme et sans sectarisme, vers le regroupement des forces trotskystes authentiques, à

l'échelle internationale et dans chaque pays — travail auquel le Groupe CRI consacre une grande partie de son énergie depuis sa fondation, en cherchant toujours à combiner la discussion politique de fond avec d'autres organisations qui se revendiquent du même combat et l'intervention commune chaque fois que c'est possible, aussi bien en France qu'à l'échelle internationale.

Étant donné l'importance de ces problèmes de la révolution bolivienne, nous reviendrons dans nos prochains numéros sur les leçons des révolutions boliviennes de 1952 et 1971, sur les événements plus récents de l'actualité (notamment sur l'attitude à adopter face aux élections prévues pour décembre 2005 et la Constituante pour 2006) et enfin sur la politique menée par les organisations boliviennes se revendiquant du trotskysme face à l'actuelle situation révolutionnaire.

Antoni Mivani

HOMMAGES - TRIBUNES LIBRES

PIERRE BROUÉ (1926-2005)

Pierre Broué, décédé le 26 juillet à l'âge de 79 ans, fut indissociablement historien et militant trotskyste. Ceux qui se livrent à l'éloge de l'historien universitaire, internationalement reconnu dans le mouvement ouvrier et bien au-delà, mais qui font mine d'ignorer ou de sous-estimer le militant (comme c'est le cas dans bien des nécrologies parues dans la presse, et pas seulement dans la presse bourgeoise), en donnent une image scandaleusement tronquée : il n'aurait pas été l'historien qu'il a été s'il n'avait été le militant qu'il a été. D'autre part, ceux qui, comme le groupe La Riposte en France, évoquent le militant, mais uniquement pour se faire « mousser » en préférant leur propre intérêt d'organisation à la vérité historique, se montrent indignes de celui qu'ils prétendent ainsi « récupérer » ; en l'occurrence, il est indéniable que Pierre Broué s'était effectivement rapproché, à la fin de sa vie, du courant international dirigé par Ted Grant et Alan Woods, avec lequel il partageait beaucoup de positions politiques ; mais il est mensonger et tout à fait mesquin de consacrer toute une notice nécrologique à Pierre Broué, comme ose le faire Greg Oxley, sans même signaler qu'il fut, pendant 45 ans, militant et dirigeant de l'organisation dirigée par Pierre Lambert, l'OCI-PCI ! Quant aux trois principales organisations d'extrême gauche, leur attitude est indigne, à commencer par le

CCI-PT lambertiste qui, dans *Informations ouvrières*, minimise le rôle politique primordial de Pierre Broué dans sa propre construction et se garde bien d'appeler ses militants à lire et étudier l'œuvre de l'historien. De son côté, *Rouge*, le journal de la LCR, s'est contenté d'une petite note élogieuse, mais insipide, tandis que LO n'a pas publié le moindre article ! Et ils se disent « trotskystes » !

Après un passage par un groupe de résistants et une adhésion au PCF en 1944, Pierre Broué se fit exclure de ce parti sous l'accusation de « trotskysme » pour avoir contesté la ligne chauvine incarnée par le mot d'ordre « *À chacun son boche* ». Cet acte courageux est le premier d'un internationalisme prolétarien fondamental, qui fut l'une de ses principales caractéristiques jusqu'à sa mort.

Accusé de « trotskysme », il prit contact avec les trotskystes et rejoignit bientôt les rangs du PCI, section française, unifiée en 1944, de la « IVe Internationale ». Au moment de l'une des plus graves crises de celle-ci en 1951-1953 (crise qui succède en réalité à bien d'autres depuis la fin de la guerre), il participe au combat contre le révisionnisme cryptostalinien de Pablo, lequel exclut bureaucratiquement la majorité de la section française de l'« Internationale ». Il devient rapidement l'une des principales

figures, avec Stéphane Just, Gérard Bloch, Daniel Renard, Claude Bernard, dit Raoul, et Pierre Lambert, de la tendance dirigée par ce dernier, puis de l'OCI des années 1960-1970, devenue PCI en 1982.

Nous ne pouvons revenir ici sur l'histoire politique de cette organisation, dont Pierre Broué fut l'un des principaux acteurs : ce sera l'objet d'une indispensable étude ultérieure. Mais il faut dire clairement que, sans les dirigeants et militants qui l'ont construite pendant des années — avant sa faillite révisionniste irréversible des années 1980-1990 — ce sont des pans entiers du trotskysme qui n'auraient pu se maintenir de manière à la fois organisée et (relativement) vivante. Cela ne signifie d'ailleurs pas que d'autres courants n'aient préservé et incarné dans leur pratique politique la tradition du communisme révolutionnaire et du combat pour la IVe Internationale en particulier. Et cela signifie encore moins qu'il faille sous-estimer les dérives opportunistes (parasyndicales et crypto-réformistes) et les méthodes bureaucratiques indignes du marxisme révolutionnaire de l'OCI-PCI : nous pensons, tout au contraire, que les dérives et les méthodes propres à cette organisation s'enracinent dans les années 1940 et 1950, qu'elles ont en tant que telles constitué un obstacle pour la construction de la IVe Internationale, et que le naufrage politique (et en partie organisationnel) du

PCI-CCI des années 1980-1990 est le produit de toute une série de causes qui ne son évidemment pas apparues la veille du jour de l'exclusion de tel ou tel.

Pierre Broué est donc co-responsable, avec tous les autres dirigeants et militants de cette organisation, à la fois de ses mérites et de ses limites historiques. Il a participé non seulement à la formation des militants (camps de formation, « Groupe d'Études Révolutionnaires », etc.), mais tout autant à la détermination de l'orientation politique de l'OCI, à la fois au niveau général et en ce qui concerne tout particulièrement trois secteurs, où il a joué un rôle décisif : l'enseignement (dans les années 1950-1960, Pierre Broué a des positions importantes dans le SNES-FEN, puis dans le SNESup, et surtout dans la tendance révolutionnaire unifiée de l'époque, « L'École Émancipée »); la défense des militants ouvriers et démocrates (des militants algériens du MNA dans les années 1950 aux intellectuels oppositionnels russes des années 1970, en passant par les dissidents hongrois, polonais ou tchécoslovaques); et surtout, les pays dits de « démocratie populaire » où la révolution politique se cherchait (Pologne et Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968, révolution culturelle en Chine, etc., événements que Broué étudia et analysa à la fois comme auteur d'une « histoire immédiate » et comme dirigeant trotskyste construisant une organisation internationale pour l'intervention dans la lutte de classe; cf. nos éléments bibliographiques ci-dessous).

En revanche, Pierre Broué ne combattit guère les dérives politiques et les méthodes de son organisation. Le cas le plus évident est celui de « l'affaire Varga » en 1973. Varga était un dirigeant de l'OCI et de son organisation internationale, qui se fit exclure de manière ignoble, sur la base d'accusations politiquement stalinienne et manifestement paranoïaques, par Pierre Lambert et Stéphane Just, avec la caution de la majorité des dirigeants et militants. Or, Pierre Broué, qui avait lui-même recruté Varga et travaillé avec lui sur l'Europe de l'Est (et qui en était par ailleurs un ami), comprit parfaitement qu'il s'agissait d'une machination et d'accusations déliantes; pourtant, il ne dit rien, il cautionna, il suivit. Cela n'était ni la première, ni la dernière fois. Quelques années plus tard, en 1979, dans le bulletin intérieur, Pierre Broué écrit certes un texte intitulé *Tirer nos forces de nos faiblesses*, où il critique, d'ailleurs très prudemment, une tendance au centralisme bureaucratique¹. Mais, en 1984, il préside

la commission du congrès qui prépare et justifie, sur la base d'une nouvelle machination de Lambert, l'exclusion de Stéphane Just. Or celui-ci avait commencé à s'engager, de manière limitée, dans un combat politique contre le révisionnisme qui, dans un parti sain, aurait pu aboutir à la constitution d'une véritable fraction de gauche; mais Broué était lui-même plutôt un « droitier », partisan notamment de la « ligne de la démocratie » définie par Lambert pour saborder tout programme révolutionnaire; en participant à l'élimination bureaucratique de Just, Broué entendait manifestement faire avancer plus aisément sa propre ligne, sans s'encombrer du long détour d'un véritable combat politique fondé sur la discussion rationnelle. En 1988, Broué constitue certes une tendance au sein du PCI, sous le nom « Fidélité au Front Unique »; mais ses positions politiques ne tranchent pas clairement avec celles de la direction, et il se contente de critiques superficielles sur la question des méthodes et de la bureaucratie. Dès lors, la direction qui, étant donné sa stature, s'en méfie tout de même, n'attend qu'un prétexte pour l'exclure. Il le lui fournit bientôt, en 1989, en allant présenter son *Trotsky* à une réunion de la Nouvelle Action française, groupuscule monarchiste réactionnaire. Cela ne méritait pas une exclusion, mais c'était bien une faute politique. La direction lambertiste était au courant à l'avance de ce rendez-vous (inscrit sur l'agenda de promotion du livre, à laquelle elle participait); elle se contente d'attendre Broué au tournant et il tombe dans le piège. Signe de sa sous-estimation de la bureaucratie lambertiste, il se croyait manifestement immunisé par son prestige d'historien internationalement reconnu et son rôle fondamental dans la construction de l'organisation, contre le risque d'une exclusion.

Par la suite, Pierre Broué fonde la revue *Le Marxisme aujourd'hui*, qui développe à la fois des analyses intéressantes sur de nombreux pays et des positions droitières, souvent complaisantes, selon nous, à l'égard du PS pourtant au pouvoir. Il se rapproche en même temps de la tendance Filoche qui combat à l'intérieur de la LCR, puis du PS; il devient collaborateur de la revue de cette tendance, *Démocratie socialiste*. Lors de l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2002, il réagit en militant marxiste digne de ce nom, en s'insurgeant publiquement contre l'union sacrée, incluant la LCR, derrière Chirac.

La camarade Laura Fonteyn et moi-même sommes allés rencontrer Pierre Broué chez lui, à Grenoble, début novembre 2002, quelques mois après notre propre exclusion du PT lambertiste. Cette démarche s'inscrivait dans notre volonté de prise de contact avec différents groupes politiques (nous ne souhaitons pas, alors, constitué un nouveau groupuscule si cela

cas politiquement « droitier » qui est celui de son auteur, et que nous connaissons bien.

pouvait être évité, envisageant plutôt d'en rejoindre un déjà existant, ce qui ne fut malheureusement pas possible, en raison du sectarisme de la plupart et/ou du révisionnisme de certains). À l'exception de l'échange de quelques courriels, ce fut notre seule et unique rencontre avec Pierre Broué : ce que nous pouvons en dire ici est donc largement de l'ordre de l'intuition, non de la certitude; mais c'est un témoignage parmi d'autres, qui nous semble devoir entrer dans le cadre de cet hommage politique.

Il nous raconta sa vie militante, à notre demande, et nous fit part de mille et une anecdotes sur son ancienne organisation. Son analyse de la dérive de celle-ci ne concernait cependant guère le fond politique : il dénonçait avant tout les méthodes. En outre, non sans une certaine naïveté surprenante de sa part, il montra une certaine indulgence pour Lambert à titre personnel, faisant reposer notamment la responsabilité de sa propre exclusion avant tout sur les épaules de ses sbires, les Gluckstein, Gauquelin et consorts. Globalement, nous n'avons pas eu le sentiment d'une rupture totale avec le lambertisme en tant que courant politique.

D'autre part, Broué nous expliqua qu'il se rendait régulièrement aux Universités d'été de la LCR, et que c'était la tendance (très droitière) de Christian Picquet qui lui semblait la moins mauvaise.

Enfin, il nous signala l'existence du courant international animé par Ted Grant, mais il n'avait aucune démarche militante de ce point de vue, se contentant de nous inviter à le découvrir, et ne mentionnant même pas l'existence de La Riposte en France, groupe dont nous n'eûmes connaissance que bien plus tard.

En un mot, Pierre Broué n'avait pas grand-chose de concret à nous proposer. Il nous invita certes à devenir collaborateurs de sa revue, *Le Marxisme aujourd'hui*; mais cela ne pouvait satisfaire notre souhait de poursuivre le combat politique pour la construction d'une organisation trotskyste, non seulement en raison des positions très droitières de cette revue, mais surtout parce que nous avions besoin d'une véritable orientation politique pour intervenir concrètement dans la lutte de classe, et il ne nous semblait pas que cette revue le permit.

On peut sans doute expliquer l'attitude de Pierre Broué, qui était d'ailleurs déjà malade, par un refus de « donner des leçons » à ces jeunes militants que nous étions. Mais force est de constater qu'il n'essaya pas non plus de nous orienter sur la voie de notre propre expérience. Manifestement, il ne croyait plus guère au militantisme en tant que tel, ou en tout cas n'y encourageait pas. Le vieux Pierre Broué, qui venait de terminer son dernier livre sur les camps en URSS, était manifestement soucieux de transmettre une mémoire et surtout une histoire (celle du mouvement ouvrier, du trotskysme, de l'anti-stalinisme...); il restait par ailleurs d'une grande curiosité, fin connaisseur et analyste des situations politiques et des luttes de classe dans différents pays,

¹ Cf. l'hommage de Vincent Presumey à Pierre Broué, sur le site de la *Lettre de Liaisons* : <http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons/docs/Pierre_Broue.doc> (pages 21-22). Parmi les différents hommages, le plus souvent insipides, qui ont pu être rendus à Pierre Broué, ce texte se distingue sans conteste et mérite d'être recommandé à nos lecteurs, car il contient une multitude de faits très précis (malgré quelques approximations, notamment bibliographiques) et des analyses politiques souvent intéressantes — du point de vue parfois expressément « affectif » et en tout

notamment en Amérique latine, en URSS et en Europe de l'Est — ce dont témoigne amplement sa revue. En revanche, il nous a paru n'avoir plus guère de perspectives politiques révolutionnaires concrètes pour l'avenir.

En tout cas, c'est bien l'œuvre monumentale de l'historien engagé qui restera son principal héritage pour les militants, jeunes et moins jeunes, qui souhaitent, comme ils le doivent sans doute, s'instruire pour penser par eux-mêmes et agir de manière éclairée dans la lutte de classe. Les ouvrages de Pierre Broué sont irremplaçables, souvent pionniers, toujours d'une richesse d'analyse exceptionnelle. Ils sont devenus depuis longtemps déjà des textes « classiques », dans le sens de ce que l'on ne peut pas ignorer si l'on prétend étudier les mêmes événements qu'eux, fût-ce pour aboutir finalement à une interprétation différente. À ce titre, ils doivent figurer parmi les principaux ouvrages nécessaires à la formation marxiste des militants. C'est dans cette perspective que nous ne croyons pas inutile de rappeler ici non pas la totalité, mais les plus importants d'entre eux, d'autant plus que la plupart sont aujourd'hui épuisés ou très difficiles à trouver en librairie. Nous avons déjà publié dans Le CRI des travailleurs (et nous continuerons) des articles historiques s'appuyant tout particulièrement sur les analyses de Pierre Broué (cf. notamment les trois premiers numéros, sur la révolution allemande, et les quatre suivants, sur la révolution chinoise); ses ouvrages sont en outre la source de bien des exposés de formation que nous organisons. Car le meilleur hommage que l'on puisse rendre à Pierre Broué, grand historien et constructeur pendant 45 ans d'une organisation trotskyste, c'est de continuer son combat et, dans ce but même, de le lire.

L. W.

Éléments bibliographiques

Principaux livres

- *La Révolution des conseils ouvriers hongrois* (sous le pseudonyme de François Manuel), *La Vérité*, 1957.
- *La Révolution et la guerre d'Espagne*, écrit avec Émile Témime, Éd. de Minuit, 1961, rééd. 1969.
- *Le Parti bolchevique. Histoire du PC de l'URSS*, Éd. de Minuit, 1963, rééd. 1969.
- *Le Printemps des peuples commence à Prague. Essai sur la révolution politique en Europe de l'Est*, supplément à *La Vérité* n° 542, 1969.
- *Révolution en Allemagne. 1917-1923*, Éd. de Minuit, 1971.
- *La Révolution espagnole. 1931-1939*, Flammarion, 1972.
- *Trotsky. Iconographie et mise en page* de David King, texte de P. Broué, EDI, 1979.
- *L'Assassinat de Trotsky*, Complexe, 1980.
- *Trotsky*, Fayard, 1988.
- *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, Les Éditions Ouvrières, 1993.
- *Staline et la révolution : le cas espagnol*, Fayard, 1993.
- *Rakovsky ou la révolution dans tous les pays*, Fayard, 1996.
- *L'Internationale communiste. 1919-1943*, Fayard, 1997.

À ces ouvrages principaux s'ajoute une multitude d'articles historiques parus dans différentes revues, notamment dans *Arguments* (fondée à la fin des années 1950 par Edgar Morin, Pierre Fougère et d'autres intellectuels exclus du PCF), *Le Mouvement social* (signalons tout particulièrement l'article « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », dans le n° 54, janv.-mars 1966) et bien sûr *L'École émancipée* (revue de la tendance révolutionnaire au sein de la FEN des années 1960), *La Vérité* (revue de l'OCI-PCI; signalons par exemple son article en deux parties sur « La Révolution culturelle en Chine » dans les n° 551 de mars 1971 et 553 de juin 1971) et les *Cahiers Léon Trotsky* (80 numéros publiés chaque trimestre ou presque à partir de 1979 par l'Institut Léon Trotsky, que Pierre Broué avait fondé en 1978 et qu'il dirigeait;

cette publication est malheureusement interrompue depuis mars 2003).

Textes édités, présentés et annotés

Pierre Broué a édité, souvent traduit, présenté et annoté les textes de Trotsky :

- *Œuvres*, 27 volumes pour la période 1933-1940, 3 volumes pour les années 1928-1929, Éd. EDI, 1978 à 1989. [Entreprise dirigée par Pierre Broué, après l'ouverture des archives de Trotsky à Harvard, menée avec plusieurs collaborateurs, hélas inachevée, laissée en plan après 1989.]
- *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)* [anthologie], Éd. de Minuit, 1967.
- *La Révolution espagnole. 1930-1940* [anthologie], Éd. de Minuit, 1975.
- *Correspondance avec Alfred et Marguerite Rosmer. 1929-1939* (textes choisis et présentés en collaboration avec Gérard Roche), Gallimard, 1982.

D'autre part, Pierre Broué a présenté et annoté l'édition de nombreux textes d'une grande importance pour le mouvement ouvrier, notamment :

- *Les Procès de Moscou. Compte-rendus du commissariat du peuple à la justice. Dossiers de la révision depuis le XXe Congrès du PC de l'URSS*, Julliard, 1964.
- *Histoire de la Fédération unitaire de l'enseignement des origines à l'unification de 1935*, écrite par Fr. Bernard, L. Bouet, M. Dommangeat, G. Serret en 1935, rééd. par l'IEP de Grenoble, trois vol., sans date, vers 1966, hors commerce.
- *La Question chinoise dans l'Internationale communiste (1926-1927)* [anthologie], EDI, 1965, deuxième éd. revue et augmentée, 1976.
- *Pologne-Hongrie 1956 : le Printemps en Octobre* [anthologie], EDI, 1966.
- *Les Congrès de l'Internationale communiste. Textes intégraux* (publication inachevée, seuls deux volumes sont parus, sur le premier congrès et la période de mars 1919 à juillet 1920), EDI, 1974/1979.
- *Notes d'Allemagne. 1923* de Victor Serge, La Brèche-PEC, 1990.
- *Reporter et Politika. Écrits à Prague sous la censure (août 1968-juin 1969)*, Paris, 1973.

KARIM LANDAIS NOUS A QUITTÉS

Karim Landais a mis fin à ses jours dans la nuit du 24 au 25 juin dernier. Karim n'était pas trotskyste, mais anarchiste libertaire. Il était aussi un jeune historien extrêmement prometteur, d'une grande intelligence et d'une rigueur intellectuelle exemplaire. Avec lui, le mouvement ouvrier a perdu un jeune intellectuel révolutionnaire, au sens le plus noble du terme. C'est pourquoi ses nombreux travaux de recherche déjà réalisés, pour beaucoup inédits, et les projets pionniers qu'il avait formés, doivent être signalés aux lecteurs du CRI des travailleurs (dont il était lui-même un lecteur critique) : ils sont en effet d'un grand intérêt pour la réflexion politique sur l'organisation du mouvement ouvrier, plus précisément sur la question centrale de la bureaucratie, des rapports de pouvoir et des processus de domination que l'on y rencontre de manière peut-être universelle.

L'itinéraire politique de Karim, son orientation profondément libertaire aussi bien que sa vocation de chercheur ou en tout cas le choix de son sujet d'étude, s'enracinent dans une sorte d'*expérience fondatrice* : celle de son passage par le Parti des travailleurs (PT), dans lequel il avait milité pendant deux ans, à partir de juin 1999. Il avait rencontré les militants de ce parti et de l'organisation de jeunesse qui lui est liée à la fin de sa première année d'histoire à l'Université d'Aix-en-Provence, après avoir fait de brefs passages par différents groupes, et il y avait adhéré avec « enthousiasme »¹.

¹ Dans un texte de bilan de cette expérience, en août-septembre 2001, il écrit : « J'étais pour le moins enthousiaste. (...) Ce qui m'a plu dans le Parti des Travailleurs, c'est ce côté "front unique", que semblait prouver l'existence apparente des 4 "courants" du Parti, et le

Deux ans plus tard, rédigeant ce qu'il appelle « non sans un brin d'ironie »², son *Cahier noir du CCI*, Karim inaugure ce geste politique qui le caractérisera tout au long de sa trop brève existence militante : avec une lucidité intransigeante et une démonstration implacable, il dresse un *bilan critique et autocritique* de son expérience politique au PT dirigé, quoique officieusement, par son courant CCI. Dans

discours très peu idéologique des militants de la section de Vitrolles. C'était ce que je voulais entendre : j'estimais en effet ne pas être assez mûr, ni assez instruit ou expérimenté, pour me réclamer d'une tendance particulière du mouvement ouvrier. » (Le Cahier noir du CCI. Bilan par un jeune militant de 2 ans de militantisme aux côtés des trotskistes. Texte inédit, adressé à Daniel Gluckstein et Pierre Lambert, ainsi qu'à ses ex-camarades de section du PT en septembre 2001, communiqué pour information au Groupe CRI le 29 mars 2004.)

² *Ibid.*, p. 3.

ce texte, Karim fustige l'absence de démocratie, l'impossibilité de véritables discussions, les bureaucrates arrogants, la bêtise des petits chefs, la lâcheté de nombreux militants agissant comme des petits soldats au lieu de penser par eux-mêmes¹. S'adressant à Gluckstein et Lambert, son texte se conclut en exprimant, avec la spontanéité qui caractérisait Karim, sa « profonde déception » : « *J'ai cru en le parti. J'ai véritablement espéré. Mais les trotskistes ont brisé mes espérances. Et c'est de ce crime que je les accuse : briser les élan de centaines de personnes perdues et cherchant ne serait-ce qu'un brin d'espoir. Je dis : c'est criminel. Et c'est dommage, parce que vous contribuez à entretenir la réputation que vous fait la presse bourgeoise. Et cette réputation, elle rejaillit sur le mouvement ouvrier tout entier. Vous salissez un espoir : vous avez sali MON espoir. Et la seule chose que je souhaite est que vous en preniez conscience.* »²

Karim exprimait là, incontestablement, le sentiment de très nombreux travailleurs et jeunes passés par le PT à un moment ou à un autre, et bien souvent écœurés à un tel point par cette organisation qu'ils en sortent définitivement brisés comme militants. Le désarroi de Karim ne fut heureusement qu'éphémère, mais cette expérience est le point de départ de sa caractérisation hélas définitive — qu'il s'efforça plus tard de justifier historiquement et théoriquement — du « trotskysme » et du « bolchevisme » en général comme un courant nécessairement bureaucratique. C'est donc le lambertisme, ce courant centriste sclérosé qui donne du « trotskysme » une image repoussante, ce véritable flanc-garde de la bureaucratie réformiste, qui a poussé Karim dans les rangs de l'anarchisme, et qui en a fait un adversaire politique du bolchevisme. Il

écrivait ainsi, dans une lettre à son ex-camarade et ami D. : « *Effectivement, je n'aurais pas de honte à me réclamer d'un certain "antitrotskisme". (...) C'est le PT qui finalement m'a fait anarchiste, lorsque j'ai compris l'interaction non seulement évidente mais nécessaire entre la théorie et la pratique.* »

Cependant, la rupture proprement politique avec le lambertisme semble avoir été plus progressive que sa rupture organisationnelle. La focalisation de Karim sur la question des méthodes, qui exprime la nature extrêmement exigeante, mais aussi très idéaliste, de sa personnalité, ne lui permit sans doute pas d'analyser immédiatement le fond politique du lambertisme. Concluant son *Cahier noir* du CCI, Karim tenait à préciser que « *(ses) divergences d'avec le courant trotskiste ne sont pas de l'ordre des "positions politiques". Je maintiens mon attachement aux principes affirmés de Front unique, de défense de l'indépendance des organisations traditionnelles de la classe ouvrière que sont les syndicats, de la laïcité, etc.* » Et, dans la lettre déjà citée à D., il écrivait quelques semaines plus tard : « *Je n'ai pratiquement aucun désaccord proprement politique avec le PT... Mais peut-on dire que nous œuvrons pour la même chose ? Une organisation antidémocratique œuvre-t-elle pour la démocratie ? C'est impossible.* »

Le caractère progressif de la rupture d'avec le fond politique du lambertisme se manifeste en un sens par l'adhésion de Karim à la Libre Pensée (association anticléricale et laïque, mais notoirement dirigée par les lambertistes et profondément liée aux réformistes, ayant renoncé au discours socialiste de la Libre Pensée historique et participant en revanche à l'UNESCO, cette institution impérialiste de l'ONU). Mais surtout, Karim rejoignit presque immédiatement après sa sortie du PT les rangs de l'UAS, l'Union anarcho-syndicaliste d'Alexandre Hébert ; or celui-ci, qui fut le pilier d'une tendance « de gauche » au sein de la bureaucratie de FO, est non seulement un vieil ami de Lambert, mais surtout un participant régulier au Bureau politique de l'OCI-PCI-CCI pendant des années, où il joua un rôle manifestement important dans la dérive opportuniste de cette organisation vers le rôle de flanc-garde de l'appareil syndical et vers l'idéologie démocrate et nationaliste petite-bourgeoise. Karim était certes critique à l'égard de l'UAS ; mais il est clair que ce choix d'un groupe par ailleurs si particulier et si insignifiant dans la constellation de l'anarchisme, ne peut être dû au hasard : au-delà de sa réelle volonté de ne pas rester inorganisé, il s'explique sans doute surtout par le caractère encore inabouti de sa rupture politique d'avec certaines positions lambertistes ou héberto-lambertistes. Dans sa lettre de rupture avec l'UAS, qui date de l'automne 2004, il reconnaît d'ailleurs que « *à l'origine, (il) cherchait en l'UAS un PT*

démocratique »³. Cependant, là encore, Karim poursuit sa réflexion, qui aboutit de nouveau à une rupture. Sa justification principale en est la suivante : « *En ce qui me concerne, il m'est difficile d'assumer encore l'étroitesse des relations que l'UAS entretient, certes avec plus ou moins de bonheur, avec le CCI du PT. L'adhésion à l'EIT [Entente Internationale des Travailleurs, regroupement parasynical créé et dirigé par les lambertistes, NDR], notamment, me paraît véritablement problématique.* »

Formellement, cette rupture ne fut pas si brutale que celle d'avec le PT : Karim exprimait le vœu de « pérenniser » les « liens affectifs » avec certains de ses camarades de l'UAS, et écrivait : « *Je reste abonné à L'Anarcho et continue de considérer l'UAS comme un courant original du mouvement ouvrier et socialiste.* » Il ajoutait même qu'il avait le projet d'« écrire l'histoire de l'Union des Anarcho-Syndicalistes » et se proposait pour être biographe d'Alexandre Hébert : « *Je suis convaincu de l'utilité historique et politique de tels projets.* » Et pourtant, sur le fond, cette lettre de rupture avec l'UAS marque en réalité une rupture politique totale d'avec la nébuleuse lambertiste prise au sens large du terme. Tout en exprimant une fois de plus ses convictions anti-trotskystes et en tendant toujours plus à des positions gauchistes — s'interrogeant notamment sur la légitimité même du travail syndical —, Karim va cette fois plus loin qu'une simple focalisation sur les méthodes, en faisant le lien entre celles-ci et l'orientation politique du PT. Même s'il croit pouvoir généraliser au « trotskysme », c'est bien le PT qui est tout particulièrement visé lorsque Karim écrit : « *L'accapement du pouvoir par un groupe ou une fraction de ses militants (...) facilitait son évolution vers des positions centristes, réformistes, bourgeoises, ou, au-delà de ces caractérisations, simplement étrangères à un projet révolutionnaire.* » C'est ce que confirme la suite de cette lettre : « *Le PT, plus encore que d'autres organisations politiques, est une organisation à la dérive, un parti opportuniste, qui s'adapte aux circonstances pour le seul bénéfice de sa survie. Il n'y a plus de projet, plus de doctrine : l'idéologie enrobe la seule justification qui est que le parti est une fin en soi et que son seul souci est d'obtenir toujours plus de pouvoir.* » Puis Karim poursuit par une série de critiques qui concernent en fait aussi bien l'UAS que le PT : « *À propos de l'Europe, notamment, je crois que la défense des acquis (qu'ils soient sociaux ou démocratiques, comme la laïcité) ne doit pas se confondre avec la défense de la République, même si c'est "en attendant mieux". Car si celle-ci est bien le cadre dans lequel ils ont été conquis, elle est aussi celui contre lequel la lutte a été menée. Le PT, même en considérant ses illusions étatiques, illustre*

¹ Dans son message du 29 mars 2004 au Groupe CRI accompagnant l'envoi de son *Cahier noir*, Karim précise cependant : « *Si je ne renie pas le fonds de ma pensée, celle-ci a quand même bien évolué depuis, et j'ai beaucoup de regrets et de critiques quant à la forme que ma brochure a prise.* » Comme le confirment par ailleurs plusieurs lettres de Karim à d'ex-camarades et amis du PT, il regrettait en particulier d'avoir pu blesser individuellement certains militants en décrivant sévèrement leur comportement (ce dont les dirigeants lambertistes s'étaient évidemment saisis pour tenter de discréditer l'ensemble du texte).

² *Cahier noir...*, p. 20. — Cf. aussi la lettre de Karim du 10 décembre 2001 à un ex-camarade du PT, E., justifiant sa démarche : « *Ma "méthode" est issue de l'éruption que provoque inévitablement une trop grande intériorisation, alliée dans mon cas à un trop grand espoir déçu. Cela, sans doute, on peut le critiquer. Mais la "mise à mort" [du CCI, selon l'expression de E. — NDR] que j'entreprends est justement la mise à mort du mensonge qu'on m'a fait, de l'illusion dont on m'a bercé pendant un an et demi : je ne veux pas en effet que vos pratiques (puisque tu tiens à tout prix à faire corps avec tes camarades) dégoûtent d'autres que moi, brisent en eux de beaux espoirs ou, pire, les transforment en moutons par un lavage de cerveau bien orchestré... »*

³ Cette citation et les suivantes sont extraites de la lettre de Karim à l'UAS en date du 1^{er} octobre 2004 (copie communiquée au Groupe CRI).

bien la dérive possible : idéalisation de la 3^{ème} République, collusion avec le nationalisme, éloge du cadre républicain. À trop lutter contre l'Europe, on en vient à oublier que l'ennemi principal est le capitalisme, que la République est elle aussi un adversaire, et qu'il reste à fixer les conditions et les bénéfices d'un éventuel repli national. Il convient également de proscrire la défense du jacobinisme et de la nation : le premier fut un mouvement meurtrier et non moins réactionnaire, tandis que la deuxième, foi d'anationaliste, représente la pire des revendications et des horizons. Ainsi, faire de cet enjeu un thème exclusif de lutte, et qui plus est de front unique, représente un risque de compromission avec des éléments douteux, donc un risque de dérive. (...) Je crois qu'il faut également prendre conscience que la doctrine sociale de l'Eglise n'est pas seule en cause dans le cours actuel des événements. L'association du capital et du travail est simplement, j'oserais dire, la forme la plus aboutie de la domination étatique et capitaliste. »

Mais Karim avait déjà fait le choix, « depuis trois ans » (comme il le dit lui-même dans cette lettre à l'UAS), de se consacrer avant tout au militantisme de nature théorique et historique. Ce fut le cas dans une certaine mesure dès le regroupement que Karim fonda et anima à Lyon, avec son ami Richard, ingénieur à la retraite, autour d'une revue, *Spartacus*, qui connut quatre numéros, de fin 2001 à juin 2003 ; cette revue publiait cependant également des articles plus immédiatement politiques, avec un éditorial et la reprise d'articles syndicaux ou politiques parus dans la presse, notamment d'extrême gauche¹. Mais surtout, ce dont Karim rêvait particulièrement s'exprime dans le projet de l'association et de la revue *Tro-Mé*, que Karim définissait, au moment de refermer l'épisode *Spartacus*, dans les termes

¹ Au moment où ces lignes sont écrites, nous n'avons cependant connaissance que du quatrième et dernier numéro de *Spartacus*. Précisons d'ailleurs que Karim n'assumait plus la responsabilité des trois premiers : dans un courriel du 8 mars à l'auteur de ces lignes, il écrit : « Si tu veux, je t'enverrai aussi ce fameux n° 4 : je suis trop honteux des trois premiers, même s'ils sont plus personnels et si tout n'y est pas à jeter. » En particulier, comme d'autres organisations anarchistes (Alternative libertaire, une partie de la Fédération anarchiste...), et comme par ailleurs la LCR, *Spartacus* appela à voter Chirac au second tour de la présidentielle en 2002. Cependant, Karim le regretta immédiatement : dans le courriel déjà cité, il écrit : « D'ailleurs, j'ai amèrement regretté dès le lendemain des élections de m'être ainsi fait galvaniser par l'hystérie ambiante — je crois que c'est un peu dur de réapprendre à réfléchir tout seul, à plus forte raison quand on n'a plus ni aucune amitié ni aucune activité militantes. » De fait, dans le quatrième et dernier numéro de *Spartacus*, paru un an après le n° 3, en juin 2003, notamment pour rendre hommage à Richard qui venait de mourir, Karim fit une auto-critique publique de cette faute politique. C'est d'ailleurs sur cette question de l'interprétation des résultats du 21 avril 2002 que le groupe *Spartacus* explosa.

suivants, très représentatifs de ses exigences et de son idéalisme foncier : « **Tro-Mé** est une association d'individus curieux, amoureux de la connaissance, de son partage, et de la liberté de sa diffusion. Ces ennemis du dogmatisme et de la pensée unique, de tout mensonge et de toute calomnie, érigent en principe l'honnêteté intellectuelle. **Tro-Mé** est une association libertaire, qui marque, par son adhésion à ce mot, son souci du problème que constitue la reproduction de la domination, qu'elle soit politique, économique, culturelle, religieuse ou sociale. À l'intérieur de ce cadre, toutes les tendances politiques et tous les individus peuvent intervenir à égalité. Tous souhaitent, par l'usage de l'information et de la rhétorique, réduire la politique à son caractère originel d'expression d'intérêts divergents. Les adhérents au **Tro-Mé** s'engagent ainsi dans la création d'une revue de même nom ; ils témoignent de leur attachement à la rigueur et à l'absence d'a priori que nécessite la construction d'un discours. Ils aspirent à la production de sens, en direction d'une infinité de domaines, avec un attachement particulier aux problèmes politiques et sociaux. Ils souhaitent comprendre le monde qui les entoure et son histoire, ainsi que s'appuyer sur de solides analyses pour élaborer des réponses et des possibilités d'engagement face aux problèmes du capitalisme et des idéologies réactionnaires. »

Tro-Mé ne vit finalement jamais le jour, mais c'est dans cet esprit que Karim s'engagea dans une collaboration étroite avec des revues libertaires existantes, telles que *La Question sociale* et surtout *Ni patrie ni frontières*, revue d'une grande tenue théorique et historique, éditée par Yves Coleman, dont il devint dès lors l'un des principaux collaborateurs, sous le nom d'Anouchka. Ce militantisme avant tout théorique eut comme conséquence une tendance au théoricisme, qui éloignait Karim des questions politiques les plus concrètes de la lutte de classe ; mais il en avait parfaitement conscience, il le regrettait et il n'excluait pas du tout de se remettre à militer de manière organisée. D'ailleurs, il adhéra à l'association Solidarité Irak et continua de fréquenter assidûment les groupes anarchistes de Lyon, notamment la librairie La Gryffe. De plus, il était d'autant moins coupé de la réalité que, l'Université lui ayant refusé une allocation de recherche, il fut contraint d'accepter des petits boulots pour survivre tout en poursuivant ses recherches (il fut notamment contractuel à La Poste, puis surveillant dans un lycée privé), ce qui le confronta à l'exploitation et aux nécessités du combat pratique. C'est ainsi qu'il se battit avec courage contre La Poste qui, après trois CDD, l'avait licencié pour avoir demandé le respect du Code du travail, et qu'il traîna devant les prud'hommes, gagnant finalement le procès.

Mais son passage par le PT, qu'il appelait avec humour « le parti du mensonge déconcertant », n'a jamais cessé

de hanter Karim. Elle a non seulement cristallisé son orientation libertaire, mais elle a également été le point de départ de son projet de recherches historiques. Dès son *Cahier noir* du CCI, il manifeste sa volonté, qu'il avait chevillée au corps, de ne pas tourner la page sans avoir essayé de comprendre, et par là même sans avoir essayé de faire comprendre à d'autres ce qu'il avait compris. Dans l'introduction, il écrit : « Sans doute me demandera-t-on la finalité de cette petite brochure... J'avoue que je n'en ai pas moi-même une idée très précise. Peut-être est-ce une mise en garde ? Ces pages ont également le but très personnel de laisser une trace de mon passage, car je ne veux pas que mon action s'évanouisse, qu'elle n'ait servi à rien, empêtrée comme elle l'a été, et pendant longtemps, par mon mutisme, un silence qui a trop souvent pris le pas sur la dénonciation, sur l'expression de la vérité, que j'aurais dû bien plus tôt faire éclater. Cela, sans doute, est dû à l'âge que j'avais lorsque j'ai adhéré au Parti, un âge où l'inexpérience fait croire que ceux qui parlent fort et qui ont vu beaucoup n'expriment rien de moins que la vérité. En ce sens, c'est certainement une vengeance contre moi-même, un somnifère qui me permettra de dormir tranquille, l'esprit au repos, avec la sensation d'avoir enfin accompli ce que je me devais de faire... »²

À partir de là, la réflexion de Karim sur la question des méthodes dans le mouvement ouvrier et sur la question de l'organisation en tant que telle, le conduisit progressivement à la formation d'un projet largement pionnier : il s'engagea dans une étude scientifique rigoureuse des « relations de pouvoir » dans les organisations d'extrême gauche, et tout particulièrement dans l'OCI-PCI, qu'il prit comme sujet de son DEA³. Il revint par la suite avec insistance sur cette organisation dans plusieurs textes de nature différente, dont le dernier date de quelques jours avant sa mort volontaire (voir ci-dessous la liste de ces textes publiés ou inédits). La direction du CCI-PT a d'ailleurs bien compris le danger que représentait pour elle ce jeune historien brillant, déterminé à faire toute la vérité sur cette organisation, loin des approximations et autres scoops journalistiques : prétextant qu'il avait rédigé son *Cahier noir* du CCI, la direction lambertiste interdit purement et simplement à Karim le droit d'accéder au CERMTRI (Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires internationaux), centre dirigé par les lambertistes et qui possède la

² *Cahier noir*..., p. 3.

³ *Un parti trotskyste. Éléments pour une socio-histoire des relations de pouvoir : introduction à une étude de l'OCI-PCI*, mémoire de DEA, sous la direction de Serge Wolikow, Université de Bourgogne, soutenu en juin 2004, 218 p., avec en annexe la transcription d'entretiens avec d'anciens militants de l'OCI/PCI/CCI du PT. — Cf. un compte-rendu sommaire de ce DEA dans *Dissidences*, bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires, sur le site <<http://www.dissidences.net/trotskysme.htm#landais>>.

plupart des archives de cette organisation. Elle confirma ainsi une fois de plus combien Karim, au-delà de certaines formules excessives, était fondé à la caractériser comme il le faisait¹.

Mais, au fur et à mesure qu'il avançait dans ses recherches, le projet de Karim prenait une ampleur colossale, bien au-delà de l'OCI-PCI-PT : poussé en avant par une véritable boulimie de lectures, une remarquable capacité d'assimilation et de synthèse et une grande fécondité dont témoignent le nombre et la richesse des textes qu'il a laissés, Karim décida de faire porter sa recherche sur la question du pouvoir et des rapports de domination dans les « organisations d'extrême gauche au 20^{ème} siècle » en général, y compris le courant libertaire, dont il connaissait les multiples facettes et qu'il n'épargnait pas². « La finalité de notre démarche, écrivait-il, est bien un bilan du mouvement révolutionnaire et de sa clé, l'organisation »³. Il s'agissait donc d'étudier les « cultures » et les « pratiques politiques » de l'extrême gauche, pour essayer de répondre aux questions suivantes : « *Quels mécanismes sous-tendent le phénomène bureaucratique, est-il possible à une organisation de se structurer de manière non-coercitive, quelle est la nature des liens entre théorie et praxis autour de la question du pouvoir et de la domination ?* » Or « l'hypothèse de travail » de Karim est que « l'anarchisme se montre toujours très empirique dans sa critique du phénomène bureaucratique, s'interdisant ainsi d'en comprendre parfaitement les ressorts, et que le trotskisme, par son attachement à la notion marxiste d'infrastructures déterminantes, s'interdit à son tour d'avoir une réflexion cohérente et pertinente, donc une réaction efficace, quant au même phénomène ». De plus, il envisageait l'étude des organisations d'extrême gauche comme étant « peut-être » un « échantillon représentatif de toute organisation humaine », formant alors le projet d'une « théorie générale des organisations »...

Dès lors, il s'agissait pour Karim de se livrer à une recherche réellement scientifique, qui dépasse les limites académiques de la discipline historique, au profit d'une approche interdisciplinaire :

¹ Dans un courriel du 29 octobre 2004 à l'auteur de ces lignes, Karim affirmait en outre que les lambertistes suivaient de près son travail : « *Ils ont quand même pris le temps de survoler mon mémoire de DEA et d'en faire de fausses citations transmises à Salamero [membre de l'UAS, président de la Libre pensée et ami du PT, NDR] pour embrouiller nos relations.* »

² C'est ce que montre son long texte inédit, véritable livre incessamment travaillé mais jamais achevé, intitulé *Anarchisme, identité et culture. Essai sur les dérives multiculturelles des révolutionnaires* (2004 pour l'essentiel). Merci à Yves Coleman de nous avoir communiqué ce texte de Karim, parmi d'autres que nous n'avions pas.

³ Cette citation et les suivantes sont extraites d'un remarquable texte inédit, intitulé *Pour se réapproprier et penser l'anarchisme. Éléments d'une théorie de l'organisation*, p. 4.

« Une telle recherche se place nécessairement sous le sceau de la pluralité des approches et de l'interdisciplinarité, constitutive de la socio-histoire, et notamment par des emprunts à la sociologie de l'organisation, à la psychologie sociale, mais aussi à l'ethnologie comme à l'anthropologie, susceptibles d'apporter des pistes de recherches. » De fait, comme le montrent la richesse et la diversité des références sur lesquelles il s'appuie dans ces textes, Karim se plongea dans des lectures multiples, se passionnant en particulier pour « l'anthropologie historique », qu'il définit comme tentative de dégager « la mise en relation entre la condition biologique de l'homme et la structuration des ses liens sociaux et économiques. En quelque sorte, l'anthropologie historique récupère les liens tissés entre les autres disciplines dans des études tentant de comprendre l'homme dans une "histoire totale". De cette façon, des théories visant à expliquer des évolutions historiques deviennent possibles. »

« Interdisciplinarité », « théorie générale », « histoire totale »... : on saisit le caractère titanesque du projet formé par Karim. Tâche enthousiasmante, mais en vérité démesurée, impossible pour un seul homme, et dont il a peut-être craint de ne pouvoir venir à bout, car il ressentait fortement la « solitude du chercheur ». On peut penser en tout cas qu'il aurait été extrêmement loin dans l'exploration des pistes les plus fécondes, s'il n'avait été plongé par ailleurs dans la « détresse morale »⁴ où le conduisaient la précarité des petits boulots et d'innombrables difficultés dans ses rapports avec l'institution universitaire, et surtout s'il avait su sortir rapidement de l'immense détresse affective où l'avait plongé une récente rupture amoureuse.

Je me souviendrai de Karim Landais. Je me souviendrai de ses grandes capacités, de ses hautes exigences éthiques et de ses qualités humaines exceptionnelles, constatées par tous ceux qui l'ont connu, et qui se lisent dans tous ses textes. Il avait pris contact avec le Groupe CRI non pour des raisons immédiatement politiques, mais dans le cadre de son travail de DEA, qui l'avait conduit à connaître notre existence et nos origines. Je l'avais rencontré pour un entretien le 21 mars 2004. Une relation politique avait été nouée alors, malgré des désaccords sans doute irréductibles. À notre invitation, il avait participé à l'une de nos réunions en juin 2004. Il était devenu un lecteur du CRI des travailleurs, qu'il lisait comme tout le reste, avec exigence et sans concessions, nous faisant part à plusieurs reprises de son intérêt... et de ses critiques...

Mais laissons la parole à Karim, en constatant à quel point peuvent lui être appliqués les mots par lesquels, introduisant le dernier numéro de sa revue *Spartacus* (juin 2003), au moment de

⁴ Courriel à l'auteur de ces lignes du 29 octobre 2004, déjà cité.

passer à autre chose, et tout en faisant une nouvelle fois le point sur son propre itinéraire, il rendait lui-même hommage à un vieux camarade libertaire, Richard, qui avait eu une grande influence sur lui : « Spartacus numéro 4, écrit Karim, est l'occasion de tirer le bilan de ma courte vie militante. Si, au terme de ces quelques années d'une incessante agitation, il m'est enfin possible de dire que j'ai atteint ma maturité politique, ce n'est pas tant par ma proclamation enfin ouverte de mon attachement serein à la cause de l'anarchie, mais par mon affirmation désormais constante de la vanité des dogmes et notamment par ma fidélité revendiquée à ce qu'il me plaît de nommer l'honnêteté intellectuelle, que je me délecte à incarner en la figure de Sébastien Faure⁵. Richard était de ces hommes qui, à l'aune d'une vie bien remplie, et me rappelant en cela l'ami Sébastien, ne craignait pas de remettre en cause ses convictions les plus profondes avec à l'esprit cette même honnêteté si particulière qui est l'essence des grands êtres. »⁶

L. W.

Liste des textes de Karim Landais

Yves Coleman, son camarade et ami, a le projet, que nous soutenons résolument en hommage à Karim, de rassembler tous les textes qu'il a écrits. Il nous en a transmis une première liste (à l'exception de celle qui se trouve entre crochets, les précisions décrivant les textes sont de lui), que nous reproduisons et complétons ici, pour information, selon un classement thématique :

Textes sur le lambertisme

- Cahier noir du CCI, août septembre 2001, brochure diffusée à ses ex-«camarades» du Parti des travailleurs, suivie d'une correspondance avec certains d'entre eux. Pseudonyme : Richard (147 000 signes).
- Un parti trotskiste. *Éléments pour une socio-histoire des relations de pouvoir : introduction à une étude de l'OCI-PCI*, Université de Bourgogne, mémoire de DEA en histoire, sous la direction de Serge Wolikow, 2004, 218 pages.
- Deux lettres de Karim au CERMTRI, printemps 2004.
- « Individualité et militantisme au sein de l'OCI-PCI », intervention dans le cadre de la

⁵ Sébastien Faure est l'une des grandes figures de l'anarchisme français, qui séduisait Karim sans doute parce qu'il était partisan de l'unification des différents groupes anarchistes par delà leurs différences : « *La Synthèse Anarchiste de Sébastien Faure, rédigée en 1926, distinguant les 3 grands courants anarchistes que sont l'anarcho-syndicalisme, le communisme libertaire et l'individualisme anarchiste, attribue à la "guerre au couteau" qu'ils se livrent les raisons de la désorganisation chronique du mouvement. Pour lui, la solution se trouve dans la Synthèse, déjà appliquée en Italie, en Ukraine et dans certains groupes en France : ces courants sont distincts, mais non contradictoires, et leur combinaison en une seule organisation doit renforcer le mouvement.* » (Karim Landais, *Pour se réapproprier et penser l'anarchisme...*, déjà cité.)

⁶ *Spartacus* n° 4, juin 2003.

Journée d'études du 10 novembre 2004, organisée par l'IHC-UMR CNRS 5605 de l'Université de Bourgogne (36 000 signes) à paraître en octobre 2005 dans les *Cahiers d'histoire (revue d'histoire critique)* n° 97.

- Lettre de rupture avec l'UAS du 1^{er} octobre 2004.

- « Sur l'histoire du trotskisme », extrait de son travail universitaire, qu'il devait remanier pour *Ni patrie ni frontières* (67 000 signes).

- « Le lambertisme à la croisée des chemins », février 2005, inédit, écrit pour *Ni patrie ni frontières* (55 453 signes).

- « Au parti du mensonge déconcertant » – Pseudonyme : Anouchka – Témoignage sur son expérience personnelle au Parti des travailleurs, avril 2005 (15 000 signes).

- « Le Parti des travailleurs et l'Europe », inédit, écrit pour *Ni patrie ni frontières* et la réunion internationale du 18 juin 2005 (15 494 signes).

Textes dans Spartacus n° 4, juin 2003

- « Restructurations à l'ombre des bons sentiments », lettre ouverte à la revue *Contretemps* (8700 signes).

- « Manipulations et pensée unique : propos sur la fonction du journalisme » (16 900 signes).

- « Dernier hommage à Richard ».

- « Se syndiquer s'organiser ».

- « Retour sur un printemps bien-pensant ».

- « Dépasser *Spartacus* ».

Textes sur l'anarchisme

- *Anarchisme, identité et culture. Essai sur les dérives multiculturelles des révolutionnaires.* Inédit (version de 2004 : 445 000 signes)

- « À propos du terrorisme : Questions et définitions » *Ni patrie ni frontières* n° 11-12, février 2005, pseudonyme : Anouchka (15 000 signes)

- « Introduction » à des textes marxistes sur le terrorisme, *Ni patrie ni frontières* n° 11-12, février 2005, pseudonyme : Anouchka (3000 signes)

- « Introduction » à des textes anarchistes sur le terrorisme, *Ni patrie ni frontières* n° 11-12, février 2005, pseudonyme : Anouchka (2500 signes)

- « Prendre parti. Propos sur l'organisation des révolutionnaires » (avril 2005). Inédit et incomplet. Pseudonyme : Ievgueni Bakounine (12 000 signes)

- « Pour se réapproprier et penser l'anarchisme. Éléments d'une théorie de l'organisation » (102 000 signes) [Une version de ce texte est disponible sous le titre « *Les tendances oligarchiques et bureaucratiques dans les organisations d'extrême gauche* » sur le site libertaire de Philippe Coutant : <<http://libertaire.free.fr/Karim01.html>>]

Autres textes

- « Cléricalisme et fascisme à la lumière de l'Affaire Dreyfus », *La Raison*, n° 485, novembre 2003.

- « L'offensive de l'Islam politique », in *Ni patrie ni frontières* n° 13, texte lisible sur le site <www.mondialisme.org/article.php3?id_article=516>

AU SOMMAIRE

FRANCE :

- **Un gigantesque paradoxe** (p. 3)

- **Discrédit et blocage de l'Union européenne** (p. 3)

- **Comment et pourquoi les directions des forces du Non et des syndicats ont refusé de chasser Chirac** (p. 5)

- **L'offensive de Chirac-Villepin** (p. 13)

- **À bas les ordonnances ! Unité des organisations pour en découdre réellement ! Non aux « journées d'action » ! Organisons-nous pour imposer la grève générale !** (p. 16)

DISCUSSIONS avec d'autres groupes : **comment chasser Chirac ?** (p. 19)

DETTE IMPÉRIALISTE : **Après le récent sommet du G8...** (p. 22)

BOLIVIE : **Problèmes de la révolution** (p. 24)

HOMMAGES-TRIBUNES LIBRES :
Pierre Broué (p. 38)
Karim Landais (p. 41)

